



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Troisième session — 31^e Législature

Le mardi 12 décembre 1978

Vol. 20 — No 90

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Pétition de la Ligue des droits de l'homme.....	4565
Rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 108.....	4565
Rapport de la commission ayant étudié les projets de loi nos 218, 241, 259, 264, 271 et 274.....	4565
Questions orales des députés	
Offres salariales aux aides domestiques.....	4565
Création d'un crédit touristique.....	4569
Venue possible du paquebot France.....	4570
Émissions anglaises à Radio-Québec.....	4571
Diffusion de communiqués par Telbec.....	4572
Parachèvement du Stade olympique.....	4573
Offres salariales aux aides domestiques (suite).....	4575
Motions non annoncées	
Condoléances à l'occasion du décès de Mme Golda Meir.....	4576
M. René Lévesque.....	4576
M. Gérard D. Levesque.....	4576
M. Michel Le Moignan.....	4576
Félicitations à M. Edward Shreyer.....	4577
M. Maurice Bellemare.....	4577
Mise aux voix de cette motion.....	4577
Condoléances à M. Saint-Germain.....	4577
M. Gérard D. Levesque.....	4577
Pétition de la Ligue des droits de l'homme (suite) (redéposée comme simple document).....	4578
Travaux parlementaires.....	4579
Projet de loi no 20 — Loi concernant certaines dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la commission.....	4581
Projet de loi no 76 — Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec	
Prise en considération du rapport de la commission.....	4581
Projet de loi no 83 — Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques	
Prise en considération du rapport de la commission.....	4581
Projet de loi no 30 — Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement	
Prise en considération du rapport de la commission.....	4581
Projet de loi no 61 — Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.....	4582
Projet de loi no 62 — Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac.....	4582
Projet de loi no 63 — Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie ...	4582
Projet de loi no 64 — Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.....	4582
Projet de loi no 68 — Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.....	4582
Prise en considération du rapport de la commission.....	4582
Projet de loi no 120 — Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif	
Deuxième lecture.....	4582
M. Claude Charron.....	4582
M. Gérard D. Levesque.....	4588
M. Rodrigue Biron.....	4596
M. Camil Samson.....	4600
M. Guy Chevette.....	4603
M. Robert Lamontagne.....	4604
M. William Frederic Shaw.....	4607
M. Fernand Grenier.....	4608
M. Guy Bisailon.....	4612
Mise aux voix de la deuxième lecture.....	4615
Renvoi à la commission de l'Assemblée nationale.....	4615
Travaux parlementaires (suite).....	4616
Ajournement.....	4617

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec.

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mardi 12 décembre 1978

(Quatorze heures treize minutes)

Le Président: À l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
M. le ministre de l'Immigration.

**Pétition de la Ligue
des droits de l'homme**

M. Couture: M. le Président, à l'occasion d'une rencontre à Montréal, la Ligue des droits de l'homme m'a mandaté, en vertu de l'article 21 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, de déposer à l'Assemblée nationale cette pétition.

Le Président: M. le ministre de l'Immigration, normalement, on lit tout simplement le texte de la pétition. Très brièvement.

M. Couture: Je vous en prie, M. le Président. Je vais le faire. Pétition de la Ligue des droits de l'homme en vertu de l'article 21 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec à l'occasion du trentième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, pétition qui propose des amendements à la Charte des droits et libertés de la personne.

Le Président: Pétition déposée.

Dépôt de rapports de commissions élues.
M. le député de Richelieu.

**Rapport de la commission ayant étudié
le projet de loi no 108**

M. Martel: M. le Président, conformément aux dispositions de notre règlement, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente de l'industrie et du commerce qui s'est réunie les 7 et 8 décembre 1978 pour auditions publiques et étude du projet de loi 108, Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec.

Le Président: Rapport déposé.
M. le député de Papineau.

**Rapport de la commission ayant étudié
les projets de loi nos 218, 241, 259,
264, 271 et 274**

M. Alfred: M. le Président, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente des affaires municipales qui s'est

réunie le 7 décembre 1978 pour étudier les projets de loi privés suivants: projet de loi 218, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est; projet de loi 241, Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi; projet de loi 259, Loi concernant la ville de Mont-Joli; projet de loi 264, Loi concernant la ville de Gatineau; projet de loi 271, Loi concernant la ville de La Baie; projet de loi 274, Loi concernant la ville de Vaudreuil, et les a adoptés avec ou sans amendement selon le cas.

Le Président: Ce rapport sera-t-il adopté?

Des voix: Adopté.

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période des questions orales.

M. le député de Portneuf.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Offres salariales aux aides domestiques

M. Pagé: Merci, M. le Président. Ma question, aujourd'hui, porte sur les négociations dans la fonction publique et, étant donné que c'est un peu technique, vous me permettrez un bref préambule. Ce ne sera pas trop long.

Le ministre des Finances, M. Parizeau, déclarait le 11 octobre dernier et je le cite: "Sans doute, les ouvriers qui travaillent pour le gouvernement et pour les réseaux sont-ils, dans l'ensemble, assez peu favorisés par rapport au secteur privé. Les cols bleus, d'une façon générale, n'ont pas été les enfants chéris du régime." Donc, le gouvernement est conscient de cette situation.

Le gouvernement offre, pour les catégories d'aides domestiques et d'entretien domestique, une augmentation de 11,07% pour la première année. Dans la catégorie des aides domestiques, classe 15, sur 54 employés, 53 sont des femmes, alors que la majorité des employés d'entretien domestique sont des hommes, classe 05 et classe 10. Ces derniers se voient offrir par le gouvernement, pour la deuxième et la troisième année, des augmentations de 6,54% et 6,47% et 5,44% et 5,43%. Comment le ministre de la Fonction publique peut-il nous expliquer que, dans le cas des aides domestiques, là où il y a 53 employés de sexe féminin sur 54, les offres du gouvernement

pour la deuxième et la troisième année ne sont que de 3,53% et 0,0% comparativement à 6,5% et 6,4% dans le cas des hommes?

J'aimerais demander, en question additionnelle, immédiatement, comme complément de question au ministre de la Fonction publique: Dans un premier temps, est-ce que vous ne voyez pas un cas de discrimination? Et, dans le deuxième cas, n'y a-t-il pas là clairement une discrimination à l'endroit des employées féminines du gouvernement du Québec, selon vous? Comment expliquez-vous cela à la lumière de la déclaration du ministre des Finances?

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: M. le Président, avant de répondre, j'aimerais simplement demander au député de Portneuf de préciser le deuxième membre de sa comparaison. Il compare les aides domestiques, si je comprends bien, à un autre corps d'emploi. Je n'ai pas bien saisi quel était cet autre corps d'emploi.

M. Pagé: M. le Président, c'est le corps des aides domestiques et le corps d'entretien domestique, ce qui est différent. Dans un corps, il y a davantage d'hommes; dans l'autre corps, il y a davantage de femmes. Dans le corps où il y a des hommes, les offres sont plus généreuses et, dans le corps où il y a des femmes, les offres sont moins généreuses.

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: Je vais répéter ma question, M. le Président, et je vais demander au député de préciser. Vous dites aides domestiques par rapport à quel corps?

M. Pagé: Entretien domestique. M. le Président, pour donner un peu de lumière...

Une voix: Pour moi, il va rentrer dans le remaniement ministériel.

M. Pagé: ... dans le cas des aides domestiques, sur 54 employés, 53 sont des femmes, dans l'autre corps d'entretien domestique, la majorité sont des hommes. Là où la majorité sont des hommes, les offres, pour la deuxième et la troisième année, sont de 6,5% et 5,4% tandis que pour les femmes, c'est de 3,4% et 0,0% pour la troisième année. C'est quoi, si ce n'est pas de la discrimination, cela?

M. de Belleval: M. le Président, écoutez, je n'ai pas devant moi les offres qui sont faites à ce que le député appelle des préposés à l'entretien domestique. Je prends sa parole qu'il existe un tel corps et que les offres dont il parle... Il y a seulement quelque 300 corps dans la fonction publique, c'est normal que le ministre de la Fonction publique ne connaisse pas par coeur la nomenclature de ces

divers corps d'emploi. Quoi qu'il en soit, je répéterai à cette Assemblée, M. le Président, les fondements sur lesquels repose notre politique salariale. En particulier, cette politique repose sur une comparaison entre les traitements du secteur privé et les traitements dans le secteur public pour des emplois comparables. Le but de notre politique, c'est de faire en sorte que les employés du gouvernement, les fonctionnaires reçoivent pour un travail donné un traitement équivalent ou à peu près...

(14 h 20)

M. Pagé: Si le ministre le permet, M. le Président, ce n'est pas là le sens de ma question.

M. de Belleval: Est-ce que je pourrais finir, M. le Président, ma réponse. Le député de Portneuf a toujours cette gentille habitude de vous interrompre.

Le Président: M. le député de Portneuf. M. le ministre de la Fonction publique, vous pouvez poursuivre.

M. de Belleval: Merci, M. le Président. Donc, je répète, cette politique vise à offrir aux fonctionnaires des traitements globaux, c'est-à-dire salaire directement et avantages sociaux comme fonds de retraite, congés, etc., offrir, dis-je, des traitements à peu près semblables à ce que leurs collègues du secteur privé reçoivent pour des emplois comparables. Dans certains cas, il se trouve que, pour certains corps d'emploi, les salaires ont dépassé dans une proportion assez considérable dans le secteur public les salaires équivalents offerts dans le secteur privé. Par contre, dans d'autres corps d'emploi, cette espèce d'avantage par rapport au secteur privé est moins élevé. C'est ce qui fait que, dans certains corps d'emploi, des employés se voient offrir des augmentations plus considérables sur la période de trois ans que dans d'autres corps d'emploi, et le même raisonnement s'applique aux aides domestiques comme aux autres corps dont pourrait parler le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président...

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: J'aurais presque envie, en additionnelle, de demander au premier ministre si le ministre de la Fonction publique va être dans le prochain remaniement parce que, M. le Président — j'en arrive à ma question additionnelle — cela me surprend que le ministre de la Fonction publique, qui est responsable de la fonction publique, ne sache pas qu'il y a un corps d'aide et d'entretien domestique, que je sois obligé de l'informer, après que les offres ont été formulées à la table.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président, voici ma question additionnelle sur le sujet. Dans un premier temps,

je prends acte de l'admission du ministre de la Fonction publique qu'il n'est pas au courant de ce problème des offres déposées à la table et des demandes à la table. J'espère qu'il pourra me répondre d'ici quelques jours.

En additionnelle, M. le Président, je demanderais ceci au ministre des Consommateurs et aussi responsable du Conseil du statut de la femme. J'espère, dans un premier temps, qu'elle est préoccupée par la question que je viens de poser. Je lui demanderais si elle a reçu la lettre du 30 novembre sous la signature du président général du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, lequel lui demandait une rencontre pour discuter de cas aussi évidents de discrimination à l'égard des femmes dans la fonction publique.

Le Président: Mme le ministre.

Mme Payette: M. le Président, je suis sûre que toutes les femmes québécoises vont être ravies de savoir que les femmes sont à la mode auprès du député de Portneuf, surtout que c'est nouveau. Je voudrais faire savoir que, bien avant que ces questions soient posées dans cette Chambre, j'ai déjà demandé, ce que mes responsabilités me permettent de faire, au Conseil du statut de la femme de se prononcer sur ces offres. J'attends ce rapport incessamment.

M. Pagé: M. le Président, une dernière question additionnelle.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Je conviens que le ministre est responsable du Conseil du statut de la femme et qu'elle lui a demandé son commentaire sur les offres. Je lui demande ceci bien spécifiquement, bien concrètement; vous avez reçu une lettre le 30 novembre dernier du président M. Harguindeguy qui vous demande une rencontre pour discuter de ces cas bien spécifiquement. Est-ce que votre participation dans ce dossier se limitera à des menaces de dénoncer vos collègues ou encore si vous accepterez de rencontrer M. Harguindeguy pour discuter bien particulièrement avec lui des nombreux cas de discrimination dans les offres qui ont été formulées par le gouvernement? C'est cela l'essentiel de ma question.

Le Président: Mme le ministre.

Mme Payette: M. le Président, il me fera toujours plaisir de rencontrer M. Harguindeguy, je choisirai le moment qui me conviendra.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, en additionnelle.

Mme Lavoie-Roux: Une question additionnelle.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, question additionnelle.

M. Bellemare: Merci, M. le Président, de me reconnaître. Une question additionnelle. Est-ce que soit le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières ou bien le ministre de la Fonction publique ne pourrait pas considérer la formation d'un comité spécial composé, par exemple, du Conseil du statut de la femme et aussi du ministre responsable pour étudier ce cas particulier?

Le Président: Mme le ministre.

Mme Payette: M. le Président, je puis assurer aux membres de l'Opposition que le conseil du statut de la femme veille.

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: Une question additionnelle au ministre de la Fonction publique, M. le Président. À une question que je lui posais il y a environ dix jours sur le même sujet, le ministre de la Fonction publique niait qu'il y ait discrimination dans les offres faites aux hommes et aux femmes. Est-ce qu'il le nie encore aujourd'hui? Maintient-il sa position? Première question. Deuxième question. Il nous a expliqué tout à l'heure que le fondement de la politique salariale du gouvernement pour la fonction publique se basait sur un parallèle établi avec le secteur privé. Veut-il dire que s'il y a discrimination dans le secteur privé, on va le reproduire dans le secteur public?

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: M. le Président, si le député de L'Acadie a un exemple précis d'un corps d'emploi où des employés de sexe féminin se verraient offrir des salaires inférieurs à ceux de leurs collègues masculins, je serais très heureux de prendre connaissance de cet exemple et de faire enquête là-dessus. Quoi qu'il en soit, j'ai indiqué, la dernière fois que j'ai répondu à Mme le député de L'Acadie là-dessus, que nous avions mis sur pied, au sein du ministère de la Fonction publique, il y a quelques semaines, un bureau spécial chargé de promouvoir l'égalité des chances dans la fonction publique entre les hommes et les femmes. En particulier, j'ai demandé à ce bureau — qui d'ailleurs est en contact avec le Conseil du statut de la femme — de faire une révision des pratiques salariales et des autres pratiques qui touchent aux conditions de travail dans la fonction publique, de façon à vérifier si, effectivement, il n'y aurait pas de points dans nos offres salariales ou dans nos pratiques administratives qui seraient de nature à ne pas mettre les hommes et les femmes sur un pied d'égalité.

Je dois la rassurer de ce côté-là, nous sommes très conscients de cet aspect des choses, mais il n'en reste pas moins qu'il existe actuellement une négociation collective en bonne et due forme avec le syndicat des fonctionnaires et que c'est d'abord et avant tout à la table de négociations que ce syndicat a toute la possibilité de faire

valoir ses opinions quant à nos offres monétaires ou autres. Il peut à ce moment-là nous indiquer quels sont les aspects qui, à mon avis, seraient discriminatoires en matière de rémunération ou d'autres conditions de travail entre les hommes et les femmes.

En ce qui me concerne, je termine sur la première question que j'ai posée au député de L'Acadie. Si elle peut me citer un corps d'emploi où on offre des salaires différents aux hommes et aux femmes, je serais heureux d'en prendre connaissance et de faire les recherches qui s'imposent.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président...

Le Président: Mme le ministre responsable du Conseil du statut de la femme voudrait apporter un complément de réponse.

Mme Payette: Un complément de réponse et je suis sûre que cela intéressera le député de L'Acadie. Je vais également demander au Conseil du statut de la femme de faire une analyse des demandes des syndicats, parce que je n'ai pas plus confiance dans les syndicats quant à la discrimination.

Le Président: Mme le député de L'Acadie, dernière question.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je réalise que, depuis que je lui ai posé la question, le ministre des Consommateurs a fait son devoir. Elle s'est informée auprès du Conseil du statut de la femme. Mais ce que je voudrais demander...

Mme Payette: M. le Président, question de privilège.

Mme Lavoie-Roux: Vous ne m'aviez pas répondu la dernière fois.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Payette: Il se peut que je n'aie pas bien entendu la question, à ce moment-là, mais la demande avait été faite avant.

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: À tout événement, j'avais posé la question deux fois au ministre. Au ministre de la Fonction publique, est-ce que je dois conclure de ses longues explications qu'il ne nie plus le fait que possiblement il y aurait de la discrimination dans les offres gouvernementales? Et, deuxième point, est-ce que ce n'est pas le devoir du gouvernement de s'assurer, avant qu'il ne fasse des offres, qu'il n'y ait pas de facteurs de discrimination? Il nous dit que par après il vient de mettre sur pied un comité qui va examiner si possiblement il y en a. Je pense que c'est votre responsabilité à vous autres de vous assurer, avant de déposer des offres, qu'il n'y ait pas de discrimination.

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique, brièvement, s'il vous plaît!

M. de Belleval: M. le Président, c'est malheureux qu'en cette Chambre l'ancien député de Hull et ancien ministre de la Fonction publique ne soit pas ici pour pouvoir donner un certain nombre d'explications au député de L'Acadie au sujet des offres salariales gouvernementales.

Mme Lavoie-Roux: Je ne la connais pas, moi, la position de l'ancien ministre...

Une voix: Il n'est plus capable de se défendre.

M. de Belleval: Je regrette aussi que le député de Jean-Talon, c'est bien dommage, ne participe pas davantage aux caucus du Parti libéral. Il pourrait aussi renseigner davantage le député de L'Acadie.

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. Lavoie: On va vous en donner un cas.

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique, s'il vous plaît!
(14 h 30)

M. de Belleval: Il pourrait renseigner aussi le député de L'Acadie sur la structure des classifications des corps d'emplois et des offres salariales dans le secteur public. Là-dessus, je dois le dire modestement, M. le Président, nous n'avons rien inventé à ce point de vue.

J'ai dit au député de L'Acadie qu'à ma connaissance il n'y avait pas de discrimination dans les offres salariales que nous avons soumises au syndicat des fonctionnaires. Je lui retourne la question. Si elle a un exemple à me proposer, je serai heureux d'en prendre connaissance. Mais tout ce qu'elle me demande, M. le Président, à partir d'un énoncé général, c'est une question tout aussi générale. Je lui réponds: Si vous avez un corps précis d'emploi où il y a de la discrimination, mettez-le donc sur la table. Pourquoi ne le faites-vous pas?

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, question de privilège.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Votre question de privilège, Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, si le ministre de la Fonction publique relit le journal des Débats, il pourra convenir, je pense, très honnêtement que je lui avais cité des cas précis. Je désire lui rappeler que mon collègue de Portneuf vient également de lui citer un cas précis.

M. de Belleval: M. le Président, je termine là-dessus. C'est ce qui me faisais dire, tout à l'heure, que le député de L'Acadie aurait intérêt à consulter le député de Jean-Talon en particulier ou l'ancien ministre de la Fonction publique; elle verrait que ce qu'elle m'a proposé comme exemple et ce que m'a proposé le député de Portneuf sont des comparaisons entre des corps d'emplois totalement différents. Je ne suis même pas certain, d'ailleurs, parce que je reviens encore à l'exemple du député de Portneuf, que le corps qu'il m'a cité existe.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

Création d'un crédit touristique

M. Picotte: M. le Président, à la fin d'octobre dernier, le gouvernement du Québec organisa pour les agents de développement touristique du Québec un sommet touristique à Sherbrooke. Quelques ministres du gouvernement y participèrent et quelques-uns aussi firent la promesse de la création d'un crédit touristique pour les petites et moyennes entreprises touristiques au Québec. Il a même été dit, M. le Président, que ce crédit sera administré par la Société de développement industriel du Québec et interviendra auprès du ministre responsable lorsqu'il aura accepté les projets de rénovation, implantation ou création de nouvelles accommodations touristiques. J'aimerais savoir du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche ce qu'il attend pour nous donner ce programme de crédit touristique.

Le Président: M. le ministre du Tourisme.

M. Duhaime: M. le Président, j'attendais peut-être que la question vienne devant l'Assemblée nationale pour donner une précision. Depuis la conférence socio-économique sur le tourisme, les gens de mon ministère et ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce se sont effectivement rencontrés et j'ai eu l'occasion de donner une dernière correction à un mémoire qui sera acheminé dans les jours qui viennent au Conseil des ministres. Il a été bien dit, par mon collègue, le ministre d'État au développement économique, et par moi-même, lors du sommet, que c'était un engagement que nous prenions, comme ministres du gouvernement, de faire une proposition au Conseil des ministres d'élargir et d'amender, si nécessaire, la Loi constituant la Société de développement industriel pour faire en sorte que des facilités de crédit soient offertes et mises à la disposition des entreprises oeuvrant plus particulièrement dans le secteur du tourisme. C'est en voie de se faire. Je pense bien que dans les premiers mois de l'an prochain, nous serons en mesure d'annoncer des décisions finales et beaucoup plus précises.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Question additionnelle, M. le Président, est-ce que le ministre pourrait m'assurer que, parmi les divers agents touristiques au Québec, à l'intérieur du programme, il pourra aussi entrer le cas des pourvoyeurs et que ces pourvoyeurs au Québec pourront bénéficier de ce programme de crédit touristique?

Le Président: M. le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

M. Duhaime: Effectivement, M. le Président, c'est dans nos intentions d'élargir le cadre de la SDI pour permettre du financement aux pourvoyeurs. Vous allez me permettre une brève paren-

thèse pour expliquer au député de Maskinongé la difficulté que nous rencontrons, qui est d'ordre juridique. Les pourvoiries sont installées sur des terres publiques. À ce moment-ci, elles ne peuvent pas négocier des emprunts à long terme sur des hypothèques, par exemple. Ce que nous essayons de voir avec les gens du contentieux, tant du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche que du ministère de la Justice, c'est de quelle manière on pourra arriver à garantir auprès d'institutions financières des emprunts qui porteraient, bien sûr, sur des immeubles, mais situés sur des terres publiques. Là-dessus, on n'a pas encore la réponse. Mais je peux assurer le député de Maskinongé que nous y travaillons ardemment. C'est mon souhait que l'on puisse arriver à trouver une formule équitable pour permettre aux 222 pourvoyeurs qui oeuvrent en forêt au Québec d'avoir des facilités de crédit pour améliorer leurs propres établissements.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, une question additionnelle. On disait que le tout serait administré par la Société de développement industriel du Québec; est-ce encore l'intention du ministère de laisser cette administration du crédit touristique à la SDI?

Le Président: M. le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

M. Duhaime: Oui, M. le Président, sauf que les gens de mon ministère auraient à étudier, dans un premier temps, les demandes de crédit et auront à émettre des recommandations favorables et défavorables avant que chacun de ces dossiers ne soit acheminé vers la Société de développement industriel.

Le Président: Une dernière question.

M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Une dernière question additionnelle. Je remarque que le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche est un peu plus prudent dans ses projets, et de notre côté nous devons être plus patients. On se rappelle qu'il nous avait annoncé en cette Chambre que les travaux du Centre des congrès à Montréal débuteraient au mois de septembre 1977.

Le Président: M. le leader parlementaire, si cela a trait au projet dont vous parlez, je suggère que vous reveniez tout à l'heure; on aura sans doute le temps. Non, mais je voudrais que ce soit vraiment une question accessoire à celle du député de Maskinongé.

M. Lavoie: Est-ce que le ministre peut nous donner, dans son cheminement critique, une date, à quel moment son projet de crédit touristique pourrait-il être mis en application? Est-ce que ce sera prévu dans le prochain budget du mois d'avril du ministre des Finances?

Le Président: M. le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

M. Duhaime: Je voudrais d'abord rappeler à mon collègue, le député de Lavoie, que je suis toujours très prudent.

Des voix: Laval.

M. Duhaime: Laval, je m'excuse.

M. Lavoie: Pour le Centre des congrès, vous êtes plus prudent.

M. Duhaime: Peut-être pour la postérité. Sauf erreur, mon collègue des Finances pourra me corriger, je pense que c'est de l'extrabudgétaire. Notre intention, pour ce qui est des crédits de la Société de développement industriel, est, si le dossier chemine normalement, de mettre à la disposition des pouvoirs ces crédits dès l'an prochain.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

Venue possible du paquebot France

M. Biron: Ma question s'adresse au ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Depuis plusieurs semaines, des rumeurs circulent concernant la venue possible du paquebot France à Montréal. Le ministre des Affaires municipales aurait déclaré, d'après la Presse de samedi, que lui, personnellement, était pour une telle entreprise. Considérant aussi que le taux d'occupation des chambres d'hôtel à Montréal est à un pourcentage de 65% cette année — il était de 64% l'an dernier — et que la venue du paquebot France pourrait donner 1000 chambres additionnelles à Montréal.

Ma question est celle-ci: Est-ce qu'il y a eu des discussions entre le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche ou le gouvernement du Québec avec le maire de Montréal, M. Drapeau, concernant la venue du France à Montréal? Est-ce qu'il y a eu des discussions avec la Société Techniques d'Avant-Garde, qui est propriétaire du paquebot? Est-ce qu'il y a des études économiques de faites à l'heure actuelle, au ministère, concernant la concurrence que la venue de 1000 chambres additionnelles à Montréal peut occasionner aux hôtels de Montréal? Finalement, est-ce qu'il y a aussi des études sur les impacts économiques qui ont été faites? On a dit, dans des articles de presse, que le paquebot serait une vitrine de la France en Amérique, qu'il y aurait beaucoup d'objets d'exposition et de l'incitation à l'achat de produits français. Est-ce qu'on a eu une étude là-dessus, sur l'impact que cela peut apporter vis-à-vis de l'achat ou de la vente des produits québécois au Québec?

M. Bellemare: Très bien.

Le Président: M. le ministre du Tourisme.

M. Duhaime: M. le Président, je vais tenter de répondre aux quatre volets de la question du chef de l'Union Nationale. Oui, effectivement, j'ai eu l'occasion de rencontrer le maire de Montréal lors de l'inauguration du Salon des métiers d'art et, entre autres choses, nous avons abordé la question du France. J'ai cru percevoir de ses propos son vif intérêt à ce projet, ce qui n'était pas une grande nouvelle, d'ailleurs, soit dit en passant, mais c'est très préliminaire comme discussion.

Deuxièmement, effectivement, avec quelques-uns de mes collègues, nous avons rencontré, un des principaux actionnaires, je pense, de TAG International, société propriétaire du France, qui nous a fait part de son désir d'acheminer ou de remorquer le France sur Montréal. Il nous a demandé tout simplement ce que nous en pensions. Nous avons dit que nous allions étudier ce dossier attentivement et leur donner une réponse à la fin de janvier prochain, si possible.
(14 h 40)

Votre troisième question, je la laisserai peut-être à mon collègue, le ministre des Finances, qui vous parlera d'une étude économique au sujet des casinos comme tels, qui peut avoir une certaine relation avec le France, du moins, selon ce que les journaux en ont dit.

À votre quatrième question, pour ce qui est d'une étude d'impact sur le plan économique, à savoir si le France pourrait devenir la vitrine française des produits de France, je répondrai que cela me paraît assez bizarre comme expression ou comme entrée de jeu, mais, à ce que je sache, une telle étude d'impact n'a pas été conduite.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Je reviendrai tout à l'heure au ministre des Finances. Je voudrais poser une question additionnelle auparavant au ministre de l'Industrie et du Commerce. Est-ce que dans les discussions qu'il a eues avec le maire Drapeau et les propriétaires du paquebot France, il a été question que le Québec...

M. Grenier: Il n'est pas ici, le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Biron: Non, je m'excuse, M. le ministre du Tourisme. A-t-il été question que le Québec devrait investir un certain montant d'argent pour faciliter l'installation du paquebot et, s'il en a été question, de quel ordre serait le montant dont il aurait été question? Et est-ce que la venue du France, qui est quand même assez vaste, pourrait retarder la construction du Centre des congrès à Montréal, puisqu'on a aussi rapporté que le France pourrait servir de Centre de congrès possiblement dans la région de Montréal?

Le Président: M. le ministre du Tourisme.

M. Duhaime: À vos deux premières questions, c'est non et, à la dernière, non également.

M. Biron: M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question au ministre des Finances. On a dit aussi que sur le paquebot France il pourrait y avoir un casino. Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la Loi des loteries et courses pour pouvoir avoir un casino, si le gouvernement décide de laisser venir à Montréal le paquebot France? Quelle sera la participation du gouvernement? Est-ce que ce sera à la fois avec la ville de Montréal et les propriétaires, c'est-à-dire les capitaux privés, 30%, ainsi de suite, comme cela? Est-il exact que, depuis quelques semaines, il y a des études qui ont été commandées? Quel est l'objet de ces différentes études de la part du ministre des Finances et quand seront-elles rendues publiques?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: M. le Président, effectivement, il y a plusieurs mois déjà, j'ai demandé à la Loto-Québec de préparer des études sur l'implantation au Québec de casinos de deux types. Le premier, ce sont des casinos temporaires analogues à celui que nous avons connu à Montréal l'an dernier avec la coupe Grey, par exemple. Ce sont des casinos qui ne siègent, si je peux m'exprimer ainsi, que quelques jours dans une ville ou dans une autre, par opposition ou en parallèle avec les casinos permanents. Un de ces casinos permanents pourrait être ou ne pas être le France. Il est évident que certains des promoteurs du projet du France souhaiteraient avoir un casino permanent dans le navire en question.

Ce rapport m'a été remis la semaine dernière, je pense. Il a, cependant — c'est son principal inconvénient — quelque chose comme sept pouces d'épaisseur. Il faudra nous donner le temps dans les semaines qui viennent pour qu'à un pouce par semaine on puisse passer à travers. Je ne pensais jamais recevoir une brique pareille. Dès que je saurai ce qu'il y a dedans et les recommandations dont il s'agit, on pourra, je pense, en discuter de façon plus explicite.

M. Biron: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Dernière question, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Est-ce que le ministre des Finances peut dire, quand même, que le gouvernement serait prêt à considérer une participation du capital privé dans l'installation possible de ce genre de casino et aussi une participation de la ville de Montréal, si ce paquebot s'ancre à Montréal?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: M. le Président, je plaide avalanche devant la quantité de papier qui m'est arrivée il y a quelques jours à ce sujet. Je voudrais d'abord

passer à travers avant de me prononcer sur des questions comme celle-là.

M. Lavoie: Une dernière, M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Concernant le projet d'implantation du casino, est-ce que le ministre de la Justice a considéré les implications juridiques et constitutionnelles et envisagé une demande au gouvernement fédéral pour une modification au Code criminel qui serait nécessaire, je crois, pour permettre l'implantation de casinos et la permission d'exploiter certains jeux de hasard?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Non, puisque l'étude n'a pas été faite encore concernant les implications juridiques. J'imagine que cela viendra dans un deuxième temps.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

Émissions anglaises à Radio-Québec

M. Shaw: Thank you, Mr President. I would like to address my question to the Premier concerning an article that was published in this week-end Sunday Express. It concerns the Vermont English-speaking educational television channel 33 that has 50% of its financial support from the English-speaking listeners of the Island of Montréal. And the suggestion is that the CRTC would welcome an offer by Radio-Québec to provide English-speaking educational television for English-speaking Quebecers such as that that has been provided for French-speaking Ontario residents by their TV-Ontario educational programs. My question is simply, Mr Premier: Has the government any intention to recognize the English-speaking reality of the province of Québec by beginning an English-speaking programming in educational television through Radio-Québec?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Well, it is the first time I hear about it. I did not read the Sunday Express this Sunday. Je vais sûrement lire avec beaucoup d'attention l'article dont parle le député.

La seule réponse que je peux faire à sa question c'est qu'on vient de voir encore, dans les précisions qui ont été apportées, je crois, à Ottawa, par le gouvernement fédéral, que s'il y a une province qui fait un effort maximum avec ses fonds, ses efforts à elle additionnés de fonds fédéraux pour l'enseignement et le soin qu'on doit apporter à la langue seconde, c'est le Québec. Si on peut ajouter, bonifier cela, tant mieux.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: A second question to the minister of Communications responsible for Radio-Québec: Has any program whatsoever investigative for

involving the production of English-speaking educational television in Radio-Québec begun?

Le Président: M. le ministre des Communications.

M. O'Neill: M. le Président, Radio-Québec n'a pas exclu cela, mais Radio-Québec, dans le moment, est affrontée avec d'autres priorités, particulièrement celle du service aux minorités culturelles. Estimant que certaines d'entre elles — je pense, par exemple, aux minorités italiennes, portugaises et autres — ont peu de services au plan culturel, la préoccupation de Radio-Québec c'est de voir quelle sera la possibilité de leur accorder des services. On estime, d'autre part, pour ce qui est du groupe anglophone lui-même, qu'il est déjà bien servi en général dans le domaine de la radio et de la télévision. Je pense qu'il est bien normal que Radio-Québec regarde d'abord ce qu'il pourra rendre comme services à des groupes minoritaires qui n'ont à peu près rien dans ce secteur.

Le Président: M. le député de Gatineau.

Diffusion de communiqués par Telbec

M. Gratton: M. le Président, à quatre reprises différentes, au cours du mois d'octobre, j'ai soulevé à l'Assemblée la question de l'utilisation des fonds publics à des fins partisans, pour me faire répondre, en particulier, le 19 octobre, par le leader du gouvernement: L'Opposition officielle cherche à faire des scandales avec rien. Et du ministre des Communications: Il s'agit d'une histoire tout à fait ridicule.

J'aimerais adresser mes questions au premier ministre, en espérant qu'il soit plus responsable. J'ai ici copie d'un communiqué qui émane du cabinet du ministre des Travaux publics que vous me permettrez de lire, M. le Président, c'est très court. Il est daté du 8 décembre 1978, il a été diffusé sur le réseau Telbec. L'objet: "Assemblée générale du Parti québécois du comté de Gatineau. Le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement et député de Hull, à l'Assemblée nationale, Mme Jocelyne Ouellette, participera demain, le samedi 9 décembre, à l'assemblée générale du Parti québécois du comté de Gatineau. À cette occasion, le ministre prononcera une allocution. Outre l'élection d'un nouvel exécutif, quatre ateliers se partageront l'intérêt des membres du parti. On y discutera en effet du programme, de l'organisation, de l'action politique et de la vie économique régionale. Cette assemblée générale du Parti québécois du comté de Gatineau se tiendra à la polyvalente Grande Rivière, à Aylmer.

M. le Président, s'il s'agissait de juger de l'utilité du communiqué, je dirais que cela n'a pas été très fort, puisqu'il n'y a même pas eu quorum à la réunion de samedi dernier. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

J'aimerais demander au premier ministre s'il est conscient qu'un tel communiqué — et là je ne

veux pas faire une grosse affaire avec rien — coûte \$50 en fonds publics plus...

Mme Ouellette: Question de privilège, M. le Président.

Je ne peux pas quand même laisser le député de Gatineau faire une bouillie pour les chats. Il va sans dire que j'ai un tout nouvel attaché de presse depuis quelques semaines à peine...

M. Pagé: C'est sa faute.

Mme Ouellette: Un instant, je suis arrivée au bureau...

M. Gratton: M. le Président, question de règlement.

Mme Ouellette: Non, je voudrais quand même rétablir des faits.

M. Gratton: M. le Président, question de règlement. Il ne s'agit pas d'une question de privilège...

Le Président: Sur votre question de privilège, Mme le ministre.
(14 h 50)

Mme Ouellette: Je désire rétablir les faits, M. le Président, parce que M. le député de Gatineau a induit la Chambre en erreur.

1- Cela n'a pas été envoyé par Telbec.

2- J'ai un nouvel attaché de presse, il est là depuis quelques semaines à peine et j'ai signalé à mon attaché de presse, M. De Serres qu'on ne pouvait pas envoyer ce genre de communiqué. Il l'a retiré aussitôt.

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je regrette de contredire le ministre, je cite: Communiqué, Telbec, code no 1, publication immédiate, et c'est signé cabinet du ministre, Robert De Serres, attaché de presse, et le numéro de téléphone est indiqué. De toute façon...

Mme Ouellette: Non, pas de toute façon. Le communiqué n'a pas été envoyé par Telbec et c'est le point que je veux faire ressortir.

M. Gratton: Je suis très heureux de savoir qu'on a épargné \$50 mais j'ai quand même l'entête de lettre ici.

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Gratton: On est contents, on s'en est sortis, pense-t-on.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je demande simplement au premier ministre...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je demande simplement au premier ministre si, conscient qu'il est des coûts impliqués dans ce genre de choses — et Dieu sait qu'on en a multiplié un très grand nombre d'exemples au cours du mois d'octobre — il ne reconnaît pas qu'il s'agit là d'une information qui n'a rien à voir avec les responsabilités administratives du ministre. Est-ce qu'il ne considère pas qu'il y aurait lieu d'émettre une directive à l'endroit des membres de son cabinet quant à l'utilisation du réseau Telbec pour la diffusion de telles informations? Le Parti libéral du Québec l'a fait. Il a émis cette directive et je demande au premier ministre s'il n'est pas prêt à s'engager à faire de même.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Il y a longtemps qu'un soin tout particulier est apporté chaque fois qu'on nous présente des cas précis et qui ne sont pas immédiatement contredits, comme cela a été le cas il y a un instant en ce qui concerne le ministre des Travaux publics, qui a immédiatement dit au député que, l'ayant attrapé à temps, le communiqué n'a pas été envoyé par Telbec et que le nouvel attaché de presse a eu des instructions. Ces instructions-là sont générales. Il ne sert à rien de multiplier les directives, le ministre des Travaux publics vient de donner tout simplement la démonstration très éloquente du fait qu'on fait attention. Peut-être que le député de Gatineau, qui n'est pas loin, pourrait tourner sa vertueuse attention de l'autre côté de l'Outaouais pour dire à ses amis du fédéral d'en faire autant.

Le Président: Dernière question, M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je veux bien faire les représentations qui s'imposent au fédéral, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit dans le moment. Le premier ministre va au moins admettre que ce communiqué a été distribué à la Tribune de la presse et partout à l'intérieur de l'Assemblée nationale. Je demande au premier ministre s'il ne serait pas souhaitable et même essentiel que le gouvernement fasse comme le Parti libéral du Québec a fait, c'est-à-dire d'émettre... J'ai dit quelque chose de drôle?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je suis prêt à déposer une directive émise par le Parti libéral du Québec à l'endroit de ses députés, datée du 11 octobre 1977, qui dit bien que lorsqu'il s'agit... Cela les achale donc bien!

Le Président: M. le député de Gatineau. D'autres collègues voudraient poser des questions. Puis-je vous demander d'abréger?

M. Gratton: Moi, je veux bien! Ce serait si court si on arrêta de m'interrompre.

Je demande donc au premier ministre s'il n'y a pas lieu d'émettre cette directive que lorsqu'il

s'agit de convocations du Parti québécois, qui ne relèvent aucunement de l'administration publique, il demande à ses membres, autant aux députés qu'aux membres du cabinet, d'en défrayer les coûts à même les fonds du parti, comme le fait le Parti libéral, plutôt qu'aux frais du gouvernement et en fonds publics.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, dès la fin de novembre 1976, tous mes collègues, les membres du caucus ministériel et tous ceux qui, de près ou de loin, ont affaire aux fonds publics, en ce qui concerne les communications et autres sujets, ont été clairement avertis qu'il ne fallait pas confondre... Je suis bien content qu'un an et quelque chose plus tard, le Parti libéral ait décidé d'en faire autant. J'espère qu'il va le pratiquer avec autant de soin qu'on le fait, contrairement à nos prédécesseurs.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: Au ministre délégué au Haut-Commissariat...

M. Gratton: M. le Président, excusez-moi, je ne peux laisser passer cela de la part du premier ministre.

Le Parti libéral a émis une directive. Elle est écrite. Je suis même prêt à la déposer. M. le Président...

M. Charron: Qu'est-ce que c'est que ça, M. le Président?

M. Gratton: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: Question de privilège, M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, ma question de privilège vise à faire connaître au premier ministre qu'effectivement cela fait quatre ou cinq fois qu'on soulève des cas de non-observance de sa directive, alors que du côté du Parti libéral, il n'y en a pas eu.

Le Président: M. le député de Gatineau.
M. le député de Mégantic-Compton.

Parachèvement du Stade olympique

M. Grenier: M. le Président, ma question s'adresse au ministre responsable au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports. Le ministre est certainement conscient que le retard apporté à la construction du toit et du mât du Stade olympique entraîne une hausse au coût éventuel de construction de \$65 millions à \$76 millions, si mes chiffres sont bons. Le ministre est certainement conscient également que la toile va

en se détériorant, cela étant principalement dû au climat que nous avons. Il est également conscient que le stade non complété n'a pas sa raison d'être tant du point de vue architectural, touristique qu'économique, et que de le retarder, cela ne mène pas à grand-chose actuellement.

J'aimerais savoir du ministre s'il entend présenter au Conseil des ministres un cheminement précis pour compléter les installations olympiques dans les plus brefs délais. Je voudrais, du même coup, qu'il rejette l'hypothèse que ce toit pourrait prendre trois ans à être complété.

M. Charron: M. le Président, à la première question, la réponse est oui. C'est demain que je soumettrai au Conseil des ministres une recommandation sur ce sujet, puisque le moratoire annoncé au mois de février expirera pendant l'intersession. Le Conseil des ministres sera invité à nouveau à se pencher sur le dossier, à reconsidérer sa décision de l'année dernière.

À la deuxième question, M. le Président, quant à l'hypothèse soulevée par le député, ce n'est pas à ma discrétion, mais c'est l'ampleur des travaux même qui a fait dire à tous ceux qui l'ont vérifié de près ou de loin qu'entre le jour où le gouvernement donnera feu vert au parachèvement et le jour de la fin de sa construction, donc pour qu'il soit achevé, il faut calculer entre 30 et 33 mois de travaux. Il n'est pas question que le gouvernement, s'il donne feu vert à la construction, y aille jour et nuit à des taux absurdes et ridicules qui vont faire augmenter les coûts. On prendra le temps normal que cela prendra pour le parachever et l'évaluation des ingénieurs et architectes est de 30 à 33 mois de travaux à faire.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: Est-il exact que le premier plancher du mât, à lui seul, aurait pu à cause de sa superficie servir à l'installation du Centre des congrès? Je voudrais savoir si le gouvernement a examiné cette possibilité.

M. Charron: Ce n'est pas le gouvernement qui a examiné cette possibilité, M. le Président; c'est le comité Marsan qui avait été mandaté par le gouvernement au début de 1977 pour faire l'examen de toute éventualité possible avec le stade. Cette hypothèse avait été étudiée et rejetée du fait que l'emplacement, s'il convient à un lieu d'exposition — ce qu'il est d'ailleurs devenu; la preuve: le Salon international de l'agriculture qui a eu lieu à la fin d'octobre dernier — n'est pas apte à être une salle où plusieurs délégués à la fois seraient appelés à travailler, à cause du système d'éclairage qui y est actuellement. L'autre raison invoquée par le comité Marsan était l'abondance de colonnes, c'est-à-dire des poutres pour soutenir les sièges du stade.

M. Biron: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Une dernière question additionnelle, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Est-ce que je peux demander au ministre délégué au Haut-Commissariat si le gouvernement a pensé à d'autres sortes de revenus pour aider à payer le coût de l'installation de ce toit? Est-ce qu'il y a des études qui se font présentement et est-ce que le ministre peut tout de suite nous annoncer qu'il y a d'autres possibilités de revenus pour le parc olympique?

Le Président: M. le ministre délégué au Haut-Commissariat.

M. Charron: M. le Président, puis-je rappeler brièvement que le stade se paye et son parachèvement se paiera à partir d'une décision du gouvernement précédent qui avait créé le fonds spécial olympique principalement alimenté de deux sources: les revenus escomptés ou annoncés, en tout cas, par Loto-Canada qui y sont versés, la quote-part du Québec, et, d'autre part, les revenus de la taxe de \$0.10 par paquet de cigarettes qui a été imposée le 11 mai 1976. L'une et l'autre de ces sources de revenus ont été inférieures à la prévision faite par nos prédécesseurs, ce qui nous avait conduits l'année dernière, tout en décidant de parachever le stade, à retarder les travaux tant que le fonds spécial olympique ne serait pas renfloué. (15 heures)

Or, il s'est produit une nouvelle donnée également qui a affecté la santé du fonds spécial Olympique et qui fera partie des considérations du Conseil des ministres au cours des prochains jours, c'est que l'emprunt contracté par nos prédécesseurs, encore une fois, en 1976, avant leur disparition du pouvoir, sur le marché américain, a été renégocié par le ministre des Finances et par celui qui vous parle au cours de l'été à des conditions plus favorables qu'auparavant au point de vue du taux d'intérêt annuel à payer et sur un étalement de remboursement plus favorable au gouvernement également qu'auparavant, étant donné qu'il nous fallait solliciter cet étalement, les rentrées du fonds spécial olympique n'étant pas celles qu'on nous avait promises. Tous ces faits et d'autres qui font partie de ma recommandation au Conseil des ministres seront analysés demain et on fera connaître la décision à l'Assemblée dès qu'elle le voudra.

Le Président: M. le député de Laurier, une toute dernière question à ce sujet.

M. Marchand: M. le Président, l'an passé, à l'occasion de l'étude des crédits, j'ai posé au ministre quelques questions concernant le parachèvement du toit du Stade olympique. Dans le temps, le ministre avait parlé d'environ \$55 millions à \$60 millions, le coût de parachèvement du toit du Stade olympique. Hier, le ministre annonçait \$76 millions, et il sait très bien que, s'il retarde encore et si son gouvernement retarde à donner les argents voulus et retarde le droit de finir le stade... Est-ce que le ministre n'aurait pas dû, l'an passé, et ne devrait-il

pas demander à son gouvernement de le faire le plus tôt possible, d'abord pour simplement sauver le coût de parachèvement du toit du stade, les intérêts et que les entrées d'argent, qui doivent venir du parachèvement du toit du Stade olympique, se fassent le plus tôt possible? Sinon, cela va coûter \$100 millions, le parachèvement du toit du Stade olympique.

M. Charron: M. le Président...

Le Président: M. le ministre.

M. Charron:... je n'avais pas voulu reprendre le préambule du député de Mégantic-Compton, mais puisque le député de Laurier en fait une question, cela me donne l'occasion de contredire poliment le député de Mégantic-Compton. Le chiffre annoncé l'année dernière, l'évaluation du comité Marsan, le chiffre révisé à ma demande par les officiers de la Régie des installations olympiques et qui figure dans le dossier qui sera remis au Conseil des ministres demain est le même que l'année dernière. Nous nous en tenons toujours au chiffre de \$65 millions que nous devons puiser non pas dans le fonds général du Québec, mais dans les rentrées du fonds spécial olympique. Si le chiffre de \$76 millions figure maintenant, c'est que nous y avons inclus le fait que les travaux s'étalent sur 30 à 33 mois et qu'il faut donc calculer à la fois un changement dans la valeur du dollar 1978, ce qui a été fait. Lorsque la décision sera rendue publique, nous soumettrons ces données à l'analyse; on vérifiera si nos prévisions sont réalistes ou non. Il faut calculer aussi un taux d'inflation qui, actuellement, se situe entre 6% et 7%; ce qui fait que le taux de construction demeure toujours à \$65 millions, mais en dollars réels, lorsque le toit sera parachevé — en 1982, dans l'hypothèse où la construction débutera en 1979 — ce sera \$76 millions.

Le Président: Fin de la période de questions, sauf, avant d'y mettre un terme définitif, que le ministre de la Fonction publique m'a informé qu'il voulait apporter un complément de réponse à une question de M. le député de Portneuf.

M. le ministre de la Fonction publique, brièvement, puisqu'il s'agit d'un complément de réponse.

Offres salariales aux aides domestiques (suite)

M. de Belleval: M. le Président, j'ai fait faire des recherches, tantôt, sur l'existence de la classe entretien domestique dont m'avait parlé le député de Portneuf, pour établir une comparaison avec la classe d'aides domestiques. Vous vous souviendrez, M. le Président, que j'avais mentionné mon doute quant à l'existence d'une telle classe d'entretien domestique avec laquelle on pourrait faire une comparaison avec la classe d'aides domestiques.

J'ai fait les recherches et, effectivement, il n'existe pas de classes spécifiques intitulée: Entretien domestique...

Des voix: Ah!

M. de Belleval: ... pour lesquelles il existerait une description spécifique de tâches et, bien sûr, une échelle salariale, donc on pourrait comparer avec une classe qui existe vraiment, avec description de tâches et échelle salariale, qui s'appelle: Aides domestiques. On retrouve les mots "entretien domestique" dans le manuel de classification simplement à titre de rubrique générale, sans description spécifique d'emploi ni échelle salariale.

Le Président: M. le député de Portneuf, une question.

M. Pagé: Un complément de réponse doit impliquer un complément de question, M. le Président. Le ministre peut-il nier le fait que le corps 450, c'est le corps des entretiens domestiques et qu'à l'intérieur de ce corps il y ait une classe qui s'appelle aides domestiques, où il y a 53 femmes sur 54 qui ont des offres moyennes de 5,84%, et à l'intérieur de laquelle il y a une troisième classe, qui est la classe 15 qui est l'entretien domestique, où les offres sont de 1,76%?

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: M. le Président, le député de Portneuf...

M. Pagé: M. le Président.

M. de Belleval: Oui.

M. Pagé: Autrement dit, M. le Président, c'est quand même assez technique. Est-ce que le ministre peut nier le fait qu'à l'intérieur du corps il y a trois classes et qu'une de ces classes, ce sont majoritairement des femmes, et que c'est cette classe qui recevra le moins dans les offres qui sont présentées à la table de négociation? Pouvez-vous nier cela?

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: Rapidement, M. le Président, vous vous souviendrez que j'ai demandé moi-même à deux reprises au député de Portneuf de préciser avec quelles classes d'emplois il voulait que je compare aides domestiques et il m'a dit, à deux reprises, que je ne connaissais pas mes classes d'emplois, qu'il existait effectivement une classe d'entretien domestique; cette classe, j'ai fait vérifier, elle n'existe pas. Il est impossible de comparer une échelle salariale d'aides domestiques avec une échelle salariale d'entretien domestique. C'est ce qui confirme ce que j'ai dit tout à l'heure, que le député de Portneuf a des classes à faire avant de poser des questions en cette Chambre.

M. Pagé: Question additionnelle, M. le Président. Je vais soulever une question de privilège.

Le Président: Fin de la période des questions.

Motions non annoncées.

M. Pagé: Question de privilège, M. le Président.

M. Bellemare: M. le Président.

Le Président: M. le député de Portneuf, sur votre question de privilège.

M. Pagé: Question de privilège. Je me limiterai à dire, M. le Président, qu'il y a un corps d'entretien domestique, qu'il y a une classe d'aide domestique et qu'il y a une classe de nettoyeur laveur qui fait le même travail qu'un aide domestique. On reviendra là-dessus et vous allez voir, M. le Président, que ce que je soutenais auprès du ministre de la Fonction publique...

Le Président: Très bien, M. le député de Portneuf.

Motions non annoncées.
M. le premier ministre.

Motions non annoncées

Condoléances à l'occasion du décès de Mme Golda Meir

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, j'ai une motion à présenter qui prend la forme d'un télégramme. C'est un message dont j'ai retardé l'envoi jusqu'à aujourd'hui, extrême limite, je crois, avec la certitude qu'il pourrait partir cet après-midi avec l'appui unanime de la Chambre. Le télégramme s'adresse à M. Begin, premier ministre d'Israël, et se lit comme suit: "Au nom du peuple québécois, de son Assemblée nationale et de son gouvernement, je voudrais vous exprimer ainsi qu'à vos compatriotes toute l'émotion, et la sympathie qu'a suscitées le décès de Mme Golda Meir, cette femme extraordinaire qui a joué un si grand rôle dans l'histoire d'Israël. Dans ces circonstances douloureuses pour votre pays, nous tenons à nous associer à l'importante communauté juive du Québec dont vous savez, pour l'avoir rencontrée récemment à Montréal, à quel point ce deuil l'a jetée dans une profonde tristesse.

J'ajouterais simplement un mot, M. le Président. Ceux qui ont suivi sa vie ou qui ont pu lire le récit qu'elle en faisait elle-même, il y a un an ou deux je crois, savent à quel point un simple télégramme ne peut rendre justice non seulement à cette éminente carrière politique, mais aussi à la grande aventure humaine qu'a été l'existence de cette femme exceptionnelle, à tel point même que chez ses plus farouches adversaires lors des conflits du Proche-Orient, on lui rendait hommage

aussi au lendemain de sa mort. Je proposerais l'appui unanime de la Chambre à ce télégramme.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement à la présentation de cette motion? Sur la motion, M. le chef de l'Opposition.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, il arrive de temps en temps au cours de l'histoire qu'un chef de gouvernement devienne la personification de son pays. C'était le cas de Mme Golda Meir. Pendant qu'elle était premier ministre, Israël, c'était elle. M. le Président, elle était, si je ne m'abuse, la dernière survivante des premiers pionniers, de ceux qui ont fondé l'État d'Israël. Elle l'a représenté avec un courage et une dignité peu commune et a été ainsi respectée partout dans le monde. Je pense qu'on peut se rappeler qu'elle a eu des responsabilités extrêmement lourdes autant dans la guerre que dans la paix.

Lorsqu'on pense qu'elle dirigeait son pays au cours des guerres de 1967 et 1973, on la retrouve encore appuyant le premier ministre, M. Begin, dans ses efforts de paix. Je pense que les témoignages venant de partout, la présence de représentants de 50 pays aux funérailles indiquent la haute considération qu'on lui portait à travers le monde.

Je pense qu'il est bien normal que nous nous associions à cette motion du premier ministre puisque notre propre formation politique qui compte des membres de la communauté juive et toute la communauté juive au Québec en particulier ont exprimé à tour de rôle leur profonde tristesse vis-à-vis de cet événement. M. le Président, encore une fois, nous voulons appuyer cette motion du premier ministre.

(15 h 10)

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. Michel Le Moignan

M. Le Moignan: M. le Président, l'Union Nationale veut également s'associer à la douleur ressentie par la communauté juive du Québec. Le décès de Mme Golda Meir ne peut laisser personne indifférent. C'est l'univers entier qui, en ce moment, ressent tout l'impact de ce départ. Dans son sermon sur la montagne, le Christ a déclaré: Bienheureux les artisans de la paix. Comme vient de le dire le député de Bonaventure, Mme Meir n'a pas seulement cru à la paix en théorie; elle a réellement travaillé dans la pratique à promouvoir la paix alors qu'elle était au pouvoir et elle a continué jusqu'à la fin de ses jours de promouvoir cet idéal.

Il y a peut-être un autre point qu'il serait bon de signaler, c'est que Mme Golda Meir, à l'instar d'autres femmes au cours des siècles de l'histoire du monde, nous prouve que la femme a joué un rôle continu et pourra continuer de jouer un rôle dans l'humanité. Ce qu'elle a fait sur la scène publique, c'est un encouragement pour toutes les femmes à limiter en ce sens.

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

M. Bellemare: Oui.

Le Président: Motion adoptée.

Aux motions non annoncées, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

Félicitations à M. Edward Shreyer

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare: M. le Président, je voudrais présenter une motion non annoncée qui concerne un cas particulier. "Que les membres de cette Assemblée offrent leurs plus sincères félicitations à M. Ed Schreyer qui remplacera d'ici peu M. Jules Léger au poste de gouverneur général du Canada et lui souhaitent un fructueux mandat au service de la population canadienne".

Le Président: Y a-t-il consentement? Il y a consentement à la présentation de cette motion, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: M. le Président, je suis très heureux de constater l'unanimité de cette Chambre pour la présentation de cette motion et je vous demanderai un vote enregistré après.

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Adopté.

M. Charron: Vote enregistré.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

(Suspension à 15 h 13)

(Reprise à 15 h 24)

Mise aux voix de cette motion

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion de M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, que je relis: "Que les membres de cette Assemblée offrent leurs plus sincères félicitations à M. Ed Schreyer, qui remplacera d'ici peu M. Jules Léger au poste de gouverneur général du Canada, et lui souhaitent un fructueux mandat au service de la population canadienne". Que ceux et celles qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Le Moignan, Cordeau, Lévesque (Taillon), Charron, Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Morin

(Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Bérubé, Mme Ouellette, M. O'Neill, Mme Cuerrier, M. de Belleval, Mme Payette, MM. Johnson, Proulx, Duhaime, Lazure, Léger, Tardif, Garon, Vaugeois, Martel, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Chevrete, Bertrand, Fallu, Michaud, Rancourt, Laberge, Grégoire, Guay, Lefebvre, Mme Leblanc-Bantey, MM. Bisailon, Gendron, Mercier, Alfred, Marquis, Gagnon, Ouellette, Peron, Gosselin, Clair, Brassard, Lavigne, Dussault, Boucher, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Charbonneau, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Saint-Germain, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Goldbloom, Saindon, Ciaccia, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Samson, Roy, Shaw.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 98 Contre: 0 Abstentions: 0

Le Président: Adopté à l'unanimité.

Aux affaires du jour. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le chef de l'Opposition officielle.

Condoléances à M. Saint-Germain

M. Gérard-D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, qu'il me soit permis, par une motion non annoncée, de présenter au nom de l'Opposition officielle, et j'en suis sûr au nom de tous les collègues de l'Assemblée nationale, au député de Jacques-Cartier nos plus vives condoléances à la suite du décès de la mère du député qui est décédée le vendredi 8 décembre et a été inhumée le lundi 11.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement, est-ce que la motion sera adoptée?

M. Charon: Adopté.

M. Bellemare: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Je tiens à remercier cette Chambre de la marque de sympathie que ma famille et moi apprécions grandement.

Le Président: Merci, M. le député de Jacques-Cartier. Aux affaires du jour, M. le leader parlementaire du gouvernement, ou aux avis à la Chambre.

Pétition de la Ligue des droits de l'homme (suite)

M. Lavoie: Avec la permission du leader parlementaire du gouvernement, j'aimerais faire certaines remarques relativement à la pétition qui a été déposée aujourd'hui par le ministre de l'Immigration, qui ne respecte pas les critères de l'article 180 du règlement. Il est bien dit à l'article 180 qu'une pétition est faite par un député, un simple député, et non par un ministre, et je vais dire pourquoi, M. le Président. Deuxièmement il y a un vice grave à cette pétition, elle n'est même pas signée. Le ministre de l'Immigration aurait dû vérifier quelque peu son règlement. Ce n'est même pas signé, c'est une photocopie. C'est même déprécier la pétition de la Ligue des droits de l'homme.

Pourquoi cela doit-il être un député? Parce qu'on sait que dans notre système parlementaire et constitutionnel tous les ministres sont solidaires, en somme, du cabinet. Cela veut dire que par le geste du ministre de l'Immigration, le cabinet est solidaire du contenu et des douze demandes qui sont faites et qui amènent des modifications profondes et importantes à la Charte des droits et libertés de la personne. Cela permettrait au Parlement de revenir constamment à la charge auprès du premier ministre, du ministre de la Justice et de tous les ministres en disant: Mettez en application toutes les demandes qui sont faites dans la pétition. Je n'ai pas d'objection, nous donnons notre consentement qu'elle soit déposée, même si elle n'est pas signée. La prochaine fois, j'espère qu'elle sera signée. Je viens à la rescousse du ministre de l'Immigration et du gouvernement. Il faudrait qu'on fasse une mutation pour que celui qui soumet la pétition ne soit pas un ministre, mais un député ministériel.
(15 h 30)

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Sur la question de règlement, ni plus ni moins, que vient de soulever mon collègue, le député de Laval, il a raison sur l'aspect technique de la question sans aucun doute. C'est peut-être même une de ses spécialités; il connaît mieux le règlement que beaucoup d'entre nous. Il reste qu'il ne faudrait pas, sur le plan politique, qu'on soit en train d'enfoncer des portes ouvertes non plus. Tout le monde connaît... Non, mais je voudrais simplement rappeler les circonstances qui font que le ministre et député de Saint-Henri dépose le document aujourd'hui. C'est que, lors d'une manifestation qui célébrait le trentième anniversaire de la déclaration des droits de la personne, on lui a transmis cette pétition en lui demandant de nous la transmettre. S'il avait fallu, par manque de courtoisie ou par un respect désordonné du règlement en pareille circonstance — on l'admettra — qu'il dise: Non, non, non, je ne veux pas recevoir votre pétition; c'est à un député que vous devez la remettre, chacun aurait compris que c'était un peu exagéré. Le député de

Saint-Henri et ministre a pris cela. Ce sera en considération non seulement pour le gouvernement, mais pour tous les membres de l'Assemblée.

M. Lavoie: M. le Président, on ne fera pas une tempête. C'est vrai que cela a été remis au ministre de l'Immigration.

M. Bellemare: M. le Président...

M. Lavoie: Juste une seconde.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Bellemare: L'honorable leader a parlé sur ce point.

M. Lavoie: Juste un point.

M. Bellemare: Je pense que cela nous revient maintenant.

M. Lavoie: M. le Président, qui a la parole?

Le Président: Je vais moi-même prendre la parole pour dire que j'avais noté que la pétition n'était pas signée. Cela m'apparaissait un vice de forme. S'il y a consentement, on va maintenir la pétition là. Un moment, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, je vais vous reconnaître immédiatement après. M. le ministre de l'Immigration, je vous reconnais, mais je ne voudrais pas qu'on fasse un débat qui serait inutile.

M. Couture: Très brièvement, M. le Président.

M. Bellemare: Je voudrais simplement vous dire, M. le Président, que j'avais demandé la parole avant que le ministre réponde.

M. Couture: Je pense, en effet, que c'était, comme l'a dit le leader parlementaire... Est-ce que j'ai la parole, M. le Président?

M. Bellemare: Je pense que j'ai le droit de parole.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, le ministre de l'Immigration s'était même levé avant le leader parlementaire du gouvernement et, donc, c'est lui que j'avais reconnu le premier. Mais, pour respecter la tradition, j'avais d'abord reconnu le leader du gouvernement.

M. le ministre de l'Immigration.

M. Couture: M. le Président, très brièvement. Je voudrais renchérir sur ce que le leader parlementaire a dit. C'est, évidemment, par respect et par courtoisie pour ceux qui m'ont demandé personnellement de déposer la motion que je l'ai fait moi-même. Nous en avons discuté ce matin d'ailleurs avec le leader parlementaire. Dans le fond, je ne veux pas en faire un précédent, mais, étant donné qu'à l'occasion de cette réunion la

Ligue des droits de l'homme m'a demandé personnellement de déposer cette pétition, ce n'est pas en tant que... C'est pour forcer la solidarité parlementaire sur les propositions de la Ligue des droits de l'homme. C'est par respect pour ceux qui m'ont mandaté pour la déposer à l'Assemblée nationale que je l'ai fait. J'espère...

Le Président: Très bien.

M. Couture: ... que les membres de cette Chambre n'en feront pas un précédent et c'est dans ce sens-là que je leur demanderais leur consentement.

Le Président: Très bien.

M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: M. le Président, vous avez, dans notre règlement, un article spécial, dans le Code Lavoie, qui prévoit des choses, je pense. L'article 42 est bien explicite et l'article 43, particulièrement le deuxième paragraphe. C'est à vous que revient, dans une circonstance comme celle-là, de rendre justice à qui justice est demandée. Je pense que le président se prononce sur les questions de règlement au moment où il le juge à propos et il peut demander des directives à l'Assemblée ou la laisser se prononcer. Alors, je pense que, dans une circonstance pareille, c'est à vous, en vertu des articles 42 et 43, que revient le privilège de décider en l'occurrence.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, je vous signale immédiatement que je ne partage pas votre point de vue sur l'application des articles 42 et 43 dans ce cas-là, et il ne m'apparaît pas que ce soit le moment approprié ou le moment opportun pour appliquer les dispositions des articles 42 et 43, s'il y a consentement. Il y a eu consentement tout à l'heure au dépôt. Vous avez pris connaissance après, comme moi, que la pétition n'était pas signée. S'il n'y a pas consentement, je vais demander qu'on la retire et qu'on la représente à un autre moment.

M. Lavoie: M. le Président, on ne fera pas une tempête dans un verre d'eau. Je n'ai pas d'objection à ce que le ministre la dépose mais pas sous la forme d'une pétition. C'est un dépôt de document. Une pétition, il faut que ce soit signé et que ce soit fait par un député. Je pense que vous n'êtes pas redevenu député. Vous êtes encore ministre.

M. Charron: Ce n'est pas comme un dépôt de document que cela a été fait cet après-midi.

M. Lavoie: Il l'a fait sous forme de pétition.

M. Charron: C'est parce que c'est comme cela qu'elle est présentée.

M. Lavoie: M. le Président, le ministre n'a pas le droit de faire de pétition et, deuxièmement, la pé-

tition n'est pas signée. Si le leader du gouvernement n'avait pas suscité le débat, cela fait longtemps que ce serait terminé. Qu'il la dépose comme simple document ou, si c'est une pétition, que ce soit déposé par un député. C'est aussi simple que cela.

M. Charron: Alors, c'est un dépôt de document, M. le Président, comme vous l'aviez appelé.

Le Président: Il y a consentement pour que ce soit un simple dépôt de document?

M. Charron: Oui.

M. Lavoie: Bon.

Le Président: Alors, c'est un simple dépôt de document, M. le ministre de l'Immigration. L'affaire est réglée.

Travaux parlementaires

M. Charron: M. le Président, puis-je dire le menu d'aujourd'hui? Après quelques prises en considération de projets de loi qui reviennent d'étude article par article en commission et qui figurent au feuillet, nous allons faire aujourd'hui la deuxième lecture du projet de loi 120 qui figure à mon nom, Loi de la Législature. Pendant ce temps, je vous inviterais à recevoir cette motion que je fais à l'instant: que se réunisse au salon rouge, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, la commission de l'agriculture. À la salle 91-A — je me demande pourquoi ce n'est pas 81 — cela peut être 81.

Une voix: 81.

M. Charron: 81 plutôt, M. le Président, cet après-midi, la commission des affaires sociales pour poursuivre l'étude article par article de la loi 103, cet après-midi seulement. Ce soir, cette commission sera remplacée par la commission du tourisme, de la chasse et de la pêche afin d'entendre nos invités, les concitoyens autochtones, sur le projet de loi 28 et en faire l'étude article par article.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, en vertu de l'article 34.

M. Bellemare: Je remarque qu'on fait disparaître complètement, cette semaine, la commission des consommateurs qui étudie le projet de loi 72. N'y aurait-il pas moyen, mercredi, par exemple, si l'étude de la loi 103 était terminée, qu'on puisse mettre une séance de la commission des consommateurs, pour continuer l'étude de la loi 72? Il reste encore 100 articles. Si on pouvait terminer cela cette semaine, ce serait bien avantageux pour la troisième lecture.

Alors, il y a deux places possibles: soit pour remplacer les affaires sociales, si l'étude de la loi 103 est terminée mercredi après-midi, ou bien peut-être vendredi matin.

M. Charron: Je peux de suite dire que je suis non seulement conscient, mais tout à fait désireux que cette commission achève ses travaux le plus rapidement possible. J'indique tout de suite au député que demain soir, de 20 heures à 24 heures, sur son programme — il l'a peut-être — que je lui ai communiqué comme à chaque parti, il y a commission des affaires sociales. Il semble que cette commission, qui a déjà disposé de deux projets de loi ce matin article par article, qui vient d'entamer 103 avec la séance de cet après-midi, aurait des chances d'achever. Si elle n'a pas achevé, on trouvera un autre moyen. Disons que ce ne sera pas demain soir parce que demain soir, de 20 heures à 24 heures, ce sera la commission des consommateurs.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président...

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: Je voudrais avertir tout de suite et de bonne foi le leader du gouvernement qu'il me semble tout à fait impossible que nous puissions terminer l'étude de la loi 103 article par article si nous commençons à 16 heures. Dans deux heures, c'est absolument impossible.

M. Charron: Alors, ce sera à une autre séance.

M. Dubois: En vertu de 34, M. le Président.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, en vertu de 34.

M. Roy: M. le Président, je demanderais au ministre s'il est en mesure de nous dire quels seraient les projets de loi appelés successivement après le projet de loi 120.
(10 h 40)

M. Charron: Le menu, pour aujourd'hui, est la loi 120, son adoption en deuxième lecture, à quel que heure que ce soit, M. le Président; si c'est avant le dîner de ce soir, tant mieux; si c'est en cours de séance de soirée ou avant la nuit, ce le sera aussi. C'est la seule loi qui sera appelée aujourd'hui, la deuxième lecture de cette loi. Demain, j'ai déjà convenu avec mes collègues de l'Opposition, représentants des différents partis, que le projet de loi au nom de mon collègue le ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire et celui au nom du leader de l'Opposition officielle, qui traitent tous les deux de réforme électorale, de matière électorale, seront appelés successivement demain matin après la période des questions. Par la suite, la Chambre sera invitée à étudier la deuxième lecture du projet de loi no 110 concernant certains aspects de l'industrie de la construction.

Jeudi, ce sont les projets de loi au nom du ministre des Finances. Je ne peux dire dans quel or-

dre; d'une certaine façon, peu importe, ce sont tous des projets de loi qui découlent du budget et qui doivent forcément être adoptés avant le 21 décembre. Encore une fois, si ces projets de loi sont tous adoptés assez rapidement — je ne veux interdire à personne le droit de s'exprimer là-dessus — quand la Chambre aura terminé les projets de loi qui sont au nom du ministre des Finances, elle ajournera ses travaux à vendredi matin. Vendredi, voici ce qui est prévu, après entente avec l'Opposition officielle. Maintenant que la commission parlementaire des affaires sociales a eu lieu, sur le projet de loi 84, dès l'appel des affaires du jour, c'est cette loi que nous étudierons en deuxième lecture, vendredi. Par la suite, ce sera le projet de loi no 71 au nom de mon collègue du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, concernant la protection de la faune.

Il me semble que cette semaine de travail, M. le Président, serait raisonnable pour l'Assemblée dans les circonstances.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: Je veux que le leader nous dise s'il a l'intention d'amener cette semaine les projets de loi 99, 100 et 116 au nom du ministre de l'Agriculture en deuxième lecture.

M. Charron: Actuellement non, M. le Président.

M. Dubois: Merci.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: M. le Président, le 21 mars dernier, j'ai déposé une question au feuilletton qui concernait l'école de pilotage de Chicoutimi, de même que l'implication du ministère de l'Éducation dans la formation des pilotes et contrôleurs aériens au Québec. Suite aux derniers événements, je voudrais savoir du leader du gouvernement à quel moment je peux espérer avoir une réponse à cette question inscrite à l'article 20 du feuilletton, étant donné que la réponse serait susceptible de jeter un éclairage sur les difficultés que rencontrent les étudiants contrôleurs actuellement.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, je vais répondre en faisant une invitation à mon collègue et voisin de Sainte-Marie de peut-être vérifier lui aussi auprès du ministre des Transports jusqu'à quel point cette réponse est avancée et pourrait éventuellement être déposée demain, journée de réponses à des questions au feuilletton. Je le ferai aussi de mon côté.

M. Cordeau: En vertu de l'article 34, M. le Président.

Le Président: M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Cordeau: Vendredi dernier, le ministre des Affaires municipales rendait public le rapport du comité conjoint concernant la fiscalité municipale. Ma question s'adresse au leader. Est-ce que le ministre des Affaires municipales a l'intention de distribuer à tous les membres de cette Chambre ce rapport?

M. Tardif: M. le Président, je m'excuse que cela n'ait pas été fait. Hier, la Chambre ne siégeait pas, j'ai été en commission toute la journée. J'aurais dû l'apporter avec moi aujourd'hui. Je vais voir à ce que ce soit fait demain autant que possible.

M. Cordeau: Merci.

Le Président: Aux affaires du jour, M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Article 40) du feuillet, M. le Président, s'il vous plaît.

Projet de loi no 20

Prise en considération du rapport de la commission

Le Président: J'appelle maintenant la prise en considération du rapport de la commission permanente de la justice qui a étudié le projet de loi no 20, Loi concernant certaines dispositions législatives.

Est-ce que ce rapport sera adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Charron: Article 41).

Le Président: Troisième lecture prochaine séance.

Projet de loi no 76

Prise en considération du rapport de la commission

J'appelle maintenant la prise en considération du rapport de la commission permanente de la justice qui a étudié le projet de loi no 76, Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec.

Est-ce que ce rapport sera adopté?

M. Lavoie: Adopté, M. le Président.

Le Président: Adopté. Troisième lecture prochaine séance.

M. Charron: L'article 38), s'il vous plaît, que j'ai oublié.
C'est la loi du Centre Paul-Sauvé.

Projet de loi no 83

Prise en considération du rapport de la commission

Le Président: J'appelle maintenant la prise en considération du rapport de la commission permanente de la jeunesse, des loisirs et des sports qui a étudié le projet de loi no 83, Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques. Est-ce que ce rapport sera adopté?

M. Lavoie: Adopté. Je voudrais vérifier une chose.

M. Charron: Oui.

M. Lavoie: On vient de m'assurer que pour ce projet de loi il n'y a pas eu d'amendement présenté par le ministre à l'étape du rapport.

M. Charron: Aucun.

M. Lavoie: Dans les deux autres rapports que nous venons d'adopter sur le projet de loi no 20 et le projet de loi no 76, il n'y en avait pas eu non plus?

M. Charron: Non plus.

M. Lavoie: Cela s'adresse au secrétaire.

M. Charron: Il n'y en a qu'un seul dans ceux qui figurent au feuillet, à ce que je sache, c'est l'article 39 qui concerne la Loi du régime des eaux. Il y a eu un amendement apporté à la table du secrétaire général, je crois. Je ne l'appelle pas aujourd'hui. J'appelle ceux qui devraient être adoptés sans problème.
(15 h 45)

M. Lavoie: Vous pouvez appeler l'article 39) même aujourd'hui.

M. Charron: Je vais l'appeler plus tard, pas aujourd'hui.

M. Lavoie: D'accord. Article 42), M. le Président, s'il vous plaît.

Projet de loi no 30

Prise en considération du rapport de la commission

Le Président: J'appelle maintenant la prise en considération du rapport de la commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié le projet de loi no 30, Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement. Est-ce que ce rapport sera adopté?

M. Lavoie: Est-ce que la même demande que j'ai faite à savoir qu'il n'y a pas eu de...

M. Charron: Aucun.

M. Lavoie: D'accord, il n'y a pas eu d'amendement.

M. Charron: Sur le prochain non plus.

Le Président: Adopté?

M. Lavoie: Adopté.

M. Charron: Oui.

Le Président: Adopté. Troisième lecture, prochaine séance.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je vous prierais d'appeler l'article 37) en assurant chacun qu'il n'y a pas eu d'amendement apporté à la table du secrétaire général après le rapport.

Projets de loi nos 61, 62, 63, 64 et 68

Prise en considération du rapport de la commission

Le Président: J'appelle maintenant la prise en considération du rapport de la commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié les projets de loi suivants: no 61, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail; no 62, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac; no 63, Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie; no 64, Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants, et le projet de loi no 68, Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.

Est-ce que ce rapport sera adopté?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Charron: Article 29), M. le Président.

Projet de loi no 120

Deuxième lecture

Le Président: J'appelle maintenant la deuxième lecture du projet de loi no 120, Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'Exécutif.

M. le leader parlementaire du gouvernement, vous avez la parole.

M. Charron: Le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et en recommande l'adoption à la Chambre.

M. Blank: Il est d'accord?

M. Lavoie: J'espère que le leader va nous convaincre du bien-fondé de sa loi.

M. Claude Charron

M. Charron: M. le Président, devant une Assemblée récalcitrante, je ne puis m'empêcher, au moment où vous me reconnaissez pour vous présenter ce projet de loi...

M. Lavoie: Si le président vous reconnaît, moi, je ne vous reconnais plus après les débats qu'il y a eu dans le passé.

M. Charron: Vous allez voir. Je reconnais devant moi, en la personne du chef de l'Opposition officielle, celui qui a déjà occupé le même fauteuil que moi, celui qui a déjà eu aussi à présenter une loi qui modifiait la Loi de la Législature et qui attend très sûrement de voir, ayant été le dernier entre nous tous, sauf le premier ministre l'année dernière, à toucher à cette loi, comment nous en faisons aujourd'hui la présentation et surtout, ce qui est encore plus important, les justifications des décisions du gouvernement qui sont à l'arrière de ce projet de loi.

Je dis tout de suite au chef de l'Opposition de ne pas se tromper pendant qu'il préparera sa réplique; il y a une grande différence entre ce qu'il avait été appelé à faire en décembre 1974 et ce que moi, je suis appelé à faire aujourd'hui. Lui, il était appelé à présenter à l'Assemblée une augmentation du salaire des députés; moi, je suis appelé à présenter à l'Assemblée une limitation de l'augmentation du salaire des députés. Dans un cas comme dans l'autre, tous les députés conviendront que le député de Bonaventure avait probablement une tâche plus ingrate que la mienne aujourd'hui. Je me sens, connaissant la nature du projet de loi, beaucoup plus à l'aise, comme député de Saint-Jacques, comme membre du gouvernement et désormais ancien de cette Assemblée, de présenter un projet de loi de cette nature cet après-midi.

Ce n'est pas une tâche facile de rouvrir périodiquement la Loi de la Législature puisqu'elle rappelle, à toutes fins utiles, la difficulté de notre rôle. Ce qui nous vaut en même temps un certain nombre de problèmes, c'est que par la nature des choses, puisque notre salaire est fixé par la loi et que nous sommes des législateurs, nous nous trouvons, périodiquement, à fixer nous-mêmes les conditions salariales et les indemnités de dépenses dont disposent les députés. Là est toute la question.
(16 h 50)

Il est venu bien des fois des suggestions qui, sur papier, étaient belles, mais lorsqu'on venait pour les mettre concrètement en réalisation, on disait à quiconque de l'extérieur, dans le genre de Ponce Pilate: lavons-nous les mains et donnons cela à quelqu'un d'autre; auriez-vous, s'il vous plaît, l'obligeance de fixer à notre place les traitements et les indemnités des députés.

Il y a eu des projets artificiels qui ont duré. Ce n'est pas mauvais, en soi, que la tâche nous revienne périodiquement et que, à cette occasion,

nous soyons obligés, nous-mêmes, mais cette fois devant l'opinion publique, sans cachette, sans que ce soit par un arrêté en conseil passé à la sauvette, mais bien dans un cadre législatif devant tout le monde, de discuter de cette question parce qu'elle est importante pour nous tous. Il n'y a personne qui soit entré ici en faisant des vœux qui le conduiraient nécessairement à l'abstinence totale, M. le Président. Je n'ai jamais compris non plus que nos citoyens attendaient de nous cette attitude.

C'est donc de cette façon que nous nous acquittons de cette tâche aujourd'hui. Elle est difficile parce que fixer le traitement des députés nous oblige à fonctionner entre deux clôtures. Rares sont les gouvernements qui ont pu toucher à cette question entre les deux clôtures sans défoncer l'une ou l'autre. Le dernier souvenir de 1974 où la clôture avait été fracassée demeure à l'esprit de tous. Quand nous nous sommes réunis à nouveau cette année devant l'imminence d'une augmentation, que nous ne souhaitons pas, en vertu de la loi actuelle, le Conseil des ministres a senti, comme n'importe quel Conseil des ministres — ce n'est pas parce que c'est celui du Parti québécois qu'il est différent — qu'il devait aussi fonctionner entre les deux clôtures pour arriver à une solution honnête. Et le caucus des députés du Parti québécois, à qui la question a été soumise et qui l'a prise en délibéré pendant quelques minutes, quelques heures même, avec les opinions de chacun, a aussi senti cette implication.

Mais quelles sont donc ces deux clôtures, ces espèces de deux rochers entre lesquels une décision honnête doit passer? La première clôture — je le dis tout de suite, celle qui nous importe, et on ne peut pas faire de tergiversations là-dessus — c'est celle de reconnaître une attitude de justice à l'égard des députés, de ne pas prêcher dans l'absolu et le négativisme, mais bien de dire, comme nous le disions lorsque nous étions dans l'Opposition, que le traitement des députés n'a pas à être diminué, n'a pas à être amoindri ou ridiculisé. Il a à être honnête, convenable aux tâches qui lui incombent et aussi à être, d'une certaine façon, comparable, en plus ou en moins à l'occasion, peu importe, mais je dirais à sa face même comparable aux salaires actuellement donnés non seulement dans la fonction publique québécoise, mais dans la société québécoise dans son ensemble pour des tâches qui s'y apparentent.

On pourra me dire aujourd'hui, par exemple, qu'une vedette de hockey qui joue à l'occasion quelques minutes par match seulement fait deux ou trois fois le salaire du premier ministre du Québec, j'en conviens. Ce n'est pas parce qu'il y a cet exemple que je solliciterais pour le premier ministre du Québec, vu son importance dans la société québécoise, un traitement semblable. Comme d'ailleurs on pourra me dire qu'à d'autres places il y a des gens qui occupent aussi, dans d'autres secteurs de la société, une fonction tout à fait importante, mais qui n'ont pas encore le traitement de \$27 000 qu'ont les députés québécois actuellement. Si on regardait également de ce

côté-là, tout justifierait de notre part une diminution. Quand je regarde l'ensemble, cela s'appelle fonctionner entre les deux clôtures, par exemple, des cadres de la fonction publique québécoise. Pour les uns, ce serait plus, pour les autres, ce serait moins, mais dans l'ensemble, notre salaire, à ce qu'il est actuellement, est raisonnable, est explicable vu l'importance, le fond du rôle aussi, sans aucun doute.

Ce n'est pas ma spécialité, et je n'ai pas envie de m'y enfermer non plus aujourd'hui. Certains intervenants expliqueront les aléas, les drames, les misères, les malheurs, les sacrifices d'hommes politiques. Je les laisserai intervenir et je les laisserai l'expliquer. Je le dis, pour ma part — parce que je n'ai jamais voulu prendre cette étiquette, je n'ai jamais voulu le faire — présenter mon rôle comme un rôle de martyr, ce n'est pas vrai, M. le Président. J'ai beaucoup de plaisir à être membre du gouvernement québécois et à travailler pour la société québécoise actuellement. Personne d'entre nous, ici, n'est venu avec un fusil dans le dos. On peut tous partir un jour quand cela va nous tenter de partir. Que l'on réclame un traitement raisonnable, c'est exact, mais un traitement privilégié, ce serait déraisonnable, M. le Président.

Donc, en ce sens, je crois que nous avons une job, un travail difficile à l'occasion, agréable en d'autres. En ce sens, aussi, nous ressemblons à beaucoup de nos concitoyens, ceux qui, dans l'échelle salariale de la société québécoise actuellement, ont à peu près le même revenu que nous. Nous avons aussi des bouffées de travail qui nous obligent à faire pendant un certain temps des heures de fou et à d'autres moments, comme des professionnels dans une période de relâche de contrats ou autre chose, nous avons plutôt un travail d'un autre genre à accomplir. Je ne veux pas m'enfoncer dans cette description, sauf de dire que le travail est comparable à bien d'autres classes de la société actuelle et qu'il devrait donc se classer dans le même genre de salaire qu'on puisse fixer à ces gens.

M. le Président, la première clôture est celle d'un traitement honnête et juste que l'on doit donner à nos députés, dans cette Assemblée, comme dans toutes les Assemblées délibérantes au monde. De l'autre côté, l'autre clôture, sur laquelle il ne faut pas s'écorcher, qu'il ne faut pas défoncer non plus, c'est que nous avons, nous, l'obligation de garder en tête que nous sommes, pour un grand nombre de concitoyens qui nous ont élus, ni plus ni moins qu'un symbole, ni plus ni moins, en tout cas, qu'un exemple moral que nos concitoyens peuvent utiliser, utilisent à l'occasion, sur lequel ils s'appuient à l'occasion. Que cela soit en exagérant ou pas, là n'est pas la question, que cela soit en trafiquant ou pas la réalité, là, non plus, n'est pas la question. Ce que nous savons tous, toutefois, c'est que la fixation de notre traitement, du fait qu'il relève de nous seuls, entre nous, ici, membres de l'Assemblée, fait de cette décision un geste social important qui a effet de conséquence dans le roulement social du Québec. Un gouvernement, une Assemblée nationale qui se prononce sur cette question doit en tenir compte. Donc, franchir, passer entre les deux clôtu-

res, nous rendre à une décision honnête, sans toucher à un traitement juste que nous devons aux députés et sans oublier non plus que nous devons garder, à l'exemple de nos concitoyens, une attitude qui demeure respectable. Les lois mêmes que cette Assemblée est appelée à voter et qui découlent de cette Assemblée seront entachées si nous ne savons pas garder entre nous ce caractère de respectabilité des gens qui doivent faire des lois respectables et inviter les citoyens à les respecter par la suite.

Dans ce cadre, M. le Président, difficile, mais inévitable, voici donc la décision du gouvernement. Elle est décrite dans le projet de loi 120 qui a été déposé il y a quelques jours et qui est débattu aujourd'hui. Je dois vous dire que pour éviter d'être injuste à l'égard des députés, de nous mettre la tête dans le sable et d'oublier la réalité qui était et est la nôtre aujourd'hui, donc pour éviter de nous accrocher dans la première clôture, une chose devenait évidente: Nous ne pouvions reconduire, à nouveau, cette année le gel des salaires que cette Assemblée a voté l'an dernier. Les membres de l'Assemblée nationale — est-ce nécessaire de le rappeler — travaillent, en décembre 1978, avec exactement le même salaire qu'en janvier 1977, il y a 23 mois.

(16 heures)

Rien n'a bougé dans ce domaine. Nous n'avons eu aucun percentile d'augmentation, que ce soit par indexation ou par augmentation votée. Si nous avons plutôt choisi de présenter une loi semblable à celle de l'année dernière plutôt que la loi que je présente aujourd'hui et à reconduire le gel pour 1979, nous aurions décidé, à ce moment-là, de geler le salaire des députés au même niveau pour 36 mois.

À l'égard de plusieurs députés de cette Assemblée — je ne parle pas que de ceux de mon parti, je suis convaincu aussi que le même phénomène se pose en face de moi, ils sauront bien l'expliquer eux-mêmes — c'eût été dans ce cas une injustice. La période de gel de douze mois a porté fruit. Je pense que nous avons permis à certaines catégories de citoyens de se rapprocher de ce que nous étions, nous étant arrêtés nous-mêmes, mais que, pour 1979, il était impensable, sans être injuste à l'égard des membres de l'Assemblée, de reconduire pareille décision.

Par contre, M. le Président, ce qui devenait intolérable également et inacceptable, c'était de permettre à la loi actuelle que ce projet de loi, en fait, se trouve à amender, de reprendre le galop d'augmentation que le gouvernement libéral avait prescrit dans sa loi en 1974 et que nous avons combattue. Laisser caduque, c'est-à-dire laisser mourir la loi du gel de l'année dernière; donc, permettre de nouveau à l'augmentation statutaire prévue dans la loi de 1974 de reprendre son rythme après le gel de 1978, cela nous amenait ni plus ni moins, M. le Président, à défoncer la deuxième clôture, c'est-à-dire à être déraisonnables à l'égard de n'importe quel de nos concitoyens et, comme on dit, de prêcher la vertu, mais de pécher soi-même en la prêchant.

En considérant les effets qu'avait eus cette loi dans le passé, ce qui nous avaient obligés l'année

dernière à geler le salaire des députés, il nous a semblé nécessaire cette année d'introduire un plafond à l'augmentation possible du salaire des députés. C'est ce que fait le principe de ce projet de loi 120 que je présente. Je le réexplique clairement, M. le Président.

Si nous ne présentions pas cette loi aujourd'hui, l'augmentation de salaire des députés, en vertu de la loi qui fixe actuellement le salaire des députés, s'appliquerait intégralement dans trois semaines, le 1^{er} janvier 1979. À ce moment-là, vérification faite, en vertu du barème qui est fixé dans la loi que nous amendons aujourd'hui, les députés recevraient une augmentation moyenne de 7,5% sur le traitement actuel. L'année prochaine, ce serait à nouveau une augmentation comme celle-là. En 1981, à nouveau une augmentation qui varierait selon l'indice de croissance du revenu hebdomadaire des salaires au Canada. C'est ce que dit la loi libérale de 1974. Quand, dans une année, les salaires moyens au Canada ont augmenté d'un tel pourcentage ou d'un tel indice par rapport à l'année précédente, entre le mois de juin et l'autre mois de juin, c'est cet indice qui sert au calcul de l'augmentation des députés au 1^{er} janvier qui suit ce mois de juin. Si on laissait aller ce mécanisme, si on passait à autre chose, actuellement, tous les députés de cette Assemblée recevraient 7,5% d'augmentation le 1^{er} janvier, et les ministres, qui reçoivent une fois et un dixième en plus du salaire d'un député recevraient donc 7,5% plus 7,5% plus un dixième de 7,5% comme augmentation.

Nous avons combattu ce principe parce qu'il est, en termes économiques, je dirais inflationniste on ne peut plus, et parce que, en termes politiques, également, il est d'une déraison totale. Ainsi, M. le Président, au rythme et au galop prévus dans la loi que nous modifions aujourd'hui, le salaire des députés franchirait déjà \$35 000, le salaire des ministres serait déjà supérieur à \$75 000, le salaire du premier ministre serait déjà au-dessus de \$85 000 et cela continuerait à augmenter chaque année. Ce que dit la loi que je présente aujourd'hui, qui est la décision du gouvernement et que j'invite l'Assemblée à raifier avec moi, c'est que nous allons continuer à conserver le même indice, la croissance moyenne des revenus hebdomadaires au Canada.

Cependant, à chaque année où la croissance moyenne des salaires au Canada aura été de plus de 6%, nous, nous plafonnerons à 6%, nous, nous arrêterons à 6%. Si jamais la croissance moyenne des salaires hebdomadaires au Canada devait être l'an prochain, par exemple, de 4,4% ou de 4,9%, ou de 5,3%, ce sera, pour les députés, 4,4%, 4,9% ou 5,3%. Chaque fois que ce sera plus que 6%, nous, nous resterons à 6%.

Autrement dit, nous mettons un frein à l'augmentation galopante qui est prévue dans la loi que mon projet de loi, le projet de loi du gouvernement actuel se trouve à amender actuellement. Donc, reconduire le gel eût été injuste pour les députés et laisser galoper la loi actuelle eût été déraisonnable dans le contexte actuel. Je ne veux pas que

l'on oublie une chose, c'est que nous travaillons sur un texte qui n'est pas à nous et que nous l'amendons à partir de ce que nous pouvons y inclure, mais que la Loi de la Législature actuelle a l'effet que je viens de décrire, un effet qui se répète d'année en année.

Donc, la loi que nous amendons prévoit plus au 1er janvier 1979 que ce que cette loi se trouve à plafonner comme augmentation possible pour les députés, soit au maximum 6% par année. Je profite donc de cette occasion, M. le Président, pour vous dire, à vous et à tous les membres de l'Assemblée, de vous méfier beaucoup de ceux qui, au cours de ce débat, pourraient intervenir en nous suggérant, avec toute la modération, la modestie et l'humilité de circonstance, de surseoir à l'étude de ce projet de loi, de le remettre à trois mois, à six mois, quand telle chose ou telle chose sera arrivée et, sous le couvert d'une remarquable humilité de dire: Nous reprendrons cela dans six mois ou nous reprendrons cela dans neuf mois, ou quand le gouvernement aura complètement terminé ses négociations avec ses employés, ou quand on saura ce qui se passe à Ottawa au chapitre des salaires, ou quand on saura ce qui se passe en Alberta ou ce qui se passe ailleurs. Toutes les excuses sont bonnes dans ces occasions.

Je vous invite, vous, M. le Président, et tous les députés à écouter avec un grain de sel ce genre d'interventions. Dans la réalité, cela veut dire quoi? Cela veut dire que, si on reporte ce projet de loi à plus tard qu'aujourd'hui, à plus tard que cette session, ce n'est pas 6% que les députés vont avoir le 1er janvier, c'est 7,5%. C'est facile, alors, de suggérer de le reporter en disant: On reconsidérera tout cela. Il va avoir 7,5% d'augmentation dans sa paie du mois de janvier, toutefois. Je dis que ce n'est pas prêter des intentions à des députés qui auraient idée de présenter pareille motion de renvoi; ce sont les faits mêmes. Si cette loi n'est pas adoptée pour amender la précédente, c'est la précédente qui s'applique et la précédente dit 7,5%. Pour que cela ne s'applique pas et pour ne pas avoir de retrais à faire par la suite, nous voulons, et nous allons prendre les moyens pour y arriver, que ce projet de loi devienne loi avant le 1er janvier 1979.

Méfions-nous donc de toute idée de remise de ce projet de loi. Cette loi en amende une autre — je vous l'ai dit — qui est injuste et qui est, à proprement parler, inflationniste, que nous avons combattue en 1974, et que nous combattrions encore. Je suis convaincu que nos collègues d'en face, si j'avais présenté pareil projet de loi, le combattraient également de la même façon. Puis-je vous rappeler — puisqu'on y fera sans doute allusion, plus qu'allusion peut-être même, du côté de l'Opposition officielle qui avait présenté ce projet de loi au moment où elle était au gouvernement — notre attitude en 1974?

(16 h 10)

M. le Président, je rappelle pourquoi nous avons combattu le projet de loi que nous amendons aujourd'hui en 1974, pourquoi les députés du Parti québécois s'étaient opposés à cette aug-

mentation de salaire de 1974. Je vais vous le dire. Le projet de loi de 1974, M. le Président, n'était pas un plafonnement à l'augmentation comme celui que je viens de vous présenter. Laissez-moi vous dire ceci: il comportait un effet rétroactif, mais comme la loi était rétroactive au 1er avril 1974, on se trouvait à recevoir une rétroactivité, juste à la veille de Noël, de \$3000 à peu près par député. Le projet de loi, également, M. le Président, s'accrochait à un indice, que nous plafonnons aujourd'hui, qui avait toute l'indication possible qu'il allait être inflationniste et démesuré.

M. le Président, je vous donne un tableau. L'indicateur du salaire moyen que j'évoquais tout à l'heure, entre 1967 et 1977, sur les dix dernières années, a été en moyenne de 9,3%. Quant, à l'époque, on voyait le gouvernement libéral choisir cet indicateur, c'était à peu près dire, nous basant sur les dix dernières années, qu'il optait pour une augmentation de 9,3% du salaire des députés annuellement. Dans ce cas précis, M. le Président, tout aussi favorable que l'on ait été à un traitement juste et équitable à l'égard des députés, choisir en 1974 de nous attacher ad vitam aeternam à un grelot qui, si on se fie aux rapports des dix dernières années, nous approchait de 9% à 10% d'augmentation par année, c'était nous conduire à un précipice. C'était agrandir démesurément l'écart du salaire des députés de ceux qui occupent des fonctions à peu près similaires dans la société au point de vue responsabilité.

Je vous donne un exemple, M. le Président. En vertu de cette loi de 1974, les députés ont donc été augmentés. D'abord, ils venaient à peine de toucher la rétroactivité de 1974 que, le 1er janvier 1975, ils recevaient 8,09% d'augmentation: \$1700. En vertu de cette même loi qui s'applique chaque année le 1er janvier, en 1976, c'est 13,6% que cela aurait rapporté aux députés. On avait raison en 1974 de dire: cela va vous apporter des augmentations démesurées d'année en année. Il faut combattre ce principe. Pas combattre le principe de l'augmentation raisonnable et équitable. Mais cet indicateur est inflationniste au maximum. Cela aurait rapporté 13,6%. Je dis: Cela aurait, M. le Président, parce qu'à l'époque existait la commission anti-inflation de regrettée mémoire.

La commission anti-inflation avait tout aussitôt averti le président de l'Assemblée ou le premier ministre de l'époque, je ne sais pas, lui disant qu'on dérogeait nous-mêmes, par cette loi que nous avons votée en 1974, aux mesures prescrites de limitation d'augmentation. De \$3100 qu'elle aurait dû être cette année là, le 1er janvier 1976 et dans l'année 1976, l'augmentation des députés, avec la règle de fer de la commission anti-inflation, a été de \$1800. Donc, dans les faits, c'est de 7,9% qu'ont été augmentés les salaires des députés. Le 1er janvier 1977, l'indicateur galopant fonctionnait encore. C'est de 13,4% que le salaire des députés a été appelé à augmenter. Le 1er janvier 1978, c'est de 10,4% que le salaire des députés aurait été augmenté. Mais le premier ministre a présenté à ce moment un projet de loi, qui a reçu l'assentiment de la Chambre, pour

qu'on renonce à cette augmentation et nous sommes restés au même salaire qu'en 1977.

Pour vous dire, M. le Président, combien nous avons raison de combattre ce projet de loi en 1974, c'est que depuis qu'il avait joué tel quel sans commission anti-inflation ou sans gel prescrit par le premier ministre, s'il jouait encore librement le 1er janvier 1979, autrement dit, si la décision libérale en 1974 s'était appliquée sans ambages, sans rappel à l'ordre de quiconque, les députés auraient reçu \$3000, en 1974, d'augmentation, \$1700 en 1975, \$3100 en 1976, \$3100 en 1977, \$2900 en 1978 et recevraient \$2100 le 1er janvier 1979. Autrement dit, le salaire dont nous parlons aujourd'hui, qui est de \$27 800 et qui en vertu de cette loi augmentera de \$1600, serait déjà rendu au moment où on se parle à \$36 000. Il serait appelé à augmenter de 7,5% encore une fois. Il est bien évident, M. le Président, que plus le montant est gros, plus le pourcentage apporte de grosses sommes. C'est mathématique. C'est A plus B. C'est inflationniste, plus c'est haut, plus cela monte vite, parce que 5% de \$50 000 c'est toujours plus que 5% de \$25 000. Le pourcentage n'a pas besoin d'être gros quand on est rendu à \$36 000.

De ce fait, cela veut donc dire qu'en vertu de la loi aussi le salaire des ministres, ce que j'évoquais tantôt, serait déjà au-dessus de \$75 000 avant même qu'on parle d'augmentation ou d'indexation et le salaire du premier ministre serait déjà de \$85 000. Mais on vous disait en 1974: On s'en va vers une folie furieuse dans ce projet de loi et vous êtes en train de vous mettre à dos la population du Québec pour toujours, à chaque fois qu'on va parler d'augmentation de salaire, parce qu'on n'est pas raisonnable. On dirait qu'on n'est pas capable de comprendre qu'il nous faut nous aussi une augmentation, de l'expliquer aux citoyens au même titre que tout le monde. Cela fait 24 mois qu'on travaille au même salaire, puis on n'est pas appelé à travailler 36 mois au même salaire non plus, mais il faut que cette augmentation soit raisonnable. C'est le ton, c'est le langage qu'il nous faut employer désormais, M. le Président. La course à l'indexation selon la consommation, la preuve en est faite, les syndicats eux-mêmes font désormais cette analyse, une course à l'indexation absolue — je ne parle pas d'une indexation qui puisse faire part d'une participation à l'enrichissement ou qui puisse permettre aussi en partie de rattraper l'augmentation du coût de la vie — mais l'indexation absolue, que ce soit en vertu de notre indice ou de n'importe quel autre indice, mène chacun, sous le couvert d'un enrichissement artificiel, à un appauvrissement réel de son pouvoir d'achat au bout de la ligne.

Dans ce langage que toute l'Assemblée serait appelée à tenir, que n'importe quel gouvernement de 1979 serait appelé à tenir, lorsqu'il s'adresse à ses concitoyens, augmentation, oui. Il n'y a personne qui est appelé à se cantonner à ce qu'il est actuellement. La plupart des revenus qui proviennent de l'État comportent désormais une clause d'indexation minimale à tout le moins, si elle n'est pas directement l'indexation absolue au coût de la

vie. Bien sûr, il y en a dans la société qui augmentent plus vite que d'autres, bien sûr il y en a dans notre société qui auraient besoin qu'on les augmente davantage que d'autres. Mais l'heure d'une augmentation raisonnable à la limite de nos moyens a sonné pour les députés comme pour tous les autres. Il faut mettre fin par cette loi que je présente aujourd'hui à l'augmentation galopante du salaire des députés en vertu de la loi de 1974.

L'année dernière on a préféré geler avant de réexaminer toute cette question. Aujourd'hui, je pense que nous pouvons présenter ce projet de loi aux députés. Exagération de 1974 qui se trouve plafonnée, exagération également dans l'écart qui existe en vertu de la loi libérale de 1974 entre les ministres et les députés. J'ai donné l'exemple tout à l'heure que les 7,5% qui s'appliqueraient en vertu de cette loi s'appliqueraient en double, et même un peu plus, pour les ministres actuellement.

Ce que fait le projet de loi du gouvernement du Parti québécois actuellement c'est de dire que l'augmentation automatique de 110% d'indemnités additionnelles, par exemple, qu'apporte à un ministre, au chef de l'Opposition la loi actuelle va être réduite à 90%.

(16 h 20)

Donc, pour les ministres, cette indemnité additionnelle est baissée d'environ 15%. Dans les faits, au bout de la ligne, l'indemnité additionnelle des ministres du gouvernement, du chef de l'Opposition et de vous-même, M. le Président, est gelée à toutes fins utiles pour les deux prochaines années. Comme députés, nous allons recevoir aussi, puisque nous en sommes tous — c'est la condition essentielle pour être ici — le maximum de 6% possible cette année, l'an prochain peut-être moins selon le résultat de l'indice. Comme ministre, l'indemnité additionnelle est appelée à rester ce qu'elle est jusqu'en 1980 ou 1981.

J'ai l'impression que nous atteignons deux buts par ce projet de loi. Donc aussi, pour reprendre mon exemple du début, nous réussissons à nous rendre à une décision honnête, explicable et plus que recevable par les membres de l'Assemblée nationale sans nous accrocher dans l'une ou l'autre clôture. Quand on projette d'augmenter le salaire des députés de 6% cette année, ce serait l'effet automatique du plafond, donc d'environ \$1600 imposables cette année, nous sommes justes à leur égard. Nous considérons que depuis 24 mois ils ont travaillé au même salaire, que certains d'entre eux ont des montants insuffisants, à cause de leurs activités, de la grandeur de leur comté, c'est aussi bête que cela à certaines occasions, dans l'allocation de dépenses qui leur est donnée et que plusieurs doivent aller puiser dans leur salaire.

Nous avons tenu compte de tous ces faits que chacun d'entre nous avons vécus et nous sommes disposés à dire que cette augmentation est raisonnable à l'égard des députés, qu'elle ne leur manque pas de respect et qu'elle leur permet d'accomplir honnêtement leur travail. Comme le disait un éditorialiste de la Presse, à Montréal, qui s'est prononcé sur ce projet de loi, sans le condamner:

Bien sûr, ce n'est pas par le salaire que nous changeons la tête des députés! C'est vrai. Chacun d'entre nous et même nos concitoyens, davantage maintenant qu'auparavant, sont en mesure de le constater, mais c'est nous qui les élisons, toutefois, et ce sera à nous à prendre les décisions en conséquence. On ne se venge pas sur un député qu'on n'aime pas parce qu'il ne nous a pas été favorable en fixant des conditions de travail à d'autres qui, eux, font un bon travail, qui sont plus que visibles dans leur comté, qui sont proches de leurs dossiers et de leurs concitoyens, etc. Aurement dit, il n'y a pas de salaire, dans la société, qui fonctionne selon la compétence et le dévouement et je ne pense pas qu'ici non plus la règle puisse s'appliquer.

Je crois que nous sommes justes et équitables à l'égard des députés en disant que désormais le salaire des députés n'augmentera plus jamais au-delà de 6% par année. Lorsque la croissance des salaires moyens au Canada sera inférieure à 6%, ce sera le cas aussi. On me demandera peut-être pourquoi la loi précédente avait choisi le Canada plutôt que le Québec: c'est que la croissance moyenne des salaires au Canada est moins élevée que celle du Québec. En ce sens, c'était le barème le plus bas des deux qui avait été choisi. Nous pourrions bien prendre le Québec puisque de toute façon peu importe maintenant, cela ne dépassera plus jamais 6%.

Si cet appel à la raison, à la modération, pour le mieux-être de tous, que nous adressons actuellement aux employés des secteurs public et parapublic, mais que nous transposons sur toutes les tribunes aussi, dans le secteur de l'entreprise privée, à nos partenaires du monde économique, reçoit une réponse favorable après analyse — bien sûr, au départ, c'est toujours frappant — et qu'effectivement, au cours des prochaines années la croissance moyenne des revenus hebdomadaires au Canada ou au Québec se limite à 4% ou à 5% pour le début des années quatre-vingt, ce sera le même barème qui s'appliquera pour les députés.

Les ministres vont voir diminuer leur écart et, finalement, la demande légitime que plusieurs députés avaient formulée ici même, lors de l'étude de vos crédits, M. le Président, en commission parlementaire — j'en ai été témoin dans mon caucus et on en a parlé sans aucun doute dans d'autres caucuses — sur l'allocation de dépenses qu'un député a chaque année pour son occupation entre Québec et son comté, dans son comté ou selon les différents dossiers dont il s'occupe qui peuvent l'amener ailleurs que dans son comté également. Je pense que plusieurs de nos députés ont travaillé avec des ministres sur plusieurs projets de loi ou sont allés en tournée les expliquer à l'occasion. Moi-même, je me fais remplacer à l'occasion par certains de mes collègues à différentes circonstances. Ils le font avec assiduité, sans jamais rien demander.

Il était devenu évident que l'allocation de dépenses de \$7000 par année était devenue insuffisante. Je vous rappelle que cette allocation a été fixée en 1971. Or, si cela prenait à un député, pour accomplir son travail adéquatement, \$7000 en 1971, le moins qu'on puisse dire, c'est que cela

mérite d'être regardé à nouveau en 1979. C'est pour cela que le projet de loi propose que cette allocation de dépenses soit portée de \$7000 à \$7500, c'est-à-dire qu'il nous met au même niveau que les députés de la Législature ontarienne qui reçoivent aussi, actuellement, \$7500 pour leur occupation.

Je suis heureux de présenter ce projet de loi parce que je le fais dans le respect de chacun de mes collègues quel qu'il soit, de quelque parti politique qu'il soit. Je suis convaincu que cela va l'aider à accomplir mieux son travail et que les travaux de cette Assemblée que vous présidez auront des chances, M. le Président, je le souhaite, de s'en ressentir vivement. Je suis content aussi parce que j'ai combattu cette loi que nous amendons aujourd'hui, en 1974. Cela fait quatre ans que j'attendais ce jour où — sans manquer de respect à quiconque, sans jouer non plus au pur au maximum, en reconnaissant, comme je le disais dans mon discours de deuxième lecture sur le projet de loi de 1974 que nous amendons aujourd'hui, que les députés sont appelés à recevoir une augmentation raisonnable et conditionnelle chaque année — je pourrais retoucher enfin ce projet de loi qui n'avait ni tête, ni queue, ni bon sens.

On fera des gorges chaudes tout à l'heure au cours des débats, mais il faut bien le comprendre, l'opinion publique en général, qui n'était pas nécessairement, comme vous pouvez vous le rappeler, totalement favorable à notre parti à cette époque, avait quand même embouché la trompette que nous défendions ici à l'époque, c'est que cette loi était une véritable provocation à l'époque. Pour vous rappeler son caractère osé, je n'ai qu'à vous décrire les effets que cela aurait eus. Dans le court laps de temps que je vous ai décrit, le temps de le dire, en cinq ans, le salaire des députés serait passé de \$21 000 à \$36 000 et il aurait été appelé à augmenter encore. Le 1er avril 1974, il était à \$21 000 en vertu de la loi. Le 1er janvier 1974, il était à \$18 000, en vertu de la loi; le 1er janvier 1979, de \$36 000. On aurait doublé de salaire en cinq ans si votre loi s'était intégralement appliquée. Allez donc nous reprocher aujourd'hui d'avoir été des prophètes de malheur ou des vierges offensées parce que nous vous l'indiquions.

Il aurait fallu à cette époque, que vous présentiez un projet de loi raisonnable semblable à celui que je parraine aujourd'hui, en disant: Il y aura une augmentation pour les députés, on ne s'en cachera pas, parce que c'est du monde comme les autres. Les citoyens du Québec ont appris à connaître que c'est du monde comme les autres aussi. Ils les utilisent très souvent plus que d'autres. Mais on a couru après, c'est notre métier et on le fait. Il y aura une augmentation, mais elle sera raisonnable. Elle s'en tiendra à une moyenne de croissance régulière reconnue de tous, soit celle que toute la société, en fait, pour ne pas sombrer dans le chaos et le manque de devenir total sur le plan économique, est obligée elle-même de s'imposer.

J'invite donc, sans vouloir faire de morale, mais en vous disant ma satisfaction et en aucun temps ma gêne à présenter pareil projet de loi, l'Assemblée à le ratifier en deuxième lecture. Merci, M. le Président.

M. Lavoie: Ils n'applaudissent pas fort.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

(16 h 30)

M. Gérard-D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ce projet de loi que nous avons à étudier aujourd'hui porte, comme on le sait, sur la question du salaire et des indemnités des membres de l'Assemblée nationale. Ma première remarque, elle provient du propos du leader parlementaire du gouvernement qui a dit, au cours de ses remarques: Écoutez, M. le Président, nous apportons des amendements à une loi libérale. Nous avons à travailler avec un texte qui n'est pas à nous. M. le Président, quelle grande prudence, quelle précaution. On sait fort bien que si le gouvernement a à légiférer, il n'a pas nécessairement à utiliser le texte d'un gouvernement ou d'un Parlement antérieur. Lorsqu'on a décidé de prendre le projet de loi ou la loi 22 qui faisait du français la langue officielle, on n'a pas travaillé tellement sur le texte, on a pris le bill 22, on l'a déchiré, on l'a mis aux poubelles et on a apporté le bill 1. Et quand cela n'a pas fait, le bill 1, on l'a déchiré, on l'a mis à la poubelle et on a pris la loi 101. M. le Président, je veux dire, simplement, par ces remarques préliminaires, que lorsque le leader parlementaire du gouvernement prétend qu'il devait travailler sur un texte qui n'était pas à nous, il ne dit pas toute la vérité ou il omet de dire que le gouvernement aurait pu fort bien présenter un projet de loi à sa mesure, à son goût et qu'il n'était pas du tout tenu par le texte que l'on retrouve dans la loi actuelle.

M. le Président, je voudrais également rappeler à l'honorable leader parlementaire du gouvernement que ses propos sont à l'image même du gouvernement. Un gouvernement caractérisé par un vocabulaire particulier. Particulièrement ajustable également. Un vocabulaire qui dit, par exemple: Nous, du gouvernement du Parti québécois, nous n'avons pas de chauffeur, nous avons des compagnons de voyage; nous n'avons pas de limousine, nous avons des voitures, comme tout le monde, sauf que cela s'appelle Buick Park Avenue, etc., mais pas question de limousine. Ici, pour employer le même vocabulaire, le leader parlementaire du gouvernement dit: Il ne s'agit pas d'augmentations de salaire, il s'agit, Dieu merci, de limitations. Est-ce que cela n'est pas gentil!

M. le Président, si on prend la liste des salaires payés présentement au mois de décembre 1978 et la liste des salaires qui seront en vigueur le 1er janvier 1979 — je l'indiquerai tout à l'heure — dans tous les cas il y a augmentation. On voudrait tout simplement, en attaquant la loi actuelle, en voulant attaquer un gouvernement précédent, fai-

re croire à la population qu'il s'agit là d'une limitation, qu'il n'y a pas d'augmentation. Je dis que c'est absolument faux. On aurait fort bien pu, si on n'avait pas voulu qu'il y ait augmentation, présenter un projet de loi qui faisait en sorte que le 1er janvier 1979, nous ayons les mêmes salaires, les mêmes indemnités, les mêmes traitements qu'en 1978. Ce n'est pas le cas, il s'agit d'augmentations véritables. Disons-le, je ne dis pas que ces augmentations sont justifiées ou pas justifiées, je dis: Disons au public ce dont il s'agit. On pourra ensuite faire le procès de l'ancien gouvernement qui a présenté, il est vrai, un projet de loi différent dans ce sens qu'il essayait de prévoir ce que pourrait être un salaire raisonnable et décent pour les députés et qui a pris, à ce moment-là, c'était en 1974, toutes les précautions imaginables afin de nous assurer que nous aurions une loi qui pourrait continuer de s'appliquer en tenant compte, en particulier, de ce que devrait être un salaire raisonnable et de ce que devraient être des augmentations raisonnables.

C'est pourquoi j'aurai l'occasion, au cours de cette discussion, de vous faire part de ce qui a été à l'origine de la loi actuelle, c'est-à-dire un travail fait en commun avec l'accord de tous les députés de quelque formation politique qu'ils soient, incluant les députés du Parti québécois du temps. Nous avons mis sur pied un comité consultatif sur les indemnités et allocations des parlementaires du Québec, et j'aurai l'occasion de vous inviter, M. le Président, au cours de ces remarques, à vous rappeler le comportement de nos amis d'en face. Et, lorsque je dis "amis d'en face", je vois déjà des figures qui ne semblent pas vouloir concéder cette forme de vocabulaire qui est passée dans nos moeurs. M. le Président, je voudrais rappeler le comportement...

M. Vaugeois: M. le Président, j'accepte cela.

M. Levesque (Bonaventure): ... de ces messieurs qui étaient alors dans l'Opposition et je voudrais également vous parler de la façon dont ces gens ont agi en cette Assemblée. Ils ont été évidemment protégés par le fait que les caméras de télévision n'étaient pas encore installées et c'est pourquoi le véritable visage du Parti québécois n'a pas été montré dans toutes ses subtilités, pour employer un autre mot très parlementaire.

Ce projet de loi parle de ce que nous devons considérer comme étant un salaire et des indemnités raisonnables pour les membres de l'Assemblée nationale. Nous effectuons tous en cette Chambre et dans nos comités respectifs un certain travail pour lequel — je dois dire — nous avons le droit d'être rémunérés. Ce travail de député consiste essentiellement à servir nos concitoyens et à apporter notre contribution personnelle au progrès et au développement du Québec. Aucun membre de cette Chambre, Mme la Présidente, ne peut aujourd'hui accomplir adéquatement son travail de député autrement qu'en travaillant, je pense bien, douze mois par année. En conséquence, il faut prévoir un régime de salaire et d'indemnités qui puisse nous

permettre de subvenir à nos besoins et à ceux de notre famille. En fait, il n'y a pas d'autres considérations que celles-là qui devraient entrer en ligne de compte dès lors que l'on parle du salaire des députés.

Mme la Présidente, que certains députés soient dans une condition financière personnelle plus favorable que d'autres, cela ne change pas non plus les données du problème parce qu'il y a également des députés qui n'ont pas d'autres revenus que ceux que la loi leur accorde en raison des fonctions qu'ils assument. Si l'on veut permettre l'accessibilité démocratique au poste de député, il faut prévoir une rémunération raisonnable, autrement j'ai l'impression que les gens disposant de ressources financières personnelles seraient les seuls à peu près à pouvoir venir travailler à l'année pour remplir les fonctions de député.

Je sais que, dans le cas d'un débat comme celui que nous avons aujourd'hui, beaucoup d'entre nous, et non sans droit, pourraient être tentés de dire toutes les difficultés que rencontre un député dans l'exercice de ses fonctions. Je n'ai pas l'intention de le faire, pas plus que le leader parlementaire du gouvernement en a senti le besoin. Je pense bien que chacun fait son travail comme il le peut, du mieux qu'il le peut. Comme le leader parlementaire du gouvernement le disait: Personne n'est attaché ici. Si quelqu'un n'est pas satisfait des conditions, il n'a qu'à s'en retourner. Les gens sont venus librement à l'Assemblée nationale. (16 h 40)

J'ai l'impression que les conditions étaient connues et qu'on n'a pas à dire que nous avons trop de travail, que nous sommes épuisés, que les heures sont trop longues, etc. Tous ceux qui sont venus ici pensaient du moins connaître le métier et, je pense bien que nous n'avons pas à nous plaindre.

La question est donc de savoir à quel niveau doit être fixée la rémunération du député pour lui permettre de gagner honorablement sa vie pendant qu'il occupe sa charge. On dit parfois qu'il s'agit là d'une question délicate dans la mesure où, fait exceptionnel, nous sommes les seuls travailleurs à déterminer nous-mêmes notre salaire. C'est peut-être vrai dans un sens mais il faut tout de même reconnaître, d'une part, qu'il n'y a pas d'autre façon de le faire que par une loi, que nous sommes les seuls à pouvoir voter des lois et que, d'autre part, nous agissons alors publiquement et que nous nous en remettons finalement au jugement de l'opinion publique.

D'ailleurs, comme le rappelait le leader parlementaire du gouvernement, j'ai eu dans le passé ce devoir de présenter, comme leader parlementaire du gouvernement, la législation antérieure, à diverses reprises, avec les amendements. Je n'ai jamais essayé de passer cela à un autre, pas plus qu'aujourd'hui. Ce n'est pas que ce soit tellement populaire, cette question, mais je pense qu'elle doit être discutée avec objectivité; on ne doit pas faire comme Ponce Pilate, essayer de passer cela à d'autres. Je pense que c'est une responsabilité que nous devons prendre ouvertement, à la vue de

tous et chacun et que l'on doit en discuter comme on peut discuter d'autres questions.

Je ne pense pas, cependant, qu'on doive s'y éterniser, et nous n'avons pas l'intention, si possible, de suivre l'exemple que nous a donné le Parti québécois lorsqu'il était dans l'Opposition. Il s'en trouve toujours pour utiliser la question de la rémunération des députés à toutes sortes de fins qui, la plupart du temps, témoignent beaucoup plus d'un manque du sens des responsabilités que d'un souci de servir l'intérêt public.

Évidemment, comme je l'ai mentionné il y a quelques instants, il est bien facile de faire de la démagogie sur la question du salaire des députés et, de 1970 à 1976, les députés du Parti québécois n'ont malheureusement pas pu résister à la tentation. La force de conviction de leurs discours dénonciateurs d'alors a été directement proportionnelle à leur empressement à aller toucher leur chèque, sitôt leur "show" parlementaire terminé.

Nous sommes aujourd'hui dans l'Opposition et, je le dis tout de suite, je le redis au gouvernement, nous n'imiterons pas les députés péquistes de 1970 à 1976. Nous allons étudier ce projet de loi à son mérite. Nous croyons que le niveau des salaires des membres de l'Assemblée nationale qu'on y propose correspond, généralement, à l'importance des fonctions et des responsabilités que nous assumons.

Étonnantes, les belles phrases du premier ministre, l'an dernier, sur le rôle du député, au moment où il présentait un projet de loi portant sur le salaire des membres de l'Assemblée nationale! Encore aujourd'hui, nous avons les belles phrases que nous sert le leader parlementaire du gouvernement sur le rôle du député et sur notre volonté commune de servir le bien commun. Le député de Saint-Jacques se rappelle-t-il ce qu'il affirmait un certain 26 décembre? Je tiens à parler du 26, parce qu'il y avait des députés péquistes qui s'inquiétaient grandement lorsque Mme le député de L'Acadie a fait une motion de report au 26 décembre. Cela a été un holà, de l'autre côté! Mais le 26 décembre, bien non! c'est le lendemain de Noël, c'est congé, etc.!

Le député de Saint-Jacques se rappelle-t-il ce qu'il affirmait un certain 26 décembre 1974, sur la volonté de servir des membres de cette Chambre? Si le Parti québécois tient aujourd'hui un langage différent de celui qu'il tenait dans l'Opposition, libre à lui. Les gens le jugeront en conséquence. Nous, du Parti libéral, nous n'allons pas les suivre. Nous allons tenir aujourd'hui, dans l'Opposition, le même langage que nous tenions au gouvernement. Nous allons agir aujourd'hui, comme hier, d'une façon responsable.

Les volte-face du Parti québécois sont en train de devenir sa principale marque de commerce. On n'a qu'à se reporter, Mme la Présidente, à ce discours du 26 décembre, si vous voulez savoir ce que le député de Saint-Jacques pensait de ses collègues et députés. Je me demande si je devrais lire cela. C'est effrayant, Mme la Présidente. Je cite le député de Saint-Jacques, mais je ne pense pas que je devrais le faire cependant, parce que

c'est justement ce genre de discours, Mme la Présidente, qui ont contribué à dévaluer, à déprécier le député dans l'opinion populaire. Je pense qu'il doit déjà le regretter, le député de Saint-Jacques.

Je comprends que c'était le 26 décembre, le lendemain de Noël, mais il disait ceci, Mme la Présidente: "M. le Président, ce sont ces formules passe-partout de "je sers le bien commun", "je suis au service de la population", que les citoyens ont entendues 1500 fois par 1500 couleurs différentes, par 1500 banderoles différentes, par 1500 porte-parole officiels différents — il ne se reconnaît pas, je pense, il me regarde — qui font qu'à un certain moment elles ne passent plus. Parce que, M. le Président, les députés fainéants, les députés absents de la Chambre, les députés qui ne disent jamais un mot aux commissions parlementaires — n'oubliez pas là — les députés qui s'assoient et qui n'ouvrent jamais un dossier, les députés qui ne font jamais de recherche, les députés qui ne retournent jamais les appels téléphoniques qu'ils ont, les députés qui ne font jamais de bureau le lundi — n'oubliez pas là — dans leurs comtés (...) ce sont aussi les mêmes députés qui disent: Je sers le bien commun, je fais 60 heures de travail par semaine."

Ce sont les paroles mêmes de votre leader parlementaire.

M. Charron: Je le dirais aujourd'hui.

M. Levesque (Bonaventure): Il dit qu'il le dirait encore aujourd'hui. Vous venez de l'entendre. Alors, vous pouvez être assurés, mes chers amis, des sentiments que vous porte, du moins à certains d'entre vous, votre leader parlementaire. Mme la Présidente, est-ce que j'ai commis... Non? Parce que vous aviez semblé remuer un peu.

Mme le Vice-Président: Vous êtes bien nerveux aujourd'hui!

M. Levesque (Bonaventure): Je sais fort bien que ce n'est pas vous que l'on vise. Soyez bien assurée de cela, Mme la Présidente. Ces volte-face du Parti québécois sont en train, comme je le disais tout à l'heure, de devenir sa marque de commerce. Hier, on ridiculisait le rôle du député. Aujourd'hui, beaucoup moins. Hier, on était pour l'indexation des salaires des fonctionnaires. Apparemment, aujourd'hui, on est contre. Hier, on était pour l'indexation automatique du salaire minimum. Aujourd'hui, on a modifié sa politique. Hier, on était pour l'indexation automatique du salaire minimum. Aujourd'hui, on a modifié sa politique. Hier, on était pour l'indexation de l'impôt. Aujourd'hui, on ne semble pas pressé de mettre cela en oeuvre. Hier, on était pour la gratuité scolaire à tous les niveaux. Aujourd'hui, on ne semble pas être pour cette formule, parce qu'il y a toujours, Mme la Présidente, une grande distinction à faire entre une campagne électorale et un programme électoral. Vous vous rappelez, évidemment, cette subtile distinction faite par le ministre de l'Éduca-

tion. Mme la Présidente, pour employer un mot de notre doyen, le député de Johnson: "Other days, other ways".

Pour être en mesure d'apprécier la portée du projet de loi 120 que nous étudions présentement, il est nécessaire de situer ce projet de loi dans sa juste perspective. En effet, ce n'est évidemment pas la première fois que l'Assemblée nationale a l'occasion d'étudier une mesure portant sur le salaire des députés et des ministres. La nature même de la fonction des membres de l'Assemblée nationale s'étant transformée au cours des années, il a fallu en cours de route réévaluer le salaire et les indemnités qui étaient versés aux membres de l'Assemblée nationale. Selon le rapport Bonenfant, aux pages 11 et 12, la situation a évolué de la façon suivante: les députés à l'Assemblée nationale touchaient en 1925 une indemnité de session de \$2000 qui, en 1928, fut portée à \$2500 et demeura à ce niveau jusqu'en 1940. (16 h 50)

De 1941 à 1952, l'indemnité fut de \$3000. Elle fut de \$4000 de 1953 à 1956. C'est d'ailleurs le contrat que j'avais accepté lorsque je me suis présenté pour la première fois. C'était \$4000 d'indemnité, à ce moment, de \$5000 de 1957 à 1958, de \$6000 de 1959 à 1960, de \$6700 de 1961 à 1962, de \$10 000 de 1963 à 1964. En 1965, l'indemnité devenant annuelle plutôt que sessionnelle fut portée à \$12 000 et elle y demeura jusqu'en 1970. En 1971, elle augmenta à \$15 000, et depuis 1972 et au moment où le rapport était déposé en 1974, c'était de \$15 600. Le rapport ajoutait, évidemment: Ces traitements sont assujettis aux impôts sur le revenu.

Notons aussi que cette indemnité ne fut pas toujours accompagnée du paiement des dépenses. Ce ne fut qu'en 1929 qu'à cette fin la loi accorda une somme de \$300 en spécifiant que c'était pour des frais de déplacement. En 1946, la somme fut portée à \$1000 en précisant qu'elle était pour frais de déplacement, dépenses de bureau et tous déboursés inhérents aux fonctions de député. Cette somme a été successivement augmentée à \$2000 en 1953, à \$3300 en 1961, à \$5000 en 1963, à \$6000 à compter de 1965, à \$7000 en 1971 pour frais de représentation, à \$7140 à partir de 1972 pour revenir ensuite à \$7000.

Au mois de juillet 1974, la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale formait un comité consultatif dont le mandat était de faire une évaluation des montants ainsi que de la nature des indemnités et des allocations attribuées aux membres de l'Assemblée nationale et aux titulaires de certaines fonctions reconnues par la Loi de la Législature. À ce moment, comme je le mentionnais il y a quelque temps, nous avons pris toutes les précautions. Mon collègue, le député de Laval, qui était alors président de l'Assemblée nationale, avait pris toutes les précautions pour que ce travail soit fait le plus objectivement, le plus scientifiquement possible. Il avait consulté toutes les formations politiques et il a mis sur pied ce comité consultatif sur les indemnités et allocations des parlementaires du Québec. Ce comité n'a été formé qu'après consultation et même, parmi les trois membres de ce comité, le Parti

québécois avait donné une recommandation pour une des trois personnes à qui on avait confié ou on voulait confier ce mandat d'examiner cette question. Le comité était présidé par le regretté Jean-Charles Bonenfant, et les deux membres étaient Mme Yvette Rousseau et M. Lucien Cliche, qui avait été d'ailleurs précédemment président de l'Assemblée nationale.

Qu'on me permette simplement de rappeler brièvement les principales conclusions du rapport Bonenfant, que j'ai présentement entre les mains, qui est daté de novembre 1974, et qui, au moment de son dépôt, a été accepté d'emblée par toutes les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale. Voici ce qu'on suggérait dans ce rapport. Ce n'est pas un rapport libéral, ce n'est pas un rapport partisan, c'est un rapport d'experts à qui le président de l'Assemblée nationale, avec le concours de tous les partis politiques, avait confié le mandat de nous apporter des conclusions.

Ces conclusions étaient un peu ceci. D'abord, l'indemnité parlementaire. "L'indemnité des députés pourrait être rattachée à la classe 4 de la catégorie des cadres supérieurs de la fonction publique, le traitement étant alors de \$19 000 à \$25 000. L'indemnité des députés serait plus précisément la moyenne entre le plus haut et le plus bas échelon de traitement de ces fonctionnaires, soit \$22 000".

Je fais ici une parenthèse pour répondre à un argument du leader parlementaire du gouvernement à l'effet que l'indexation qui existe dans la loi actuelle aurait porté le salaire des députés à un taux assez élevé si on l'avait laissé se poursuivre. J'aurai l'occasion, dans quelques instants, de vous indiquer ce qu'est aujourd'hui le salaire moyen de cette classe d'administrateurs. Je pourrais vous le donner tout de suite, si je le trouvais. Je l'avais il y a quelques instants. De toute façon, j'aurai l'occasion de revenir tout à l'heure là-dessus.

Pour poursuivre les recommandations du rapport Bonenfant, il y avait, quant aux frais de représentation, ce qui suit: "L'allocation non imposable demeurerait la même, soit \$7140. Ainsi, le régime de base proposé ferait que les députés toucheraient un traitement de \$29 140 par année". Quant aux fonctions additionnelles, le rapport Bonenfant recommandait simplement que ces indemnités additionnelles soient augmentées d'un pourcentage qui tiendrait compte de la hausse générale du coût de la vie et des traitements. C'est donc sur la base de ces recommandations du rapport Bonenfant, un comité indépendant, que le gouvernement libéral déposait, au mois de décembre 1974, un projet de loi, le projet de loi no 87, ayant pour objet de fixer le régime d'indemnités et d'allocations des membres de l'Assemblée nationale. Je rappelle ici quelle fut, d'une part, l'attitude du gouvernement libéral et celle, d'autre part, des membres du Parti québécois.

Le gouvernement libéral avait ce comportement sur la question de l'indemnité du député; il proposait une formule moins généreuse même que les recommandations du rapport Bonenfant. La base proposée du calcul de l'indemnité n'était

pas la ligne médiane du traitement des administrateurs classe 4, mais le plus bas salaire de cette catégorie, plus un tiers de l'écart entre le plus bas et le plus élevé; en somme, le gouvernement proposait comme salaire de base des députés un montant de \$21 000 au lieu des \$22 000 proposés dans les conclusions du rapport Bonenfant.

En ce qui concerne la forme d'indexation, le gouvernement libéral proposa une formule qui allait également moins loin que le rapport Bonenfant. Le gouvernement libéral proposa alors une formule qui donna aux députés une indexation se situant autour de 9% en 1975. Quant à l'allocation non imposable du député, le gouvernement libéral proposa de réduire encore une fois cette allocation de \$7140 à \$7000. Ainsi, en vertu du projet de loi no 87, le gouvernement libéral fixa l'indemnité du député à \$21 000 et l'allocation non imposable à \$7000, soit un total de \$28 000. C'étaient là des propositions très raisonnables à ce moment-là, je pense bien, et éminemment responsables. D'ailleurs, tous les députés de quelque formation politique qui ont été consultés étaient d'accord avec ces conclusions.

Qu'est-ce qui s'est passé? Pour des motifs purement partisans, les députés péquistes ont agi sur l'ordre du Conseil national du Parti québécois. On se rappellera qu'avant de rencontrer le Conseil national du Parti québécois les députés péquistes en cette Chambre étaient d'accord avec les conclusions du rapport Bonenfant. (17 heures)

Ce n'est que lorsqu'on est allé parader devant le Conseil national du Parti québécois, qu'on est revenu — je pense que cela se passait à Sorel — et cela pour des motifs purement partisans, qu'on s'est alors lancé dans une opération de blocage, de "filibuster" de ce projet de loi. Cette attitude partisane du Parti québécois était d'autant plus étonnante que c'était le leader parlementaire de l'Opposition péquiste d'alors, leur leader parlementaire de l'Opposition péquiste d'alors, leur leader parlementaire qui, en juin 1974, avait suggéré, justement, de confier l'examen de la question du traitement et des indemnités parlementaires à un comité indépendant d'experts. À l'époque, les députés péquistes disaient qu'ils seraient beaucoup plus à l'aise d'accepter une proposition de réajustement du salaire des députés si cette proposition venait d'un comité d'experts. Or, un tel comité d'experts, comme on l'a vu, fut constitué. On a eu le comité Bonenfant. On a eu les suggestions très objectives du comité. Même le gouvernement s'est montré moins généreux que les conclusions du rapport du comité Bonenfant. Et les députés péquistes choisirent quand même de combattre le projet de loi gouvernemental, du moins jusqu'au moment de l'adoption de ce projet de loi, alors que l'on vit ces mêmes députés péquistes être les premiers à aller encaisser, en catimini, l'augmentation qu'ils avaient pourtant, avec tellement de véhémence, dénoncée à l'Assemblée nationale quelques jours plus tôt.

Mme la Présidente, si vous voulez savoir quels sont les jours où on a fait cette lutte épique, c'était

le vendredi 20 décembre, le samedi 21 décembre, le lundi 23 décembre, le mardi 24 décembre — mercredi on est passé, c'était Noël — mais le lendemain de Noël, le jeudi 26 décembre, le vendredi 27 décembre, le samedi 28 décembre 1974. C'était le Parti québécois qui avait décidé de faire ce "filibuster". Le ministre de l'Éducation doit s'en rappeler. Il est juste ici avec nous, il nous fait l'honneur de sa présence. Nous aurons l'occasion de l'entendre tout à l'heure dans une envolée que nous allons citer si le temps nous le permet.

Mme la Présidente, avant justement d'aller encaisser leur chèque, les députés péquistes ont fait de bien beaux discours. Tout d'abord, ils ont dit que cela n'avait pas de bon sens pour le gouvernement de présenter un projet de loi sur le traitement des députés juste à la veille de l'ajournement des Fêtes! Il faudrait que le ministre de la Justice revienne pour s'entendre! Mme la Présidente, savez-vous ce que le ministre de la Justice disait le 26 décembre 1974, le député de Chicoutimi, qui est maintenant ministre de la Justice, mais qui était alors dans l'Opposition? Pourquoi les gens n'acceptent pas ce salaire de député la plupart du temps? Il a la réponse! C'est la manière hypocrite avec laquelle on se le donne. Depuis que je suis la politique, dit-il, j'ai toujours vu les augmentations de salaire des députés se voter vers la fin des sessions. Comme des gens qui veulent cacher cela à la face de la population. C'est toujours vers la veille de Noël, quand ils savent que tout le monde est occupé beaucoup plus à fêter soit Noël ou le premier de l'an.

Mme la Présidente, le gouvernement du temps avait déposé son projet de loi et avait commencé son étude en deuxième lecture exactement huit jours avant le dernier jour de la session. On sait que, présentement, on est en train de commencer l'étude en deuxième lecture de ce projet de loi le 12 décembre, soit neuf jours — ils ont une journée de mieux que nous —.

M. Charron: Mais le dépôt de la loi?

M. Levesque (Bonaventure): Le dépôt de la loi était à peu près en même temps, à peu près la même chose. On pourra vérifier.

M. Charron: Le 30 novembre; vous, le 20 décembre.

M. Lavoie: Ils étaient d'accord avec le dépôt.

M. Levesque (Bonaventure): D'ailleurs, il faut bien comprendre que lorsque le gouvernement libéral du temps avait fait le dépôt, tout le monde était d'accord. La formation péquiste, l'Opposition officielle, au moment du dépôt, était bien d'accord. Ce n'est que la fin de semaine suivante ou la deuxième fin de semaine, lorsqu'on a eu à paraître...

M. Charron: Question de privilège, Mme la Présidente.

Mme le Vice-Président: Question de privilège, M. le leader du gouvernement.

M. Charron: Si je me trompe, je vais faire amende honorable. Le chef de l'Opposition est sur le point d'induire la Chambre en erreur, sa mémoire défaillant, pas par mauvaise foi.

Le projet de loi 87 dont il parle et que nous amendons aujourd'hui a été déposé en première lecture le 20 décembre et appelé en deuxième lecture le lendemain même, avant même que l'opinion publique ait eu le temps de réagir. Dépôt 20 décembre. Regardez, première lecture, 20 décembre. J'ai relu le journal des Débats en fin de semaine, je le sais. Deuxième lecture 21 décembre.

M. Levesque (Bonaventure): Question de privilège, Mme la Présidente.

M. Charron: J'achève ma question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): Oui, c'est parce que vous voulez induire la Chambre en erreur.

M. Charron: Non, vous relatez mal les faits. Le Conseil national du Parti québécois a eu lieu les 13 et 14 décembre à Sorel avant même que le projet de loi soit déposé. Il a été déposé le 20. Vous l'avez appelé en deuxième lecture le 21 et les gens, les éditorialistes, l'opinion publique n'avaient pas eu le temps de réagir, alors que nous, madame, on l'a déposé le 30 novembre. Cela fait deux semaines qu'il est devant l'opinion publique, que tout le monde a pu le commenter, etc., et on le débat aujourd'hui devant les caméras de la télévision, pas dans la poussée de la fin de session.

M. Levesque (Bonaventure): Mme la Présidente, je...

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure):... tiens à rappeler au leader parlementaire du gouvernement que, pour nous, ce projet de loi est plus nouveau qu'au moment où l'Opposition péquiste avait reçu notre projet de loi, parce que le projet de loi que nous avons déposé était connu par l'Opposition depuis au moins des semaines et des semaines.

M. Charron: Où cela?

M. Levesque (Bonaventure): D'ailleurs, lorsqu'on a eu ce Conseil national du Parti québécois à Sorel — on dit que c'est le 13 et 14 décembre, je vais prendre ces dates-là — la population était au courant, les oppositionnistes...

M. Charron: 14 et 15.

M. Levesque (Bonaventure): 14 et 15, vous venez de changer encore. D'accord, c'était le 14 et 15 décembre.

M. Charron: Samedi et dimanche.

M. Levesque (Bonaventure): La formation politique du Parti québécois était parfaitement au courant. Comment le conseil national pouvait-il discuter des détails du projet de loi si on n'en avait pas fait part aux membres de l'Assemblée nationale. Voyons donc, Mme la Présidente! Nous allons vérifier exactement les dates et revenir avant la fin du débat pour vous confondre.

M. Charron: Je vais vous gager trente sous.

Mme le Vice-Président: À l'ordre, M. le leader!

M. Levesque (Bonaventure): Quelles que soient les questions de privilège, Mme la Présidente, qu'on voudra faire, on ne m'empêchera pas, à ce moment-ci, de poursuivre dans le sens des remarques que j'ai commencé à faire et particulièrement lorsque j'ai eu à citer le député de Chicoutimi qui justement déplorait que cela arrive quelques jours avant Noël. Mme la Présidente, si on est pour se disputer sur deux jours, trois jours ou quatre jours, je dis que le député de Chicoutimi, s'était opposé grandement à ce que cela arrive en fin de session. D'ailleurs, nous sommes ici depuis le 3 octobre, lorsque nous avons repris après l'ajournement d'été. Pourquoi ne pas avoir apporté ce projet de loi? Est-ce que c'était tellement complexe? Pourquoi ne pas l'avoir déposé au mois d'octobre, au mois de novembre? On attend encore au mois décembre. Pourquoi, alors qu'on avait des intentions si pures et si angéliques?

Je vois ici que même le ministre de l'Éducation, le député de Sauvé est intervenu. Peut-être qu'il va aimer cela entendre, ce qu'il disait le 26 décembre, lui également. Le député de Sauvé citait le nouveau chef du Parti libéral; il citait M. Ryan et voici ce qu'il disait: "Même le directeur du Devoir s'interroge, disait M. Jacques-Yvan Morin, sur le moment où le projet de loi nous est proposé. À mon avis, il ne peut y avoir de temps plus mal choisi. Je me permets de lire un ou deux passages qui sont particulièrement éloquentes qui sont tirés de son éditorial du 17 décembre 1974."

M. Lavoie: Avant le 17 décembre. C'est le 20 qu'il mentionnait.

M. Levesque (Bonaventure): Il y avait l'éditorial le 17 décembre, comme on me le fait remarquer. Le 17 décembre, il y avait déjà un éditorial sur le projet de loi qui, d'après le député, n'était pas déposé. Ce n'est pas cela. Tout le monde le savait, sauf le député de Saint-Jacques.

M. Charron: On a toujours trente sous de gagés la-dessus.

M. Levesque (Bonaventure): Or, M. le Président, voici ce que disait le député de Sauvé qui citait l'éditorial de M. Claude Ryan: "On ne saurait trop déplorer la détestable habitude suivant la-

quelle les gouvernements choisissent presque invariablement le moment le moins opportun pour soulever une question délicate entre toutes en démocratie, soit la rémunération des parlementaires. Les jours qui précèdent le congé des Fêtes se prêtent moins que toute autre période à un débat sérieux et serein. Pourquoi, si ce n'est parce qu'ils tiennent en estime peu élevée le jugement de leurs concitoyens, Ottawa et Québec choisissent-ils de nouveau ce temps peu propice pour proposer des changements importants du mode de rémunération des députés?"

M. Grégoire: J'ai une question de règlement.

M. Levesque (Bonaventure): Bien non, Mme la Présidente.

M. Lavoie: Non.

M. Grégoire: Sur une question de règlement, Mme le Président.

M. Levesque (Bonaventure): Je ne pense pas qu'on ait de raison de faire des interruptions.

M. Grégoire: Sur une question de règlement.

Mme le Vice-Président: Est-ce que vous allez invoquer le quorum, M. le député de Frontenac? Nous avons quorum.

M. Grégoire: Puisque le chef de l'Opposition officielle cite le journal des Débats, est-ce qu'on pourrait savoir quel jour, quelle page et quelle année?

M. Levesque (Bonaventure): Mme la Présidente, je pourrai facilement répondre au député de Frontenac, mais je n'ai pas l'intention de le faire chaque fois. Pour cette fois-ci, je dirai que, pour le ministre de la Justice, c'était B-8929, fascicule 213, 26 décembre 1974; et pour Jacques-Yvan Morin, B-8895, fascicule 213, 26 décembre 1974. Je n'ai pas l'impression que ceci va faire avancer tellement le débat. Comme mon temps est limité, je n'ai pas l'intention chaque fois de faire cette énumération, mais j'invite le député à venir me rencontrer après et je lui donnerai tous les renseignements dont il a besoin.

M. Morin (Sauvé): ...

M. Levesque (Bonaventure): Oui, j'ai d'autres citations, si vous voulez les avoir. J'aurai sûrement l'occasion d'en parler. D'ailleurs, sans que la population soit ainsi pleinement consultée, parce qu'il s'agit de voir que ces gens-là voulaient qu'on consulte la population... Je ne sais pas si c'est le député de Sauvé qui s'occupait de cela, mais je me rappelle que... Non, c'était le ministre de la Justice d'aujourd'hui, le député de Chicoutimi. À ce moment-là, il fallait faire des motions, une série de motions. Il fallait alors justifier pourquoi il fallait attendre avant d'adopter ce projet de loi.

Lorsque le député, ministre et leader du gouvernement, nous dit de faire attention quant aux motions de report, il a donné un avis aux députés de faire bien attention à cela. À ce moment-là, on n'avait pas de scrupule à faire toutes les motions imaginables. On justifiait cette motion de report à six mois comme ceci, et je cite le député de Chicoutimi: "Il y avait une motion que nous avions faite. Elle prend tout son sens à l'heure actuelle. Lors du dépôt du projet de loi, nous avons demandé à l'Assemblée nationale de retarder de six mois ce projet de loi — c'était en commission parlementaire — afin de permettre aux députés d'informer la population sur le vrai rôle du député et de voir jusqu'à quel point cette population peut être d'accord. Qu'on le veuille ou non, qu'elle perçoive bien ou qu'elle perçoive mal le rôle du député, une chose est certaine: C'est que la population n'est pas d'accord avec cette hausse de salaire qui est injustifiée et extravagante. Lorsque ce gouvernement n'arrête pas de nous parler de paix sociale à toutes les occasions qui lui sont fournies, on peut sûrement lui dire que la paix sociale se paie, qu'elle a un prix et que le petit prix qu'on pourrait payer pour que certaines gens ou que cette population ne soit pas offusquée, ne soit pas scandalisée par les hausses de salaire que les députés veulent bien se donner, ce serait tout simplement peut-être une campagne d'information qui pourrait durer six mois pour dire à la population quel est le rôle du député."

Alors, Mme la Présidente, voici le genre de motion que nous avons, motion complètement dilatoire, mais qui demandait de remettre le projet de loi de six mois afin d'aller en campagne et d'expliquer le rôle du député.

Mme la Présidente, nous pourrions ainsi citer à satiété les discours de nos honorables amis d'en face. On nous a parlé de ne pas augmenter les salaires des députés avant de nous occuper des assistés sociaux. On a parlé avant de ne pas augmenter le salaire des députés avant d'indexer les salaires des fonctionnaires, indexation qu'ils viennent de mettre de côté, et ainsi de suite. Parlant de ce sujet, je voudrais simplement vous faire part de ce qu'est cette augmentation dont on parle.

On veut parler de limitation mais je veux simplement, pour les besoins de la cause, pour que tout le monde comprenne très bien ce dont il s'agit, vous dire exactement, en blanc et noir, quelles sont ces augmentations dont on parle.

En 1976, le premier ministre et les ministres avaient un certain — j'arriverai à cela dans quelques instants — salaire, des indemnités et des frais de représentation. Il y a quelques minutes, le leader parlementaire du gouvernement parlait du fait que, si on laissait aller l'ancienne loi avec les indexations du coût de la vie qui étaient basées sur l'augmentation des salaires des ouvriers dans tout le Canada, on arriverait ainsi à des augmentations qui seraient trop considérables à cause, évidemment, de l'inflation que nous avons connue. À chaque reprise, nous avions cette loi mais, lorsque nous étions au pouvoir, nous prenions les dispositions nécessaires

afin que les augmentations prévues par le projet de loi ne prennent pas effet. Nous avons eu d'autres lois. Nous avons eu des lois anti-inflation, par exemple, qui ont fait en sorte que l'augmentation des députés, même si elle était plus grande, à cause de l'effet de la loi, ne l'était pas simplement parce que nous avions présenté d'autres lois qui tenaient compte de cette inflation et qui servaient à réduire les augmentations. Il ne faut pas l'oublier.

Deuxièmement, lorsque ce n'était pas assez, dans le cas des ministres, par exemple, des ministres libéraux, eh bien! le gouvernement Bourassa avait invité tous les membres du cabinet — d'ailleurs, le chef de l'Opposition de l'époque avait suivi — à remettre toute augmentation qui provenait des dispositions de la loi, et c'est ce que les ministres libéraux ont fait en 1976, remettre au gouvernement toute l'augmentation, c'est-à-dire \$3700. Il y avait une augmentation, pour les ministres, de \$3700, cela a été remis intégralement, volontairement, par chacun des ministres. Pour prendre le tableau, les ministres libéraux qui se présentaient à l'élection de 1976 avaient un salaire de \$45 000 ou de \$48 000; \$45 000 les ministres délégués, ou ministres d'État, et \$48 000 les ministres avec portefeuille.

C'est cela qu'ils ont reçu au moment où nous avons été battus. Qu'est-ce qui s'est produit, trois mois plus tard, avec ces purs d'en face, avec ces gens qui nous faisaient des leçons et qui ont encore voulu nous en faire aujourd'hui? Qu'est-ce qui est arrivé? Ces mêmes gens, au mois de janvier 1977, un mois et demi après avoir été élus, comment se fait-il qu'ils tiraient des salaires qui, au lieu d'être de \$48 000 et \$45 000, étaient de \$58 000, c'est-à-dire des augmentations de \$10 000 et de \$13 000? Cela, c'est la vérité. On ne peut pas dire le contraire, de l'autre côté. On va dire: Il y avait une loi et on a profité de l'indexation. Oui. Mais pourquoi n'ont-ils pas agi comme ils agissent aujourd'hui? Pourquoi pas une loi de limitation, comme ils appellent cela? Non. Il n'y a pas eu de loi de limitation. On a laissé faire les choses. Je comprends qu'ils sont bien fins, ces ministres, qu'ils sont bien bons, mais est-ce que cela faisait tellement de changement pour qu'un ministre libéral, deux mois auparavant, ait \$48 000 de salaire ou \$45 000 dans le cas des ministres délégués? Je ne veux pas faire de personnalités mais, au Haut-Commissariat, le ministre avait \$45 000. Deux mois après, il avait \$58 000, soit \$13 000 d'augmentation. À ce moment-là, on pouvait apporter des changements. On n'a pas jugé à propos de le faire. On a continué de laisser faire cela jusqu'au moment où on a dit: Bon. On va s'occuper de l'image. On a annoncé un gel.

(17 h 20)

Après avoir pris tout cela, on annonce le gel. Je dis que ça, ce n'est pas montrer autre chose qu'un visage qui n'est pas un visage digne d'un bon gouvernement. Je dis que c'est cela qui est arrivé. On ne peut pas dire le contraire. Et pourquoi un gel après cela? Bien là, on m'a dit: C'est assez d'augmentation. Nous allons maintenant dire à la province, dire au Québec: Nous allons donner au Québec un exemple de modération et

nous allons geler les salaires. C'est ce qu'on a fait, Mme la Présidente. En 1977, à l'automne, ou à l'hiver, on a effectué ce gel. Un gel après qu'on eut accepté des augmentations sensationnelles, jamais vues. Je n'avais jamais vu cela, des augmentations, dans deux mois, de \$10 000 et \$13 000. Jamais vu cela!

Mme la Présidente, si on peut modifier, si on peut changer, si on peut limiter, pourquoi ne l'a-t-on pas fait à ce moment si on n'était pas d'accord? Pourquoi surtout avoir fait un "filibuster" du genre de celui qu'on a fait? Nous avoir fait revenir après Noël, jusqu'au jour de l'an, tellement on était scandalisé, outré de voir ce qui s'était passé! Pourtant, Mme la Présidente, on a très bien su du côté des péquistes, on a très bien pu, comme on l'a mentionné tout à l'heure, vivre avec cette loi quand cela a fait leur affaire et on la modifie encore une fois quand cela fait l'affaire.

Mme la Présidente, je voudrais, avant de terminer, parce que je sais que d'autres collègues auront à faire des représentations au sujet de ce projet de loi, simplement vous dire maintenant quelle est la situation parce qu'on ne peut pas laisser ces gens interpréter les choses.

Je pense que c'est bon de savoir une fois pour toutes où est-ce qu'on va être. Où sommes-nous aujourd'hui? Qu'est-ce qui va arriver le 1er janvier 1979? Aujourd'hui, au moment où je vous parle, prenons des exemples. L'indemnité du premier ministre. À tout seigneur, tout honneur. Comme député, il a \$27 800, comme tout le monde. Les frais de représentation, \$7000, comme tout le monde, comme tous les députés. En plus, il a cette indemnité additionnelle qui est de \$41 700. Ce qui fait un total aujourd'hui de \$76 500. Qu'est-ce qui va lui arriver avec cette loi — comment est-ce qu'on appelle cela — de limitation? Alors, au lieu de \$76 500, l'effet de la limitation va faire qu'il aura \$78 668. Les ministres, ministres d'État, ministres délégués, le président de l'Assemblée nationale, le chef de l'Opposition, combien? Indemnité de député comme les autres députés. Même chose pour les frais de représentation. Indemnité additionnelle, \$30 580.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui va arriver? Ces \$30 580 vont demeurer là. Le total de ce que c'est aujourd'hui, c'est \$65 380, mais ce que ce sera le 1er janvier, avec la politique de limitation, au lieu de \$65 380, ce sera \$67 548. On peut ainsi passer... Vous seriez intéressée, Mme la Présidente, de connaître ce qui vous arrive à vous? Présentement, vous avez \$48 700, incluant votre indemnité de député, vos frais de représentation, votre indemnité additionnelle. Vous avez \$48 700. Avec la politique de limitation, vous allez avoir \$50 868. Si on veut continuer comme cela, on va prendre par exemple le leader parlementaire de l'Opposition officielle, mon collègue de Laval. Il doit être sur le même pied que les chefs des autres partis reconnus. Le député de Lotbinière aussi et le whip en chef du gouvernement. Ils sont tous sur le même pied, eux autres, au point de vue salaire. Le député de Saint-Jean. Écoutez cela. Pour ces gens, ils ont aujourd'hui \$47 310, ils auront de-

main, avec le projet de loi de limitation, \$49 478. Est-ce qu'il y en a d'autres qui sont intéressés à savoir ce qui va leur arriver?

M. Proulx: Le vôtre, s'il vous plaît.

M. Levesque (Bonaventure): Pardon?

M. Proulx: Le vôtre, s'il vous plaît.

M. Levesque (Bonaventure): Je l'ai dit.

Disons, par exemple, ce qui arrive aux députés maintenant. Il ne faut pas les oublier, les députés. Le député de Frontenac fait semblant qu'il est intéressé, mais il est adjoint parlementaire, ce n'est pas la même chose. On va laisser peut-être d'autres parler de cela, mais l'adjoint parlementaire, lui, on peut donner son salaire. Aujourd'hui, c'est \$43 140, mais, avec le projet de loi de limitation, il sera rendu à \$45 308. Les autres députés, c'est présentement \$34 800 incluant les \$7000 non imposables et cela va se rendre à \$36 968 grâce au projet de loi sur la limitation.

Mme le Président, avant de terminer, je voudrais simplement faire une suggestion que, j'espère, on pourra retenir de la part du gouvernement, si on le désire. Je comprends que pour les députés ce n'est pas être très généreux de parler de 6% surtout après deux ans; cela fait une moyenne de 3% par année. Je pense qu'il faut être très objectif et ne pas exagérer, ni charrier. Je pense que pour les députés cette augmentation est raisonnable et même je vais dire au gouvernement que, s'il avait laissé porter la loi, cela aurait été de 7,5% au lieu de 6%. Je suis d'accord avec le leader parlementaire du gouvernement et, à ce propos, on peut parler de limitation. Donc, ce n'est pas là que je voudrais faire des représentations particulières, mais j'aimerais suggérer ceci — je ne sais pas si le gouvernement y a songé — dans le cas de ceux qui reçoivent une rémunération additionnelle. Si on veut réellement rapprocher le salaire ou l'indemnité des députés du salaire de ceux qui reçoivent une indemnité additionnelle, n'y aurait-il pas lieu de faire en sorte, par un amendement, qu'il n'y ait pas d'augmentation globale ou totale, autrement dit que ceux qui reçoivent une indemnité additionnelle ne reçoivent ni plus ni moins que ce qu'ils ont reçu au cours de l'année 1978? On ne l'atteindrait pas tout de suite, mais on pourrait se diriger vers une situation où il y aurait un écart moins grand entre le salaire de député et le salaire de ceux qui reçoivent une indemnité additionnelle. Je fais donc cette suggestion et je crois que ceci ferait qu'il n'y aurait pas d'augmentation véritable pour ceux ou celles qui ont des indemnités additionnelles.

Mme le Président, je ne veux pas utiliser davantage le temps de cette Chambre. Je voudrais, à ce moment-ci, indiquer que nous travaillerons en commission parlementaire afin de bonifier ce projet de loi. Je pense, pour terminer, que ce projet de loi comporte une autre signification peut-être plus importante. Chaque parlementaire a accepté d'assumer ses responsabilités en se fai-

sant élire membre de l'Assemblée nationale du Québec. Nous n'avons pas à donner le meilleur de nous-mêmes dans l'accomplissement de nos tâches parlementaires et extraparlémentaires simplement parce que notre rémunération est avantageuse. Nous avons à le faire parce qu'il y a des gens dans nos comtés que nous nous sommes engagés à servir et parce qu'il y a des problèmes graves et sérieux qui confrontent aujourd'hui la société québécoise.

Une chose est certaine, le régime de rémunération que propose aujourd'hui le gouvernement en présentant son projet de loi no 120 appelle tous les membres de cette Chambre à l'accomplissement intégral de leurs devoirs de députés et de parlementaires. C'est probablement là, d'ailleurs, son plus grand mérite.

(17 h 30)

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Mme la Présidente...

M. Charron: Je m'excuse, j'en ai pour trente secondes seulement. Je voudrais réaffirmer à mon ami le chef de l'Opposition officielle le dépôt du projet de loi no 87 en première lecture le 19 décembre, page 3763 du journal des Débats. Il a été appelé en deuxième lecture dès le lendemain, le 20.

M. Lavoie: C'est bien connu, il y a eu un éditorial.

M. Levesque (Bonaventure): Il y avait même un éditorial dans le Devoir du 17 décembre, il y avait une réunion du Conseil national du Parti québécois dans la fin de semaine précédente...

M. Lavoie: Il y a eu un vote à votre conseil national.

M. Levesque (Bonaventure): ... et il y a même eu un vote au conseil national; donc, ce projet de loi était fort bien connu par pas mal tout le monde.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Je voudrais parler sur ce projet de loi, mais auparavant, j'ai écouté tout à l'heure le leader parlementaire du gouvernement nous dire comment le Parti québécois était généreux. À l'entendre, un bout de temps, je me demandais si ce n'était pas de l'argent que le Parti québécois remettait à la population du Québec, je me demandais si ce n'était pas une diminution de salaire qu'il demandait lorsqu'il a dit que c'était le PQ qui faisait diminuer cette augmentation de salaire. Cela a été présenté de cette façon.

En réalité, ce qu'on nous demande aujourd'hui, c'est de voter une augmentation de salaire de 6% sur la base du salaire du député. Il ne faut

pas commencer à jouer avec les mots, aller voir d'anciennes lois et dire que le Parti québécois apporte une diminution de salaire des députés. Il faudrait au moins voir la vérité en face à travers ce projet de loi. C'est vrai que l'an dernier on a demandé aux députés de cette Chambre un gel de salaire afin de ne pas augmenter le salaire des députés qui servaient à l'Assemblée nationale pour l'année 1978; cette année, on nous propose une légère augmentation.

Avant de parler de cette augmentation, il serait peut-être bon de parler un peu sur le rôle du député, de répondre aux questions nombreuses de la part de la population du Québec qui nous dit: Est-ce que le député lui-même mérite cette augmentation? Il faudrait peut-être se demander: Qu'est-ce que le député fait à Québec? Est-ce que le député contribue réellement à apporter à la population du Québec des solutions à leurs problèmes? Est-ce que le député contribue à donner aux Québécois de meilleures lois, un peu plus d'initiatives personnelles, d'initiatives privées? Est-ce que le député contribue véritablement à administrer sainement les taxes payées par la population québécoise? Je ne vous cache pas que je veux dire un mot justement sur cette administration des taxes un peu plus tard. Qu'on le veuille ou non, il faut quand même dire la vérité à la population du Québec. Les Québécois paient au-delà de \$20 milliards de taxes annuellement à l'heure actuelle, en 1978, soit des taxes directes au gouvernement du Québec ou des taxes indirectes à des sociétés d'État ou des taxes indirectes aussi à des entreprises d'État un peu comme la Régie des rentes ou l'Hydro-Québec, etc. Tout cela ensemble fait un total de \$20 milliards payés cette année — l'an prochain, ce sera un peu plus — par les citoyens du Québec. En moyenne, cela fait \$3000 par personne au Québec pour les taxes, lesquelles taxes sont administrées par 110 députés qui sont délégués à l'Assemblée nationale du Québec justement pour administrer le plus sainement possible, le mieux possible ces sommes d'argent versées en taxes par la population du Québec.

C'est donc dire que le rôle du député est sérieux; il faut que le député prenne son rôle au sérieux d'un bout à l'autre, à la fois pour faire des lois, à la fois pour régler les problèmes de la population et aussi pour administrer sainement les taxes payées par les contribuables du Québec. Je voudrais citer ici un éditorial paru dans la Presse du 5 décembre dernier sous la signature de Guy Cormier qui disait que c'est un rôle important, le rôle de député. M. Cormier disait: "Le prix du parlementaire. Sans dénigrer personne et sans rabaisser aucune institution comparable, on peut dire que nous avons un gouvernement qui travaille beaucoup et une Assemblée nationale qui ne chôme guère.

"Qu'on trouve encore parmi les élus des incompetents et des débailes légers reste une fatalité sans remède. La nature elle-même fait des erreurs. Dans tout Parlement reposent des individus qui ne savent pas pourquoi ils ont gagné un siège et qui ne comprendront pas davantage pourquoi ils l'ont perdu.

"Assemblée de législateurs, l'Assemblée nationale est aussi une société de gestion. L'Union Nationale a fait la semaine dernière la suggestion pertinente suivante: Que ce soit créée une commission permanente de l'Assemblée nationale chargée de surveiller les performances de 18 sociétés d'État regroupant près de \$20 milliards d'actifs et donnant de l'emploi à 35 000 personnes. Sont concernées: l'Hydro-Québec, la Caisse de dépôt, SIDBEC, la SGF, la Société d'habitation, la SAQ". Cormier terminait son éditorial en disant ceci: "La nécessaire vigilance à exercer sur des géants pareils exige que ministres et députés aient l'esprit et les mains libres."

À partir de cela, Mme la Présidente, je crois qu'on doit dire que notre rôle est sérieux et que les députés délégués à l'Assemblée nationale par leur population doivent être rémunérés convenablement. Maintenant, il faut aussi se demander si l'Assemblée nationale est un endroit pour donner des spectacles, faire un show télévisé, ce qui arrive malheureusement trop souvent depuis la télédiffusion des débats. Je devrais dire que l'Assemblée nationale n'est pas l'endroit pour les spectacles, mais c'est plutôt l'endroit pour gérer honnêtement les finances de l'État. C'est l'endroit pour contribuer, de la part des députés du parti au pouvoir ou des députés de l'Opposition, à améliorer les lois ou à présenter les meilleures lois possible pour répondre davantage et au meilleur de nos connaissances et de nos qualités aux besoins et aux préoccupations de la population de notre province. Nous devons donc être très sérieux dans la présentation de nos projets de loi, de nos réponses aux projets de loi, dans la formulation de nos questions ou de nos réponses aux questions.

Là-dessus, en particulier lorsqu'on parle de sérieux dans l'administration, la gestion et les chiffres, je me souviens d'une anecdote qu'on raconte sur l'un des hommes les plus riches au monde, M. Rockefeller, de New York, qui voulait engager un comptable pour prendre soin de ses finances. À travers tous ceux qui se sont inscrits on a retenu trois noms. M. Rockefeller a dit qu'il voudrait voir ces trois personnes pour les questionner personnellement. Les trois personnes sont venues dans son bureau, il leur a posé une seule question: Voulez-vous me dire combien font \$1 million plus \$1 million? Le premier a répondu rapidement: Cela fait \$2 millions, M. Rockefeller. Le deuxième est arrivé, rapidement, il a dit: Cela fait \$2 millions, M. Rockefeller. Le troisième a dit: Un instant, s'il vous plaît! Il a pris un crayon et une feuille de papier, il s'est assis. Il a écrit: \$1 million plus \$1 million, il a additionné comme il faut, a revérifié et a présenté la feuille de papier en lisant bien la réponse; il a dit: M. Rockefeller, cela fait \$2 millions. Lorsqu'on joue avec des millions de dollars, on n'a pas le droit de faire des erreurs.

C'est dire que notre travail, ici, à l'Assemblée nationale, est sérieux et qu'on n'a pas le droit de faire des erreurs. Nous ne jouons pas avec des millions de dollars. Ce sont des milliards de dollars, argent qui appartient à la population du Québec. Cela doit être administré sainement.

M. Bellemare: Mouchez-le donc, lui!

M. Biron: Les hommes et les femmes qui administrent ces sommes d'argent doivent être sérieux, doivent être rémunérés convenablement — parce qu'on discute aujourd'hui de l'augmentation de salaire de ces gens — mais doivent surtout contribuer honnêtement et sans faire d'erreur — le moins d'erreur possible en tout cas — à administrer sainement les finances et à voter de bonnes lois pour la population du Québec.

Les députés du Parti québécois nous demandent aujourd'hui une augmentation de salaire. Ils disent qu'ils ont passé cela à leur caucus et ils suggèrent une augmentation de salaire de 6%. Mme la Présidente, je crois que le moment est mal choisi pour demander une augmentation de salaire de 6% et de dire qu'à l'avenir ce ne sera jamais plus de 6%, mais que cela peut se rendre à 6% au cours des prochaines années. Le moment est mal choisi parce qu'on négocie, à l'heure actuelle, avec les fonctionnaires de l'État des conventions collectives qui vont s'étendre sur les trois prochaines années. Est-ce que cela veut dire qu'on est prêt à donner aux fonctionnaires de l'État l'augmentation qu'on donne aux députés à l'heure actuelle, c'est-à-dire 6% par année au maximum pour trois ans, c'est-à-dire 18%, alors que l'offre qui est sur la table à l'heure actuelle de la part du gouvernement du Québec, ce n'est même pas 6% par année pendant trois ans? Cela représente quand même 18%.

(17 h 40)

C'est pour cela que je dis que le moment est mal choisi aujourd'hui de nous présenter un tel projet de loi en disant: C'est sûr qu'on limite à 6%. Mais on limite à 6% maximum pendant trois ans et on offre moins, quelques jours avant, aux fonctionnaires de l'État, à ceux qui travaillent quotidiennement avec nous à l'Assemblée nationale. Les négociations dans le secteur public, j'ai l'impression, Mme la Présidente, vont continuer à se corser.

Nous, de l'Union Nationale, en particulier, nous disons que le moment est mal choisi, d'abord à cause de ces négociations dans le secteur public. Deuxièmement, le moment est mal choisi d'indexer nos salaires au moment où on refuse présentement, cette année, l'indexation des impôts à la population du Québec. Ce qui est bon pour les députés devrait certainement être bon, aussi, pour l'ensemble de la population. J'ai entendu, il n'y a pas longtemps, le ministre des Finances nous dire il n'y aura pas, l'an prochain, d'indexation des impôts. Alors, nous, on indexe... Le Parti québécois nous demande, les députés, le caucus nous demande d'indexer nos salaires à 6%, mais on refuse de ce côté de répondre aux besoins de la population et d'indexer leurs impôts.

Le ministre de l'Éducation est ici. En même temps où l'on demande d'indexer et d'avoir une augmentation, on discute avec les représentants de l'ANEQ, des étudiants, de la part du ministre de l'Éducation. Cela prend du temps à avoir une petite augmentation pour répondre aux besoins et aux demandes des gens de l'ANEQ.

Au moment où le chômage est à 11% au Québec, on demande aux députés de se voter une augmentation de 6%, mais on dit aux 300 000 chômeurs du Québec: Vous autres, c'est dommage, vous allez rester sur le chômage, et on sait que les lois de l'assurance-chômage, cela s'en vient de plus en plus difficile. Vous autres, vous allez assumer une baisse de votre revenu avec le chômage.

Au moment où l'on demande à la population du Québec de payer 6% de plus aux députés, l'Hydro-Québec, elle, s'en va fouiller dans les poches des citoyens du Québec et demande 45% d'augmentation sur trois ans. Est-ce qu'il y a de la justice là-dedans? Est-ce qu'on est logique lorsqu'on présente un tel projet de loi aujourd'hui en disant 6%, et que l'Hydro-Québec s'en va fouiller en même temps dans les poches de la population? On aurait peut-être dû limiter, il y a quelques semaines, l'augmentation demandée par l'Hydro-Québec aux citoyens du Québec à 6%. Cela aurait été le maximum, je pense, que les citoyens du Québec auraient pu payer pour leurs factures d'électricité.

Or, Mme la Présidente, je me demande justement si le moment est bien choisi pour nous présenter un tel projet de loi. Le moment est mal choisi, je le dis, parce qu'on a trop de problèmes qui traînent au Québec à l'heure actuelle. Allez parler ce soir aux travailleurs de Cadbury, maintenant en chômage, à Montréal, de l'augmentation de 6%, qu'on demande pour les députés, ils ne trouveront pas cela drôle tellement. Allez parler aux travailleurs des Fonderies de Sorel et de la Fonderie de Magog de l'augmentation des députés, ils ne trouveront pas cela drôle. Allez parler aux travailleurs de Donohue qui est une société d'État et qui sont encore en grève, ces gars-là, présentement. Dans la région de La Malbaie, à Clermont, il y en a 2000 qui sont en chômage présentement, attendant qu'une société d'État règle les problèmes pour pouvoir gagner quelque chose. Ils ne trouveront pas cela drôle l'augmentation de 6% que les députés veulent se donner. Allez parler aux travailleurs de la Société des traversiers Matane-Godbout de l'augmentation de 6% que les députés veulent se donner, ils ne trouveront pas cela drôle eux non plus. Je pense bien que dans ce secteur, en particulier, pour l'augmentation de 6% que le Parti québécois nous recommande pour les députés, le moment est mal choisi.

Allez donc parler, Mme la Présidente, aux agriculteurs du Québec. On présente une loi de zonage agricole et on gèle la valeur de leur terre. On n'a même pas une indexation de 6% là-dessus, on a gelé la valeur de leur terre. Allez leur dire que nous autres, les députés, on veut se faire voter une augmentation de salaire de 6%. Ils ne trouveront pas cela drôle tellement cette augmentation qu'on veut, nous, nous voter, que le Parti québécois suggère pour ses députés: 6% d'augmentation, alors que le zonage agricole gèle la valeur des terres des cultivateurs ou des producteurs agricoles du Québec. Eux non plus, ils ne trouveront pas cela drôle, Mme la Présidente.

Je crois bien que le moment est très mal choisi

si pour présenter à la population du Québec une demande de 6% d'augmentation des salaires des députés, lorsque, justement, pour toutes ces conditions et parce que cela va mal au Québec présentement, à l'heure actuelle, on demande à la population du Québec de se serrer la ceinture, de payer toujours de plus en plus de taxes. Pendant ce temps, nos députés, eux autres demandent une augmentation de salaire. Mme la Présidente, en plus de cela, le moment est mal choisi, parce que comme d'habitude au mois de décembre, lorsqu'il y a beaucoup de lois, on vient demander une augmentation de salaire pour les députés.

Avant moi, à plusieurs reprises, les députés du Parti québécois se sont plaints que cela arrivait à la vapeur, à la fin de la session, etc. J'ai aussi des coupures du journal des Débats de 1974, coupures, en autres, de M. Burns, député de Maisonneuve, aujourd'hui ministre d'État à la réforme parlementaire et électorale, qui nous disait: "Au lieu de préparer les sessions de cette façon, on devrait dire: Cette session-ci, il y aura des projets de loi litigieux de telle ou telle nature et on les présente à des périodes normales, plutôt que de les présenter en fin de session et on est dans un projet de loi qui est le plus bel exemple de cette attitude gouvernementale". On présentait, à l'époque, le projet de loi d'augmentation de salaire des députés. "Je n'ai qu'à retourner à toutes les fins de session que j'ai connues à cette Assemblée-ci et cela a toujours été ainsi", disait M. Burns, le député de Maisonneuve.

Le député de Chicoutimi, aujourd'hui ministre de la Justice, était beaucoup plus dur que cela encore. Le 21 décembre 1974, lorsqu'on discutait encore une fois de l'augmentation du salaire des députés, M. Bédard disait ceci: "Ce sujet étant si délicat, à savoir se voter soi-même une propre augmentation de salaire, il me semble que cela ne doit pas être une décision qu'on prend à la vapeur en profitant des mesures de fin de session, il ne faut pas se surprendre si la population a toujours l'impression d'une "gang" d'hypocrites qui se votent un salaire". C'est cela que disait M. Bédard, aujourd'hui ministre de la Justice, en 1974, il y a quatre ans. Je serais heureux de l'entendre aujourd'hui nous dire la même chose. "C'est tout simplement qu'on emploie toujours les fins de session pour amener de telles mesures qui, on le sait d'avance, vont être discutées au niveau de la population et qui vont recueillir des protestations".

Mme la Présidente, voilà des ministres du Parti québécois qui parlaient à cette époque-là. J'ai aussi quelques coupures du journal des Débats et je vais citer le chef parlementaire de l'Opposition d'alors, le député de Sauvé, aujourd'hui ministre de l'Éducation: "On est prêt à voter des augmentations de salaire à certaines conditions." Nous nous apprêtons — je cite M. Morin — à nous voter des augmentations de salaires et des montants forfaitaires rétroactifs au moment où la conjoncture économique se gâte — la conjoncture économique, on a entendu parler de cela dernièrement et pas mal souvent depuis un an — au

moment même où nous sommes au seuil de la "stagflation", c'est-à-dire du niveau de croissance 0 accompagné d'une inflation qui dépasse 10%, M. le Président, voulons-nous montrer que nous sommes au service des Québécois, des serveurs du bien commun ou donner l'impression que nous pensons avant tout à nous-mêmes et passer pour des sangsues collées au fonds publics?" C'est le ministre de l'Éducation d'aujourd'hui qui parlait dans ce temps-là.

M. Bellemare: Sangsues.

M. Biron: Je vais vous citer un peu plus loin, encore une fois, le ministre de l'Éducation d'aujourd'hui quand il disait ceci: "C'est tout à fait déraisonnable, M. le Président. On ne peut choisir un moment plus inopportun pour procéder à une telle hausse. Le ministre de l'Industrie et du Commerce ne nous apprenait-il pas, dimanche dernier, que l'année 1975 allait être difficile pour les Québécois — l'année 1979 s'annonce difficile aussi, Mme la Présidente — alors que paraissent déjà à l'horizon les signes les plus clairs de ce qu'on appelle dans le jargon des économistes américains la "stagflation".

Un peu plus loin, Mme la Présidente, le ministre de l'Éducation, qui était alors le chef parlementaire de l'Opposition officielle, disait ceci: "Pour l'immédiat, nous sommes devant une conjoncture difficile; peut-être allons-nous être obligés de demander des sacrifices aux Québécois, peut-être cette Chambre va-t-elle être obligée, d'ici quelques mois, de se pencher sur des problèmes sociaux considérables". Il y en a des problèmes sociaux qui s'en viennent avec la négociation dans les secteurs public et parapublic.

"Si nous voulons demander, exiger des sacrifices des citoyens, il faut que nous donnions l'exemple de la modération. Oh! Nous serions prêts, nous de l'Opposition — et je le dis au nom de l'Opposition officielle aussi bien qu'au nom du Parti québécois — à accepter l'indexation du salaire des députés de cette Chambre, l'indexation au coût de la vie, non pas selon la formule qui a été retenue dans la loi, dont je ferai l'analyse tout à l'heure, mais sans rétroactivité et sans rattrapage. Nous serions prêts à accepter cela à compter du 1er janvier prochain, mais à certaines conditions."

Les conditions, Mme la Présidente, étaient de régler des problèmes économiques et de négocier avec les syndicats des fonctionnaires du service public et parapublic. "Que mes collègues m'entendent bien: Ces conditions, il est possible de les rencontrer. Ce que je suis en train de vous dire, c'est que, si nous consentons à nous indexer nous-mêmes, nous devons faire la même démarche, à tout le moins, pour l'ensemble des citoyens du Québec".

On veut s'indexer aujourd'hui, Mme la Présidente, mais on ne veut pas indexer les impôts de la grande majorité de nos concitoyens du Québec. M. Bellemare, le député de Johnson, disait: "Other

days, other ways". C'est vrai, le fait de changer de côté de la Chambre, on en arrive à deux poids, deux mesures.

Je continue de citer le député de Sauvé: "Nous n'avons pas d'objection à l'indexation du salaire des députés au coût de la vie, à certaines conditions, et cela s'applique à tout le monde. Ce qui est bon pour les députés est certainement bon pour l'ensemble de la population." Je voudrais savoir pourquoi ce gouvernement, ces gens qui parlaient, à l'époque, de ce côté-ci, refusent maintenant de donner à la population l'indexation qu'ils ont pourtant promise à plusieurs reprises sur les impôts payés par les citoyens du Québec. Quand ces gens ont-ils été malhonnêtes? Aujourd'hui ou il y a quatre ans? C'est important qu'on se pose la question. Quand disait-on la vérité à la population du Québec? Quand et-ce qu'on ne dit pas la vérité?

Il faut se poser des questions sérieuses sur la démarche de ces gens qui, d'un côté de la Chambre, disaient quelque chose et, de l'autre côté de la Chambre, disent complètement le contraire. Nous, de l'Union Nationale, nous serions prêts à accepter cette augmentation de 6% mais aussi à certaines conditions. D'abord, ce qui est bon pour les députés devrait être bon pour la population et je reprends exactement les paroles du ministre de l'Éducation d'aujourd'hui alors chef parlementaire de l'Opposition officielle. On dit que la première condition qu'on met, c'est l'indexation des impôts des citoyens du Québec. On avait promis cette indexation. Qu'on la donne, l'indexation, maintenant qu'on est au pouvoir.

Une autre des conditions qu'on veut mettre, c'est qu'on règle le problème de l'Association nationale des étudiants du Québec, de l'ANEQ. Qu'on se décide à rencontrer ces gens et qu'on règle le problème, une fois pour toutes, avec ces gens, au lieu de le laisser traîner présentement. Cela, c'est une autre condition qu'on peut facilement réaliser.

Une autre condition que le gouvernement peut facilement décider — parce qu'il est au gouvernement, c'est à lui de décider — c'est de mettre au pas l'Hydro-Québec et de limiter les augmentations de l'Hydro-Québec à 6%. Je pense bien que cela va être un beau cadeau de Noël pour la population du Québec.

(17 h 50)

Ce n'est rien d'extraordinaire, ce que nous demandons. Si c'est bon pour les députés, cela devrait être bon pour la population du Québec. Nous reprenons mot à mot ce que le ministre de l'Éducation d'aujourd'hui nous a dit il y a quatre ans. Alors, on voudrait savoir s'il pense encore la même chose ou s'il a changé d'idée, depuis ce temps, ou si c'est dans l'erreur ou s'il a voulu jouer la population du Québec il y a quatre ans.

Ce que nous demandons aussi, comme une autre condition facilement réalisable, c'est qu'on mette fin au gaspillage et à la mauvaise administration de nos sociétés d'État. Pour cela, il faut avoir une commission parlementaire convenable, bien équipée, avec des outils techniques nécessaires. Cela, c'est réalisable facilement de la part

du gouvernement. Une autre condition pour laquelle l'Union Nationale serait prête à accepter la demande du caucus du Parti québécois et de voter les 6% d'augmentation aux députés.

Finalement, Mme la Présidente, une autre condition, c'est qu'on s'attelle sérieusement à abaisser le taux de chômage au Québec. 11% de chômage, c'est beaucoup trop. Il faudrait agir rapidement. 300 000 chômeurs au Québec, c'est beaucoup trop. 300 000 assistés sociaux dont la moitié, 150 000 ou peut-être 200 000, sont aptes à travailler, c'est beaucoup trop. Qu'on s'installe tout de suite et qu'on se décide rapidement et qu'on fasse quelque chose pour guérir le problème du chômage au Québec. Ces gens qui sont en chômage ou qui vivent de l'assistance sociale ne sont pas tellement indexés. Ils ne sont certainement pas indexés aux 6% d'indexation du salaire des députés qu'on veut demander présentement.

Alors, je crois que c'est clair. Ce sont des conditions réalisables de la part d'un gouvernement qui s'est dit tellement bon. D'ailleurs, il en a parlé, de ces conditions, lorsqu'il était dans l'Opposition. Je me demande pourquoi il renie aujourd'hui ce qu'il a dit dans l'Opposition. L'Union Nationale serait prête à voter pour l'augmentation du salaire de 6% demandée par le caucus du Parti québécois à certaines conditions.

La première, je le répète, l'indexation des impôts; qu'on donne à la population du Québec véritablement ce qu'elle a le droit de recevoir. C'est raisonnable ce que nous demandons. Cela a été promis à plusieurs reprises. C'est tout à fait raisonnable. C'est tout à fait dans la logique des choses au Québec, surtout à cause des promesses nombreuses du Parti québécois dans ce domaine. Qu'on règle le problème de l'ANEQ, de la situation des étudiants dans les cégeps; un peu partout à travers le Québec. Qu'on s'installe et qu'on travaille sérieusement pour régler les problèmes du chômage. Qu'on réduise le chômage par des politiques économiques sérieuses dans ce domaine. Qu'on baisse l'augmentation de l'Hydro-Québec à 6%. C'est réalisable facilement à condition que le gouvernement se décide.

Ce sont des conditions pour lesquelles l'Union Nationale serait prête à voter oui à l'augmentation demandée par le gouvernement du Québec, plus certaines autres petites conditions qu'on pourrait régler rapidement, tel le problème des traversiers Matane-Godbout, c'est une société d'État. Il n'y a pas de raison pour que cela traîne aussi longtemps. Il doit certainement y avoir quelque chose là-dessus vis-à-vis des sociétés d'État pour régler cela. Mme la Présidente, avant de terminer, je veux redire que, nous de l'Union Nationale, nous trouvons que le moment est très mal choisi pour demander à la population du Québec de voter une augmentation à ses députés lorsque cela va si mal à travers le Québec.

Nous comprenons quand même, le rôle du député peut être important. Nous comprenons que les députés ont demandé à la population du Québec de les élire à l'Assemblée nationale. On n'a cassé les bras de personne, je pense, mais on s'est

présenté sérieusement devant la population du Québec, on a demandé à la population de nos comtés de nous faire confiance. La population de nos comtés nous a fait confiance. Nous avons des problèmes sérieux à régler ici. Nous avons des lois sérieuses, des bonnes lois, et des lois à améliorer considérablement, à présenter à la population du Québec. Nous devons administrer sainement, bien gérer les \$20 milliards de taxes payées directement ou indirectement par la population de notre province. C'est juste que les députés soient payés raisonnablement. Mais ce qui est bon pour les députés doit être bon pour tout le monde et, en particulier, l'indexation des impôts, tel que promis pendant de nombreuses années par le Parti québécois.

Mme le Vice-Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: Mme le Président, il ne reste que trois minutes. Est-ce qu'on accepterait que je demande la suspension du débat? Merci.

Mme le Vice-Président: Cinq minutes, M. le député. Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 55)

(Reprise de la séance à 20 h 7)

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Vous pouvez vous asseoir.

Au moment de la suspension, M. le député de Rouyn-Noranda avait demandé la suspension du débat. Il a donc la parole.

M. Camil Samson

M. Samson: M. le Président, nous avons, depuis que je siège en cette Chambre, une fois de plus, à nous prononcer sur une loi appelée Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.

Cela me fait sourire un peu, M. le Président, parce que depuis 1970 — d'autres pourront parler d'un passé plus lointain — il est arrivé à quelques reprises que nous ayons à modifier cette Loi de la Législature. En termes plus concrets, cela veut dire ajuster les revenus des membres de cette Assemblée. Je dis bien les revenus, parce qu'à mon sens, il n'y aurait rien de plus faux que prétendre que des députés reçoivent un salaire. Je pense qu'il est important que nous fassions cette différence, car dans l'opinion publique, nous sommes assez souvent jugés, et parfois sévèrement, quand la presse mentionne que les députés vont encore revoir leur salaire. Je pense qu'il est

raisonnable de dire que dans le cas des membres de l'Assemblée nationale, les revenus que nous percevons sont des revenus bruts et que chacun des membres de cette Assemblée a des dépenses à faire. En quelque sorte, chaque député, chaque membre de l'Assemblée est un peu comme un artisan ou un commerçant qui doit faire des dépenses et qui perçoit des revenus. Donc, c'est au bas de la colonne quand nous faisons la somme et que nous découvrons ce qui en reste, que nous pouvons parler de salaire, mais pas avant.

M. le Président, l'image qui a été projetée dans le public, il est bon de le rappeler, est en ce sens fautive, parce que la population croit que les députés ont des salaires plus des dépenses. Mais personne ne peut comptabiliser les dépenses d'un député.
(20 h 10)

Je me rappelle le premier débat auquel j'ai eu l'occasion de participer en 1970 sur le même sujet. L'honorable Jean-Jacques Bertrand était chef de l'Union Nationale et chef de l'Opposition officielle à ce moment-là. Il avait dit, si ma mémoire est fidèle, à peu près dans les termes qui suivent: Il appartiendra à la population de juger si un député a bien fait son travail ou s'il ne l'a pas bien fait. Là, je ne le cite plus, je me cite parce que je l'ai déjà dit et je vais le dire encore: Un député qui fait bien son travail, ce n'est pas cher, le prix qui lui est payé présentement; un député qui ne le ferait pas bien, c'est trop cher.

Or, qui doit décider quant à celui qui fait bien son travail et celui qui ne le fait pas bien? La population de son comté. Elle est le seul juge de ce député. Je me rappelle les débats de 1970 sur le sujet. Je me rappelle qu'à ce moment-là le débat n'avait pas été très houleux. La tradition était que le gouvernement faisait, par voie de consultations avec les partis, part de ses intentions et les partis disaient ce qu'ils en pensaient. Ce n'est qu'après avoir fait un consensus que le projet de loi venait sur la table, de sorte qu'il n'y avait pas de chicane entre les différents partis pour une raison que je considère valable.

Je trouve que, sur un sujet comme celui-là, le jour où on se trouve du côté du gouvernement et qu'on regarde l'Opposition en face, quand il y a des débats houleux, on a l'impression que l'Opposition va charrier pour des raisons de politiquerie. Quand on se retrouve de l'autre côté, dans l'Opposition, en face du gouvernement, il arrive parfois que la tentation puisse être la suivante, c'est-à-dire de remettre son change à celui qui nous a déjà fait ce qu'on appelle dans notre jargon un "filibuster" en 1974.

Là, cela m'amène à vous parler du débat de 1974, à la veille des Fêtes, alors que j'avais l'honneur de siéger à la droite de l'actuel ministre de l'Éducation et vice-premier ministre. Il était alors le chef de l'Opposition officielle et il y avait six péquistes à ma gauche.

M. le Président, que n'ai-je pas entendu, à l'occasion de ce débat, de personnes qui voulaient en se disant évidemment de bonne foi, repousser

toute tentation! Que cette tentation était donc grande de se servir nous-mêmes, comme le disait si bien l'honorable ministre de l'Éducation d'aujourd'hui. Nous n'avons pas le droit, disait-il, de nous servir nous-mêmes. Là, il charriait. Je m'excuse, M. le Président, je n'ai peut-être pas le langage aussi châtié que l'ex-chef de l'Opposition officielle, mais en mon langage à moi, M. le Président, je vous dis qu'il charriait en pépère! Cela a duré longtemps! Il nous a même obligés, et cela a été la seule fois depuis que je siége en cette Assemblée, à revenir siéger entre Noël et le Jour de l'An, parce que ces messieurs ne pouvaient pas accepter cette augmentation des émoluments des députés que le gouvernement offrait. C'était inacceptable. Il ne fallait pas, pour tout l'or du monde, surtout après que le conseil national eut statué sur la question — bien sûr que c'était plus difficile pour eux, et je le comprends très bien — tenir publiquement des propos qu'ils auraient peut-être eu l'intention de tenir en d'autres occasions.

Ceci étant dit, c'est le genre de "filibuster" qu'on a connu en 1974, pour des raisons politiques — appelons les choses par leur nom, de la politiquerie, c'est comme cela qu'on appelait cela dans le temps, c'est encore comme cela que j'appellerais cela si la même chose se produisait aujourd'hui — surtout après avoir vécu le débat houleux qui a duré longtemps, des heures et des heures de session de nuit, pour empêcher, parce qu'il le fallait, selon le PQ, empêcher cette loi mauvaise d'être adoptée. Jusqu'à la dernière minute, les sueurs, presque des gouttes de sang, coulaient, tellement les gens du Parti québécois voulaient empêcher l'adoption de cette loi! Ils n'ont pas réussi, vous savez bien que la majorité est toujours la majorité et, finalement, la loi a été adoptée malgré eux.

Je ne peux pas m'imaginer quelle sorte de supplice ces gens-là ont dû endurer quand ils ont été obligés de percevoir un chèque avec augmentation. Cela a dû être terrible. Cela a dû être extraordinairement terrible d'avoir une augmentation de salaire qui n'avait pas été voulue par eux, parce que je comprends ce supplice qu'ils ont dû endurer. Je les comprends aussi, après avoir enduré ce supplice pendant quelques minutes, d'avoir encaissé le chèque au plus diable pour être bien certains que le gouvernement ne change pas d'idée, parce qu'ils en avaient besoin, M. le Président. Personne, du côté du Parti québécois, n'a refusé son chèque. Tout le monde l'a pris et on s'en est allé par la suite, en continuant de percevoir son chèque à tous les mois avec l'augmentation.

Je dis, M. le Président, que pendant des jours et des jours on a retenu les députés dans un Parlement qui coûtait, dans ce temps, quelque chose comme \$800 000 à faire fonctionner, pour refuser quelques dollars d'augmentation. Imaginez-vous quelle sorte de logique nous avons en face de nous autres; pour refuser de l'argent, cela coûtait \$800 000 par jour. Finalement, ils l'ont pris quand même. C'est le même monde qui aujourd'hui nous arrive avec la loi 120 et qui tient des

propos exactement contraires à ceux qu'ils tenaient en 1974.

Les six péquistes de ce temps sont là. Ils sont tous là. Aujourd'hui, ils font appel à la compréhension, à la crédibilité, au caractère de respectabilité, etc. Je vous souligne ceci. J'ai pour habitude de dire ce que je pense, j'ai pour habitude de le dire clairement, j'ai pour habitude aussi d'avoir de la suite dans les idées. M. le Président, je n'ai jamais voté contre une augmentation de traitement des députés. Je n'ai pas l'intention de commencer aujourd'hui. Je pense que les électeurs qui nous envoient dans ce Parlement sont capables de nous juger. C'est sans cachette et sans aucune forme d'hypocrisie que je le dis aujourd'hui, comme je le disais il y a un an.

Vous vous appellerez probablement, M. le Président, qu'il y a un an, l'honorable premier ministre avait présenté le projet de loi 100, loi qui avait pour but de geler l'indexation de la rémunération des députés. J'ai voté contre ce projet-là, l'an passé. J'ai engueulé le premier ministre parce qu'il gelait l'indexation des députés. S'il faisait la même chose cette année, je l'engueulerais encore. Cette année le gouvernement a décidé de ne pas geler, mais c'est presque geler, par exemple; à 6%, M. le Président, c'est pratiquement rire de nous que de nous amener cela pour deux ans.

(20 h 20)

Vous savez, on n'est pas plus critiqué quand on fait son travail, quand on le fait bien, quand on fait son possible, quand on fait son devoir; on n'est pas plus critiqué pour utiliser la formule qui existait dans la loi, ce qui aurait voulu dire 7,5% cette année ou environ. Ceux-là qui sont critiqués, ce sont ceux qui ont peur de la vérité, ceux qui ont peur de faire face à la musique, ceux qui voudraient que ce soient les autres qui décident à la condition que ce soit à la hausse, bien entendu. Je pensais qu'en 1974, nous avions réglé le problème une fois pour toutes. Il y a eu, parce que c'était la fin de la session, une erreur dans la loi de 1974. L'indexation qui était prévue aurait dû être prévue uniquement pour le salaire de base d'un député, ce qui aurait eu pour effet de ne pas retoucher à cela inutilement et ce qui aurait eu pour effet d'éviter d'augmenter l'écart qui a considérablement augmenté, raison pour laquelle justement, l'an passé, le premier ministre a gelé les salaires, ou les revenus, parce que ce ne sont pas des salaires. Cela était peut-être une erreur, mais c'est arrivé en fin de session, comme c'est encore actuellement en fin de session. Nous risquons peut-être, encore une fois, M. le Président, d'être obligés d'y revenir, parce qu'il n'y a pas eu de consultation suffisante, en tout cas, avec tous les membres de l'Assemblée avant de nous amener cela, de sorte qu'un projet de loi comme celui-là, qui n'est pas adopté à l'unanimité, risque toujours de rebondir, de revenir.

M. le Président, je n'irai pas jusqu'à utiliser le discours que faisaient les péquistes en 1974, parce qu'ils n'ont rien réglé en faisant ce genre de discours. Nous n'avons pas de leçon à recevoir du

Parti québécois — et nous n'en avons pas, en 1974, à recevoir d'eux — quand il s'agit de penser au salaire des petits salariés. En cette Chambre, pour bien se faire comprendre de ceux qui nous écoutent, il y a des lois et tout n'est pas discuté en même temps. Chaque chose en son temps, mais cela ne nous empêche pas de dire que nous croyons — je n'irai pas aussi loin que de dire: Faites ceci et faites cela avant d'ajuster le salaire des députés; non, je ne ferai pas cela — que nous devrions faire ajuster d'une façon raisonnable les barèmes des assistés sociaux qui en sont encore à un "test" de loyer de \$85 par mois. Je vais vous dire cela. Je vais vous dire également, puisqu'on parle d'augmenter les traitements, qu'il y a des fonctionnaires aussi qui sont là dans le décor et qui attendent pour savoir ce qui sera fait pour eux. On a le droit de penser à ces gens et c'est notre devoir de le faire.

Il y a des étudiants qui ont des problèmes et ils en ont soulevé. Ils n'ont peut-être pas raison sur toute la ligne, mais ils ont raison en grande partie, en tout cas pour ce qui concerne leurs problèmes de prêts et bourses. Cela aussi, cela veut dire un besoin d'ajustement. L'indexation de l'impôt qui a été promise, bien sûr, par le Parti québécois, nous ne la voyons pas. Il serait bon, au moment où on parle de choses qui nous intéressent, nous, sans hypocrisie et sans en faire une condition sine qua non, que l'on fasse part à cette Assemblée qu'il y a des employés du gouvernement, des petits salariés du gouvernement qui ont des besoins aussi. Peut-être que le gouvernement devrait avoir une oreille plus tendue. Ces gens ne comprennent pas pourquoi, du côté gouvernemental, on leur parle de geler les salaires vers les années quatre-vingt ou encore les espèces de clauses qu'on leur promet. Les petits salariés de l'État — les autres aussi, mais les petits sont encore plus mal pris que les autres — ceux qui travaillent autour de nous ont, eux aussi, des besoins et des droits légitimes. Eux aussi, ils doivent payer l'augmentation du coût de la vie. Eux aussi, ils doivent payer l'augmentation de la facture d'électricité. Des gens qui gagnent \$10 000 ou autour de ce salaire, qui travaillent pour le gouvernement, je pense, méritent qu'on s'attarde un peu à leurs problèmes et méritent mieux, en tout cas, que ce que le gouvernement leur laisse entendre.

Nous avons connaissance de problèmes qui se situent à ce niveau. Nous avons des gens qui nous font part de ces problèmes régulièrement. Je ne donnerai pas de noms, bien sûr, parce que ces gens sont dans certains cas, en tout cas, si peu bien traités que je ne voudrais pas qu'ils soient maltraités.

Je vais alors conserver mes sources de renseignement. Mais il reste qu'il y a un malaise qui est évident aussi dans la population, pour les citoyens à faibles revenus. Ces gens, M. le Président, ont besoin que l'on parle d'eux et que nous ayons des lois, des réglementations, des décisions gouvernementales les aidant eux aussi, à partir du 1er janvier 1979, à boucler leur budget familial.

Les députés le boucleront peut-être un peu mieux avec la clause du 6%. Mais, M. le Président, je dis que cette loi, c'est par principe que je vais voter pour, parce que je ne vote pas contre mes idées et je n'ai pas l'habitude de voter à l'encontre de mon idée. Je n'ai jamais refusé d'augmentation de salaire et ce n'est pas à mon âge, même si je suis encore très jeune, ce n'est pas à mon âge que je vais commencer ces mauvaises habitudes. Pardon?

Le Vice-Président: Je ne pourrai pas augmenter votre temps.

M. Samson: M. le Président, je m'excuse si mon temps est terminé. Je vais tenter de conclure, même si je suis persuadé que mes collègues ministériels seraient bien intéressés à en savoir plus. Vous voyez, M. le Président, l'intolérance vient encore de se manifester. Ils ont dit non au moment où je viens de leur dire que je vais voter pour leur loi. C'est fort, M. le Président. Comment voulez-vous qu'ils me tolèrent quand je les engage et que je vote contre leurs lois? Je vais voter pour cette loi, M. le Président, parce que c'est un moindre mal. Mais cela ne règle pas le problème. Le problème va revenir et je dis que le gouvernement aurait dû avoir le courage, quant à revoir la Loi de la Législature, de le régler une fois pour toutes. Là, c'est encore un cataplasme sur une jambe de bois qu'on a là. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Un instant. Vous êtes quatre et il y en a deux du même parti. M. le député de Joliette-Montcalm, M. le député de Roberval, M. le député de... Attendez un peu. M. le député de Pointe-Claire. D'accord? Bon. Nous recommençons ensuite.

M. le député de Joliette-Montcalm.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Merci, M. le Président. M. le Président, c'est la première fois que j'ai à me prononcer ou à voter pour une augmentation de traitement. J'ai eu surtout l'habitude, par le passé, de les négocier. J'en ai négocié beaucoup plus pour les autres que pour moi-même. Cependant, M. le Président, je me rends compte que, dans le secteur public, quand un organisme a à se voter une augmentation de traitement, c'est un peu le contraire du secteur privé qui se produit, en ce sens qu'on est porté dans nos discussions à aller fixer les minimums, alors que dans le privé on est plutôt porté à aller chercher les maximums.

C'est bien évident qu'on aurait eu le choix entre perpétuer le gel de l'an dernier ou purement et simplement ne poser aucun geste, ce qui aurait eu pour effet de donner plus que les 6% proposés dans ce projet de loi. Mais je n'ai pas l'intention de discuter sur les 6%. Il y a un principe qui me plaît énormément, c'est le principe de la réduction des écarts à l'intérieur du projet de loi qui est déposé devant nous, en ce sens que la loi qui existait

depuis 1974 contribuait à accentuer les écarts entre les mieux payés, à savoir tous ceux qui détiennent des postes ou des titres, et les autres.

Je me souviens, l'an passé, des grandes envolées du député de Johnson, en particulier là-dessus, qui disait: C'est bien beau geler les salaires, puis écouter les ministres dire qu'ils gèlent les salaires, mais il y a des députés dans cette Chambre qui gagnent moins cher. Je le relisais encore tout dernièrement et je me disais: Cette année, à ce moment-ci, la proposition qui est devant nous par le projet de loi, c'est une augmentation du salaire des députés, un gel des indemnités jusqu'au moment où les deux combinés rejoindront le salaire actuel des ministres ou tous ceux qui ont des titres, que ce soit dans l'Opposition ou au parti au pouvoir. Cela me paraît important comme principe de base, la réduction des écarts, au niveau des gens qui travaillent dans cette Chambre.

Bien souvent, un simple député qui prend son travail à cœur peut avoir autant d'heures de travail dans une semaine que ceux qui ont des titres. Il s'agit d'un engagement personnel. Le député de Saint-Jacques, leader parlementaire, disait cet après-midi qu'il répéterait les phrases qu'il avait dites en 1974 concernant le fait qu'il y a des députés qui travaillaient moins les uns que les autres; le chapeau va à celui qui se sent visé. Je veux dire: Si tu ne te sens pas visé par une insulte, tu laisses passer. Si t'es vraiment engagé, si vraiment tu fais ton travail, tu ne te sens pas visé par une telle chose, parce que tu sens très bien que tu reçois ton traitement parce que tu le mérites.
(20 h 30)

M. le Président, est-ce que je pourrais savoir si le député de Shefford, qui n'est pas à son siège, a une question à me poser? Je pourrais lui répondre.

M. Verreault: Je n'aurais pas de réponse de toute façon.

Une voix: Il n'est pas à son siège.

M. Chevette: M. le Président, on se permet de faire des distinctions entre la négociation de la fonction publique, ou la négociation comme telle, et une loi qui fixe une indemnité de 6% par année. Je dois vous dire qu'il y a une marge énorme. Tout d'abord, dans toute négociation, il y a une augmentation minimale rattachée à l'échelle de traitements qui peut varier entre 5%, 6%, 10% et 15%, selon les années, les conjonctures et le rattrapage qu'on a à faire. Il y a aussi les échelons d'expérience qui, dans une échelle de traitements, viennent ajouter au salaire de base. Il y a également des formules d'indexation ou des clauses de rattrapage, des clauses de conservation de pouvoir d'achat qui aussi s'ajoutent à cela. Je n'ai pas compris la loi qui est devant nous comme étant une clause comparable à une convention collective, loin de là. C'est une clause qui vise expressément à corriger le défaut que comportait la loi 87 de 1974 qui, elle, s'apparentait exactement à une clause d'indexation "à large", c'est-à-dire

que, si le coût de la vie augmente de 12%, tu as 12%, s'il augmente de 15%, tu as 15%.

La loi dit: Tu as jusqu'à un maximum de 6%, mais si l'augmentation du coût de la vie était de 3%, elle sera aussi de 3%. C'est tout simplement une clause qui vise essentiellement à conserver le pouvoir d'achat du député. Pas un cent de plus. Si on lit attentivement la loi, c'est exactement ce que cela vise: Conserver le pouvoir d'achat. Comme on ne l'a même pas eu l'an dernier, on n'a pas un gros pouvoir d'achat à conserver cette année.

Je peux vous dire aussi qu'il faudrait peut-être en profiter un peu pour démystifier le salaire du député. D'abord, il y a beaucoup de personnes parmi la population qui ne savent même pas ce que gagne un député. Je suis certain que des gens s'imaginent qu'on gagne des \$50 000, \$60 000, \$70 000. Plusieurs personnes parmi la population s'imaginent que quand on va déposer la couronne mortuaire, le jour du Souvenir, on va poser le geste pour la caméra, point final. Personne ne se doute que c'est le député, dans son milieu, qui paie la somme de \$45 pour aller déposer la couronne. Dans plusieurs milieux, dans les petites municipalités on croit que quand le député achète des billets pour les cinq duchesses, c'est payé par l'État. C'est peut-être bon qu'on dise à la population que c'est payé à même l'indemnité fixée par l'Assemblée nationale.

Pour répondre au député de Rouyn-Noranda — cela me surprend qu'il ne l'ait pas dit — quand on se met à comparer des salaires, on doit comparer aussi les dépenses inhérentes à une fonction. Je pourrais avoir besoin d'un salaire de \$15 000 si, tous les soirs, je suis à 16 heures chez moi, si je n'ai plus à sortir, si je n'ai plus aucune dépense à faire, si je n'ai pas de gardienne à payer, si je n'ai pas de dépense à faire à l'extérieur. Cela, il faut aussi le dire à la population. Il y a des dépenses inhérentes à une fonction. Personnellement, je n'ai aucune honte, à 80 et 90 heures par semaine, à toucher le salaire que je touche, parce que mes dépenses inhérentes... Même s'il y a ces petits \$500 ajoutés aux \$7000, cela ne réussit même pas pour un député actif... Vous le savez, vous de l'Opposition, et peut-être même que dans certains cas vous avez à faire encore plus de déplacements si vous voulez couvrir l'ensemble des comtés du Québec. Vous savez combien les dépenses inhérentes à une fonction sont dispendieuses, absolument! Il ne faut pas avoir honte d'expliquer cela à la population. C'est de cette façon que j'ai pris cette loi. Elle m'a fourni l'occasion de dire aux gens ce que c'était.

Vous ne pouvez pas me rappeler ce que j'ai dit en cette Chambre, c'est la première fois que je parle sur une telle loi. J'ai au moins la possibilité de parler en paix sans me faire rapporter des petits bouts. Je le dis en étant très à l'aise, parce que la population en général ne sait vraiment pas ce que sont les dépenses inhérentes et ne sait vraiment pas exactement ce qu'un député gagne, elle ne sait vraiment pas ce qui est payé; de sorte que si on le lui dit jamais, tout le monde continuera à traîner le mythe que les députés voient

l'argent leur passer chaque bord des oreilles. C'est faux. Il y a beaucoup de paroles qui nous passent chaque bord des oreilles, mais très peu d'argent. D'autant plus que de plus en plus les moeurs politiques, avec la loi 2, et tout ce qu'on met comme cran d'arrêt, aujourd'hui, on a des députés bien encadrés dans un régime qui provoque l'honnêteté de tout le monde. On peut oeuvrer en toute sagesse, on n'a plus de problème. Cela prend des déclarations officielles.

Plus que cela, pour ce qui nous concerne, on a même un code d'éthique qui réglemente tous nos avoirs pour éviter les conflits d'intérêts. Je trouve que le projet de loi qu'on a devant les yeux, qui sera voté en deuxième lecture ce soir, je l'espère, démontre une volonté de mettre fin à une escalade effrénée, démontre une volonté de réduire les écarts entre les mieux nantis et les moins bien nantis.

Cela démontre aussi, cependant, une volonté de ne pas jouer aux puristes, de ne pas faire l'ange gardien ou jouer au grand bonhomme qui veut se servir de son titre pour influencer. Si j'étais de la fonction publique et que je voyais 6% tels que décrits là, je ne penserais pas que cela va avoir une incidence sur la fonction publique, contrairement à ce qu'on a entendu en cette Chambre tantôt. À écouter le chef de l'Union Nationale, c'est effrayant comme il est devenu vertueux. Si je compte bien, je me trompe peut-être, mais j'ai calculé ce que représentaient l'augmentation des députés et l'augmentation de \$500 pour l'indemnité. Je crois que le tout monte à \$244 000. Le chef de l'Union Nationale croyait à la multiplication des pains parce qu'il voulait régler le sort de tous les méfaits du monde avec \$244 000, au lieu de nous permettre d'accomplir notre travail et de régler des problèmes pour une somme beaucoup plus considérable que celle qu'il mentionnait tantôt.

Pour permettre aux autres députés d'intervenir, je m'arrêterai en invitant l'ensemble des députés de cette Chambre à voter pour cette loi qui est, à mon sens, loin d'être exagérée, qui ne crée pas du tout d'affront à ceux qui viendront en négociations avec l'État, puisque ce n'est pas du tout le même patron. On a l'odieuse de se voter une augmentation de traitements, ici, on aura la responsabilité de négocier en bons patrons avec nos employés. Ce sont deux choses différentes. Les moutons avec les moutons, chaque chose en son temps. Merci.

Le Vice-Président: M. le député de Roberval.

M. Robert Lamontagne

M. Lamontagne: M. le Président, je me souviens que, personnellement, dès mon élection le 29 avril 1970, et dans les premiers jours qui ont suivi mon entrée comme jeune parlementaire dans cette Assemblée nationale, j'avais trouvé que la description qu'on m'en avait faite au préalable ne correspondait pas tout à fait à ce que je retrouvais ici même. Depuis que je suis à l'Assemblée nationale et ce soir encore, j'ai toujours porté un

intérêt particulier tant au rôle du député qu'à celui de l'Assemblée nationale en général. J'ai été, pour ce faire, fort privilégié, puisque, en 1973, le premier ministre, M. Bourassa, m'avait alors confié la charge que vous occupez actuellement comme vice-président de l'Assemblée nationale. Le député de Laval d'aujourd'hui, ex-président de l'Assemblée nationale, avait, comme vous le savez tous, essayé, dès 1970, de revaloriser tant le rôle du député que celui de l'ensemble de l'Assemblée nationale. À partir de 1970, on a vu un train de mesures bien importantes pour le bénéfice des députés et pour l'ensemble du parlementarisme québécois naître et, en fait, se multiplier au cours des années.

Au début de mon mandat comme vice-président de l'Assemblée nationale, le président d'alors, Me Lavoie, le député de Laval, m'avait demandé de collaborer avec lui, pour essayer de regarder et d'améliorer tout ce qui touchait l'ensemble des députés, tant à l'Assemblée nationale qu'à l'extérieur. Nous avons donc porté une attention particulière à cette question et, en 1974, le président de l'Assemblée nationale recommandait à la régie interne du gouvernement la création d'une commission et cela, comme le chef parlementaire du Parti libéral l'a mentionné tout à l'heure, à la suggestion unanime de tous les députés.

(20 h 40)

Ce travail qu'on a ici, qu'il est bon de relire, pour ceux qui veulent parler véritablement du rôle du député, a été rédigé, préparé par une personne à qui on rend un hommage posthume, malheureusement. Mais peut-être qu'un des hommages qu'on aurait pu lui rendre de son vivant aurait été de respecter au moins les opinions qu'émettait M. Jean-Charles Bonenfant dans le rapport qu'il nous a présenté.

Mais, c'est là qu'arrive une situation, M. le Président, où on a la différence entre... je ne sais pas trop si c'est entre un programme ou des engagements, des promesses. Mais c'est là qu'on a vu la différence entre des parlementaires et ceux qui ne le sont pas. Je sais que dans cette Chambre, actuellement, il y a des députés du Parti québécois — comme le député de Vanier, qui est un membre du conseil national du Parti québécois qui ont recommandé aux parlementaires de ne pas voter d'augmentation, tout à l'heure, aux députés. Sans aucun doute viendra-t-il nous dire ce soir pour quelle raison il change d'idée.

Mais, en même temps, lorsqu'on parle du rôle du député, qu'on cherche véritablement à le revaloriser, on fait confiance un peu à ceux qui sont d'abord des parlementaires. On les a crus de bonne foi, lorsque nous étions au gouvernement. J'ai, pour ma part, tellement travaillé à ce chapitre-là, et il était vraiment déprimant de voir des gens qu'on retrouve encore ici ce soir se renier publiquement. Les six ministres qui étaient les six députés ont dû renier publiquement leurs paroles, renier publiquement leurs discours d'une journée à l'autre. Lorsqu'on parle du rôle du député, il est peut-être bon de savoir ce que les six ministres

pensaient, par exemple — je ne pourrai pas nommer tous les députés — mais on va dire — vu que le député de Joliette-Montcalm vient de parler ce que les six ministres pensaient des adjoints parlementaires.

L'adjoint parlementaire a un rôle que je considère personnellement très important. J'en ai traité moi-même dans un mémoire: Rapport du comité sur le rôle du député, que j'avais produit le 26 juin 1975, dans lequel je traite du rôle de l'adjoint parlementaire. Nous avons actuellement huit adjoints parlementaires. Nous allons essayer, M. le Président, de les identifier pour savoir, pour les fins de la télévision, qui ils sont et ce que d'autres pensent d'eux. D'abord il y a M. de Bellefeuille, député de Deux-Montagnes; M. Maurice Martel, député de Richelieu; M. Réal Rancourt, député de Saint-François; M. Richard Guay, député de Taschereau; Mme Denise Leblanc, député des Îles-de-la-Madeleine; M. Gilles Grégoire, député de Frontenac; M. Guy Chevrete, député de Joliette-Montcalm; M. Jean-François Bertrand, député de Vanier. Tous huit adjoints parlementaires. Lorsqu'on dit ce qu'on vient d'entendre ce soir, ou bien on n'a pas de suite dans les idées ou bien on se renie continuellement, parce que les écrits, cela reste, et il faut savoir cela. Même si on est du Parti québécois, on n'a pas le droit de changer sa chemise tous les jours comme cela. Cela n'a toujours bien pas de bon sens. La télévision est là. On va mentionner ce que M. Jacques-Yvan Morin, ministre de l'Éducation, pense des adjoints parlementaires. C'est assez important de le savoir, parce que c'est le vice-premier ministre du Québec. On va vous mentionner cela, ce ne sera pas long. M. Jacques-Yvan Morin: "La fonction d'adjoint parlementaire, nous la maintenons pour la forme, parce que cela fait plaisir à un certain nombre d'individus d'être adjoints parlementaires."

L'opinion de M. Burns, ex-leader du gouvernement, ministre d'État à la réforme parlementaire et électorale. Vous m'excuserez si, des fois, je peux même pouffer de rire tellement c'est épouvantable de prétendre aujourd'hui qu'on est sérieux et qu'on ait pu, à un certain moment, dire des choses comme celles-là.

Des voix: ...

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lamontagne: "Le sens de la motion du chef de l'Opposition — qui était, à ce moment-là, M. Jacques-Yvan Morin — est justement de diminuer cette espèce de priorité qu'on accorde à l'endroit d'un certain nombre de députés choisis à qui on a accordé un prix de consolation; les huit députés, des prix de consolation. Je trouve — c'est toujours M. Burns qui parle, votre ministre d'État à la réforme parlementaire et électorale — qu'au contraire l'existence même du poste d'adjoint parlementaire est un élément de découragement pour les députés qui sont des simples députés."

Une voix: C'est vous autres.

M. Lamontagne: Je continue l'opinion de M. Burns, un gars qui a joué un grand rôle dans la revalorisation du rôle du député: "Je sais fort bien qu'il y a des simples députés ministériels — vous autres — qui sont frustrés de cette situation." Là, je passe parce que je fais des petits résumés seulement.

Une voix: Chevette, Bertrand...

M. Lamontagne: On va mentionner celui qui a présenté la loi aujourd'hui, le leader du gouvernement. Je pense qu'il est important maintenant de connaître l'opinion de cet homme qui est vraiment l'appui même de tous les députés, ministériels surtout. Mon Dieu, excusez-moi! Je ne sais pas si c'est antiparlementaire, M. le Président, je vais vous le mentionner quand même: "À mon avis, de pareils postes — les huit postes; M. le député de Vanier, votre poste, par exemple — d'adjoints parlementaires ne sont que des fioles politiques pour des gars qui n'ont pas été capables de se faire nommer ministres." C'est l'opinion que vous avez de vous-mêmes de l'autre côté.

M. Bertrand: M. le Président...

M. Lamontagne: Je n'ai pas terminé.

M. Bertrand: Question de règlement.

M. Lamontagne: M. le Président, je ne fais que citer le Parti québécois.

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Il y a une question de règlement par M. le député de Vanier.

Une voix: Ce n'est pas une question de règlement, c'est une démission.

M. Bertrand: Question de règlement en vertu de l'article 100. Est-ce que le député de Roberval me permettrait une question?

Le Vice-Président: M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: Voyons donc! Oui.

Le Vice-Président: S'il vous plaît, à l'ordre!

M. Bertrand: M. le Président, pour que la population ne soit pas induite en erreur inutilement par le député de Roberval, il serait peut-être bon que le député de Roberval nous dise si ces propos sont les propos qui étaient tenus par des députés au moment où ils étaient dans l'Opposition et adressés, si ma mémoire est bonne — à moins que je ne me trompe — à cette époque, aux députés libéraux qui se trouvaient en face. Est-ce que c'est exact?

Ma deuxième question: Est-ce exact...

M. Lamontagne: M. le Président, je n'accepte pas de question.

M. Bertrand: ... que le whip adjoint du Parti libéral gagne le même salaire qu'un...

Le Vice-Président: À l'ordre! M. le député de Vanier. M. le député de Roberval n'accepte pas de question.

M. Lamontagne: Je voudrais rappeler au député de Vanier que, lorsqu'on est parlementaire, qu'on soit ou non dans l'Opposition, nos propos ne doivent pas changer comme ceux qui changent ce soir.

Du côté du leader du gouvernement actuel, il y a une citation que je cherche et qui est assez savoureuse; ce ne sera pas long parce que franchement je trouve tellement qu'il a une haute opinion des adjoints parlementaires. Ah oui! C'était M. Charron également: "Les adjoints parlementaires, ce sont des incapables qui ne seront jamais ministres." En terminant là-dessus — je ne veux tout de même pas mentionner cela — M. Charron, leader du gouvernement, prétend qu'il s'agit de prix coco. (20 h 50)

C'est là l'histoire du parlementarisme, tel que vu par le Parti québécois au cours de l'année 1974. L'an passé, le premier ministre du Québec a présenté la loi 100 pour geler le salaire des députés. Vous avez dû remarquer que, cette année, la loi 120 était également au nom du premier ministre du Québec, et qu'il a fallu une motion pour enlever le nom du premier ministre de cette loi. Ce qui me fait dire — évidemment, c'est là une opinion très personnelle — que le premier ministre serait pour les gels et non pas pour les augmentations. Les augmentations, il les laisse à eux autres, parce que vous savez, le premier ministre, sa réputation se fait de jour en jour. Ce n'est jamais sa faute, et ce n'est certainement pas lui qui va venir sauver un de ses ministres lorsqu'ils vont être mal pris. Soyez-en assurés.

Ce qui est malheureux, aujourd'hui, c'est de nous présenter une loi de diminution. Je ne voudrais pas reprendre toute l'intervention du chef parlementaire du Parti libéral mais, encore là, on essaie de nous montrer que c'est la faute aux autres. Que c'est donc malheureux! On est pris et on est mal pris. Il faut absolument augmenter les salaires des députés, à cause de l'Opposition. C'est ce que le leader du gouvernement a essayé de nous prouver.

Qu'on dise donc honnêtement, que le leader du gouvernement nous le dise, cela aurait dû être le premier ministre d'ailleurs: Je propose aujourd'hui une augmentation de 6% à l'ensemble des députés. Comme vous le savez, l'an passé, j'ai fait un gel. Cela nous fait donc 6% en deux ans. Il m'apparaît que ce soit raisonnable. Or, c'est rigoureusement raisonnable, quant à moi.

Cependant, c'est l'art de présenter les choses. Quand on commence, il l'appelle loi de limitation. Ce n'est pas une loi de limitation, c'est une loi d'augmentation. Cela finit là. Appelons les choses par leur nom. Cette idée de toujours vouloir se

cacher derrière un arbre ou derrière un autre. C'est une loi d'augmentation de 6%. Est-ce que je trouve cela raisonnable, moi, le député de Roberval? Je trouve cela très raisonnable. Quand on connaît véritablement le rôle du député, on trouve cela raisonnable.

J'aurais honte d'être parlementaire et d'avoir dit de telles choses dans ce parlement, d'avoir dit qu'Untel, parce qu'il a tel rôle, c'est un imbécile; qu'un autre, c'est un incapable. Les adjoints parlementaires ne seront jamais capables d'être nommés ministres. Ce sont ces six personnes, aujourd'hui, qui gouvernent le Québec, des prix coco. On ne voudrait pas qu'on le leur rappelle. On dira que ces gens... comme le député de Joliette-Montcalm — je ne sais pas si c'est à lui, le prix coco, ou à un autre — le disait tantôt, quand, il précisait: Je n'étais pas ici. Étiez-vous dans le Parti québécois en 1974? Vous devez être rigoureusement d'accord avec ce qui s'est dit par vos députés et ministres. C'était impardonnable. Lorsqu'un Parlement comme le nôtre a comme tâche de véritablement revaloriser le rôle du député, on ne pardonne pas à ceux qui, déjà, ont dit, avant nous de telles choses et surtout si ce sont ceux qui nous gouvernent aujourd'hui et qui, en plus, ont le front de présenter eux-mêmes un tel projet de loi. Au moins, moi, je tomberais malade pendant ces trois journées. J'aurais au moins la décence de ne pas être ici. 6%, c'est raisonnable, c'est normal.

Mais on se demande comment vous allez faire pour voter vous-mêmes pour votre propre projet de loi, alors qu'en 1974 une augmentation raisonnable proposée par M. Jean-Charles Bonenfant, d'un comité extérieur, a été refusée par le Parti québécois. Il y a des choses qui ont besoin d'être dites, parce que là vous étiez au pouvoir, vous nos bons ministres; vous savez, le bon gouvernement, les bons ministres. M. le Président, par exemple, le leader du gouvernement a accepté une petite augmentation de \$13 000 en deux mois. Entre M. Paul Phaneuf, ministre responsable du haut-commissariat, et M. Claude Charron, leader actuel du gouvernement, en l'espace de deux mois, il y a \$13 000 de différence.

N'importe qui au Québec accepterait d'être gelé de salaire après avoir été augmenté de \$13 000. Il ne faut pas prendre les gens pour des imbéciles. Je ne vois rien de plus frauduleux que de s'augmenter et, après, de faire semblant de se geler. Et le premier ministre de dire: Vous savez, on a décidé, nous les ministres, de geler nos salaires. Il faudrait que je dise quelle augmentation vous avez acceptée. M. le Président, une augmentation de salaire, je vote pour cela, c'est raisonnable. On n'a pas besoin de faire un charriage comme le Parti québécois qui a toujours dévalorisé l'Assemblée nationale et le rôle du député. Aujourd'hui, ils sont poignés avec la patate chaude. Bien sûr. Effrontés que vous êtes! M. le Président, j'espère que quelqu'un dans le gouvernement actuel viendra au moins, pour les fins du journal des Débats, dire autre chose sur le rôle des adjoints parlementaires que j'ai mentionné tout à l'heure, dire autre chose que ce qui s'est

dit par le Parti québécois sur le rôle du député, ministériel ou autre.

Aujourd'hui, comme d'autres avant moi l'ont mentionné, alors que le Québec plus que jamais a besoin de l'ensemble des députés, soient-ils dans l'Opposition, ministériels ou indépendants, tout le monde a un rôle prépondérant à jouer ici à Québec. Je comprends qu'il n'est pas facile de parler de ses propres salaires. Mais, quand on a semé le vent, il faut s'attendre un peu de temps en temps à récolter la tempête. M. le Président, quant à moi, comme député de Roberval, je vais voter pour ce projet de loi, mais j'espère que le Parti québécois aura reçu une leçon dont il se souviendra.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Merci, M. le Président. Lorsque le bill 100 a été présenté l'année passée, j'ai voté contre le gel du salaire des députés, parce que j'ai trouvé moi-même, personnellement, que c'était un acte d'hypocrisie comme je n'en avais jamais vu. Quand le premier ministre de cette province, alors que nos ministres étaient les plus payés au Canada — on sait que le premier ministre de la province de Québec était payé \$20 000 de plus que son homologue en Ontario — a dit: Nous avons besoin maintenant de geler les salaires des simples députés, j'ai trouvé impossible de le supporter par mon vote. Cette année, Mme le Président, je vais changer d'idée parce que ce projet de loi accepte au moins quelques principes de base. Il accepte au moins que les députés doivent avoir des augmentations qui au moins vont essayer de garder leur salaire, leur pouvoir d'achat à un niveau acceptable. Je suis totalement contre le concept de l'indexation et cet exemple de restriction dans une période comme on en passe une maintenant est raisonnable et très acceptable, sauf que nous avons besoin d'examiner de plus près quelques réalités de ce projet de loi. (21 heures)

Nous avons vu, Mme le Président, que le gouvernement suggère que les augmentations des indemnités à part celles qui sont payées à tous les députés vont être moins augmentées que les autres. Mais en même temps, on voit que le premier ministre qui est le mieux payé au Canada va avoir quand même une augmentation de salaire d'à peu près \$3500. On voit aussi que les députés de cette Chambre, les ministres de cette Chambre qui ont soulevé une période au Québec qui a peut-être été dans le domaine du climat social politiquement et économiquement la pire de l'histoire du Canada et du Québec sont encore les mieux payés au Canada.

Madam President, I find it totally incredible. It is almost reprehensible to suggest in this project of law that the government is being restrained because the restraint is again being paid by the back-benchers and the members of the Opposition. Again, we are seeing the most highly paid members, ministers and the premier of this province, the most highly paid in Canada taking an

increase in salary. We saw at least, in the last year of the Bourassa government, that the ministers and those who are receiving additional indemnification froze that section of their salaries when the indexation was applied. I could respect this in this government this year and a group of ministers who have obviously performed so badly to have accepted at least a freeze of their additional indemnification taking only that salary increase of 6% that the other members of this House are being entitled to would have demonstrated some humility for the particularly poor job that they are doing as ministers of the Crown in this province.

Still, Madam President, I have to support this law. Again, I repeat I am strongly opposed to the principle of indexation. Obviously, if we continue indexing, we continue to build in an uncontrollable inflationary spiral which at least people responsible in the Legislature should be the first to demonstrate restraint. As well, if we are going to ask the people who are working for the government, "la fonction publique", to restrain their demands in this coming year, the example must be established, first of all, in the National Assembly. And to say that in 1978 that we had a freeze on our salary is incorrect, because with Mr Parizeau's budget we actually had a reduction in our salaries because of the increased tax level at the level of income that we were receiving, albeit that small.

Of course, 3% per year over the last two years, if this could be transposed to the civil service and if the private sector would begin to recognize that this kind of rate of inflation we might be able to manage I would feel that this particular piece of legislation would be a very effective tool. However, there are two areas of weakness that I would like to bring to your attention, and I want to speak very seriously about it although the minister responsible for the bill is not paying very much attention as usual. He would rather discuss other things. But the two areas of weakness that I find are, first of all, the tax-free allowances.

Obviously ministers and people with additional indemnification amongst the members of the Parti Québécois sitting in this House, who have never in their life seen this much money in income, will not notice the fact that the \$7000 tax free allowance is inadequate to cover expenses. I would like to suggest frankly that expenses in excess of the \$7000 at least be allowed to be deductible and with the \$500 increase, I would still contend that those expenses that can be demonstrated in excess of the \$7000 allowance should be deductible. I would also like to speak to travelling expenses.

Obviously, we are very favoured in getting a railroad pass and those who travel by train are advantaged because they have no traveling expenses and are still paid the indemnification for the millages that they travel. Those who travel by car are paid an allowance which will at least cover the cost of that kind of travel; however, those of us, and they are many in this House, who are required to fly by air are disadvantaged by this area

of expense because obviously it is more expensive to fly than it is to drive and, therefore, that kind of indemnification should be accepted as a part of our increase.

I want to speak to this Bill very seriously — I know that the minister of Labour takes his business relatively seriously when we know that with his new regulation concerning A, B and C who is jeopardizing about 27 000 jobs including the figure changes that he throws at me — but I am trying to speak seriously to bill 120.

I would like to close in saying that this is relatively responsible legislation. I say "relatively responsible" because it is still hiding a truth. The truth is that we are voting ourselves an increase in salary and an increase in salary which is more than reasonable, 3% per year over the past two years. The truth is that we are still voting an increase, for our ministers, our premier and those who receive other indemnifications, which is excessive. It is excessive because of the fact that it exceeds norms paid to every other governmental level in this country. I think that if this government were really enacting legislation which, according to its descriptive term, will restrain the costs associated with the Legislature, they would not be simply reducing the rate of increases of their ministers and the premier and "adjoints parlementaires", speakers, etc., they would be reducing these amounts so that they were more in line with those salaries paid to similar legislators in other provinces in this country.

It is two sets of rules: those who are making the decisions are living a fat and comfortable increase and those who have to accept the decision are getting exactly what they choose to give us, 6%. That is the reality of this bill. This is perhaps the schizophrenia of this present government, that puts on the face of being restrained and still is abusive.

I will vote for this bill. I think my friend, the member for Westmount, also contends that there is a discrimination in the pension plan for those who are single versus those who are married.

M. Springate: That is right!

M. Shaw: I happen to be married! I will terminate in saying that I think the people of the province of Quebec are dissatisfied enough with the performance of this Government that they feel that any increase that is paid to anybody here is not worth a nickel. Thank you.

(21 h 10)

Mme le Vice-Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Fernand Grenier

M. Grenier: Mme le Président, pour faire faux bond, comme on a l'habitude de dire: je n'avais pas l'intention de parler, moi j'avais nettement

l'intention de parler; il était déterminé chez nous que je parlerais sur ce projet de loi.

M. Godin: Brièvement!

M. Grenier: Non, pas brièvement, je vais prendre tout mon temps, autant que possible. Je vais prendre tout le temps qui m'est alloué, probablement, si j'en ai besoin.

Nous avons affaire à un projet de loi qui nous revient à chaque année, toujours au cours du mois de décembre, c'est le cadeau de Noël. En 1974, il arrivait le 20 décembre, l'an passé c'était le 22 décembre et, cette année, un peu plus tôt, le 12 décembre. Avec ce projet de loi, nous venons discuter, sur la place publique, de notre salaire. Il n'y a pas beaucoup de gens qui font cela, cela n'arrive pas à beaucoup de monde dans les autres groupes de la société. Mais nous avons cela! Il faut justifier notre salaire devant la population et, cette année, nous le faisons devant les écrans de télévision, c'est encore mieux! Il y a encore plus de monde qui va avoir des choses à dire sur notre salaire.

D'abord, Mme le Président, je dois vous dire que si j'étais dans mon métier d'enseignant, à la polyvalente de Lac Mégantic ou dans un collège privé, comme où j'étais avant, j'étais un professeur avec 19 années de scolarité et 18 années d'expérience, cela me donnerait un petit peu plus de \$30 000 par année. Un enseignant, chez nous, à mon niveau, avec mon expérience et ma scolarité, gagne \$2000, \$3000 ou \$4000 de plus que moi. Il n'y a rien de bien excitant là-dedans. On l'a dit tout à l'heure, il est bon de le dire devant les gens qui sont témoins ce soir — on est encore dans la soirée, on va arriver dans la nuit, ce ne sera pas long — parce que les gens ne savent pas ce que nous gagnons.

Le salaire d'un député est de \$27 800 par année. Il commence à y avoir pas mal de gens qui gagnent plus que nous. Quelqu'un a effleuré tout à l'heure le sujet des \$7000 alloués pour les dépenses qu'un député est appelé à faire dans un comté. Si on est un député de comté rural, on peut lancer des jérémiades pendant deux heures de temps ce soir, chacun trouve qu'il en fait plus que l'autre, on trouve qu'on fait plus de travail que tout le monde dans la société, je n'en suis pas là. J'aime mon travail, je le fais avec gaieté de coeur et j'essaie d'être un bon député comme d'autres doivent tenter de le faire. Ce qui nous est donné comme dépenses, on le dépense. Quand on représente un comté de 54 municipalités, avec les appels et les invitations que nous avons, le député qui va aux noces, madame, ne peut pas donner \$5, il fait rire de lui, alors il faut qu'il donne plus que cela. Ce n'est pas le salaire, ce sont ses dépenses. Il n'y a pas de député, je pense, qui ne les dépense pas, qui n'utilise pas ce montant. Donc, le salaire imposable du député est de \$27 800. C'est le salaire imposable du député. Cela veut donc dire qu'il reste avec un revenu net — je ne suis pas comptable — autour de \$21 000 ou \$22 000 nets. C'est le salaire du député ordinaire ici. Peut-être

un peu moins. On me dit que cela peut être autour de \$18 000 ou \$19 000 nets...

M. Roy: C'est \$16 000.

M. Grenier: On m'informe que cela peut être même \$16 000 nets. Il ne faudrait pas que cela continue parce qu'on va crever! La raison pour laquelle je voterai contre ce projet de loi, pas parce que je trouve que c'est injustifié, c'est parce que je trouve que c'est de l'indécence. Ce n'est pas normal qu'on arrive à chaque année, dans le temps de Noël, pour discuter de notre salaire devant la population, ce soir peut-être devant — on me dit que les cotes d'écoutes sont de 255 000 personnes — 225 000 personnes pour discuter de notre salaire. En connaissez-vous d'autres personnes qui font cela dans leur vie, qui viennent justifier leur salaire devant le monde? Devant mes électeurs, s'il y en a quelques-uns qui me regardent encore, à cette heure-là, je peux vous dire qu'il n'y en a pas beaucoup qui vont penser que je vole mon salaire, et je pense qu'il y a plusieurs autres députés qui pourraient dire la même chose.

Ce que je ne trouve pas correct, c'est d'être obligé de revenir chaque année s'expliquer et dire pourquoi on veut tel pourcentage d'augmentation. Je ne trouve pas cela correct. Quand on sait qu'il y a d'autres personnes qui ont la sécurité d'emploi, qui gagnent \$10 000, \$12 000, \$15 000, \$20 000 et \$30 000 de plus que nous et qui n'ont jamais un mot à dire. Les juges, c'est nous qui décidons de leur salaire. Ils n'ont pas à venir sur la place pour se battre ici. C'est nous qui décidons pour eux. C'est réglé. Quand bien même le député ne gagnerait que \$10 000 par année, il y a toujours des gens qui vont trouver qu'il gagne trop. Si on trouve, si on est témoin des débats qu'on a, qu'on ne le gagne pas, qu'on s'amuse trop pour le salaire qu'on a, s'ils regardent nos débats, ils ne regardent peut-être pas les heures où on travaille arduement. Ils pensent peut-être que quand la télévision est fermée le soir et que nous ne sommes plus là, le travail est fini, alors que tout le monde sait que c'est absolument faux. Le travail continue pour un nombre d'heures incalculable. C'est vrai pour l'ensemble des députés.

Qu'on soit du côté du gouvernement — je l'ai déjà été — ou du côté de l'Opposition, on fait des heures comme pas un autre secteur de la société ne peut en faire. Si on est ministre, on en fait un peu plus. C'est de même que cela fonctionne. C'est la fonction du député.

Mais je voudrais que cette année, ce soit la dernière fois qu'on vienne devant la population justifier notre salaire en disant qu'on travaille fort, qu'on fait bien des heures et qu'on est bien bon. Je ne voudrais plus être obligé de faire cela. Ce gouvernement est fort en communications; ce ne sont que ces gens qui entrent au gouvernement par les temps qui courent. Ce ne sont que des communicateurs. Cela rentre par tous les cabinets possibles, par les trous de souris! Tout le monde entre dans le gouvernement, mais il faut être communicateurs pour entrer là. Cela va être

important. J'ai l'impression que le député de Johnson se prépare à vous montrer comment c'est important d'être communicateurs pour entrer dans ce gouvernement.

Une voix: C'est clair.

M. Grenier: Non, pour sortir la vérité devant le monde peut-être tout à l'heure parce que c'est cela qui se fait actuellement. À partir de là, Mme la Présidente, moi, quand j'entends les propos du ministre de l'Éducation actuellement et que je vois que les étudiants l'appellent le Père Noël, je dis qu'ils auraient été bien justifiés de l'appeler le Père Ovide. Quand on regarde ce qui est écrit dans le journal, cela fait trois ou quatre fois qu'on lui remet ses déclarations dans la face et il trouve encore le moment de faire le drôle, il trouve encore cela drôle. Il nous disait lui, ici, avec des mots bien mieux prononcés que moi: "M. le Président si nous voulons demander, exiger des sacrifices des citoyens — il me semble que je l'entends, c'était en 1974 — il faut que nous donnions l'exemple". C'est le ministre de l'Éducation qui nous disait cela. J'espère qu'on n'aura pas de vote ce soir, car je voudrais qu'il soit là pour voter. Il faudrait qu'il vote avec nous autres et qu'il vote pour la loi. C'est son gouvernement qui présente la loi. Je pourrais reprendre les paroles que le chef de l'Union Nationale prononçait vers la fin de l'après-midi. Si on veut être honnête envers la population — c'est pour cela que je ne veux plus qu'on revienne devant l'Assemblée nationale pour justifier notre salaire — j'aurai une recommandation à faire tout à l'heure. Ce gouvernement de communicateurs va tâcher de vendre dans le public que c'est justifiable, alors que l'année passée cela ne l'était pas et que cela ne l'était surtout pas en 1974. On va venir nous dire tout à l'heure que cela a pas mal de bon sens. Il faut s'augmenter et cela a du bon sens. Cette année, cela a du bon sens parce qu'on a décidé qu'il le fallait. L'année passée, cela n'en avait pas et en 1974 non plus.

Mais on a des communicateurs. À partir de là, je ne vous le cache pas, Mme le Président, cela va se vendre, cette salade-là. Je ne vous cache pas qu'après les Fêtes les gens vont trouver que cela a du bon sens, parce qu'il va y avoir bien des choses qui vont s'être dites. Quand on est communicateur, on vend cela, ces choses, comme on le fait pour les autres projets de loi. Plus la marchandise est difficile à vendre, plus on force la vente, plus on met un impact publicitaire pour vendre cela. Parlez-en au ministre des Consommateurs avec "la personne avant toute chose". Parlez-en pour d'autres lois aussi qui vont nous arriver. Regardez le zonage agricole, il doit y avoir des briques, des tonnes de documents dans les bureaux qui attendent d'être lancés sur le marché, si on peut la voter, cette sacrée loi. Ils doivent donc avoir hâte de sortir leur paperasse pour la vendre. Cela va être la même chose pour cette loi; les communicateurs vont aller vendre que c'était utile d'augmenter le salaire des députés, comme on l'a dit tout à

l'heure, après avoir fait une bonne différence entre députés et ministres.

Je suis d'accord pour qu'il y en ait une. L'écart est moindre, mais il se perpétue quand même avec la loi qui est là. J'aurais bien aimé qu'on le gèle, d'abord, parce que je trouve que c'est déjà suffisant, l'écart qu'il y a entre les gens qui ont des fonctions additionnelles et le député ordinaire. Je trouve qu'il est suffisant déjà. Cela aurait pu être gelé littéralement. Il est déjà suffisant, cet écart. Cela aurait pu être la première recommandation et c'est une des raisons pour lesquelles cette loi est inacceptable dans le moment.

L'autre chose: une loi, il faut que cela vienne combler un vide, une demande que font les gens. Il n'y a pas beaucoup de mes concitoyens qui sont venus en contestation me demander ou me supplier d'augmenter mon salaire. Je n'ai pas eu beaucoup de délégations à mon bureau pour cela, pas un grand nombre. Ils avaient l'air de trouver que c'était correct, je pense bien. Une loi, c'est généralement pour combler des vides, pour combles des besoins. Je n'en ai pas eu. Donc, cela n'étant demandé par personne, je me suis dit: Bien, si cela vient du gouvernement, l'Opposition doit soupçonner qu'il y a des choses qui ne sont pas correctes. Alors, il faut analyser la loi dans ses détails. C'est ce qu'on fait et on trouve des failles.

Il y a aussi, comme vous l'avez dit, l'indexation de l'impôt à 6%. Cela aurait pu se donner aussi, pour reprendre toujours les paroles du ministre de l'Éducation: Il faut que nous donnions l'exemple. Je m'excuse, je ne dis pas cela bien comme lui; je le sais et je sais que vous me comprenez. J'aimerais mieux que ce soit lui qui le dise, il dit cela mieux que moi. Il ronronne cela mieux que moi.

Quand le chômage est à 11% et 12%, il faut faire des efforts de ce côté-là. Cela fait deux ans que le chef de l'Union Nationale tente de poser des questions en vue de diminuer le taux du chômage au Québec. On s'occupe de communications, on s'occupe de tout ce que vous voudrez, sauf du problème du chômage; on ne l'attaque pas tellement. On aurait préféré, nous, qu'à la veille des Fêtes on s'attaque à un problème comme celui-là.

(21 h 20)

Les bourses à l'ANEQ, les bourses du Père Noël, ce n'est pas réglé non plus. Ce n'est pas réglé et c'est pourtant bien promis; j'ai le programme du parti, je vous l'ai déjà lu ici, le programme du Parti québécois sur la gratuité scolaire et on s'en va sur trois ans.

M. Russell: À tous les paliers.

M. Grenier: À tous les paliers, comme le député de Brome-Missisquoi le dit. Cela fait trois ans que cela a été promis. Cela ne débouchera pas. J'ai posé la question au ministre. Je lui ai demandé si ce serait rétroactif pour ces étudiants-là. Non, il n'en est point question pour l'année. Passez-vous en. On va se voter un petit salaire d'augmentation, on va se geler dans les \$50 000

ou \$60 000, nous autres. Mais vous, il n'en est point question. Il ne faut pas parler de cela; ce n'est pas bon. C'est pour cela que les gens avaient bien plus tendance à l'appeler le Père Ovide. Ici, il a dit: "Il faut donner l'exemple." Là, il dit: "Il n'en est point question." Il ne faut plus donner l'exemple. Le Père Ovide, c'est cela qu'il fait; une fois, il dit une chose, et le lendemain il dit l'autre; cela dépend qui il a rencontré. L'exemple, c'était de le donner aux étudiants, et qu'il nous le propose tout de suite, qu'il nous le donne. Ce n'est pas un nouveau problème. Cela s'en va sur trois ans. On a plus de deux ans de passés. Qu'il nous dise ce qu'est son échéancier pour régler ces problèmes-là. Non, cela presse. Le salaire des députés, cela presse. Je ne sais pas où cela chauffait dans ce parti-là; c'était important que cela arrive d'augmenter les députés. Les bourses, on va attendre un peu. On sait qu'à la faveur de Noël, cela va se calmer, les étudiants vont faire autre chose, vous les avez fait traîner en longueur, on sait que les étudiants attendent, ils ne veulent pas perdre leur semestre, et cela va se calmer avec les Fêtes. Il y a tellement autre chose à penser qu'on va laisser tomber cela. Pendant ce temps-là, c'est encore une autre clientèle de gens dont on se préoccupe peu.

Il y a également le taux d'électricité qu'on va laisser augmenter à 30% ou 40%, comme on nous le dit. Ce n'est pas un secteur prioritaire non plus. Il faut toujours reprendre les paroles du ministre de l'Éducation: "Il faut que nous donnions l'exemple." C'était vrai en 1974, mais ce n'est plus vrai. On change de bord de Chambre. J'ai eu l'occasion de le dire et je vous le redis aussi: On aurait accusé les anciens partis, que ce soit le Parti libéral ou l'Union Nationale, de manquer à leur parole. Bah! Les gens disaient: C'est un petit peu normal vu que ce sont eux. Mais on n'accepte pas que le Parti québécois manque à sa parole de façon ni flagrante. On n'acceptera pas cela. Moi, je ne l'accepte pas, en tout cas. On s'est vendu comme purs pendant trop de mois et pendant trop d'années pour venir manquer à sa parole de façon si flagrante et surtout par un homme qui jouissait, en tout cas, d'une certaine respectabilité dans la province quand on parle du ministre de l'Éducation. Il se contredit de semaine en semaine quand ce n'est pas de jour en jour. Ce projet de loi ne mérite pas notre appui quand ces personnes ont dit des choses comme on en lit dans le journal des Débats. C'est du "démasquage" qu'il faut faire de ce monde-là. On est capable de se replacer sur la bonne "track". Il y a du monde capable de ramener ces gens-là et leur dire d'être plus conséquents avec des déclarations qu'on a faites ici en Chambre pendant qu'on était dans l'Opposition et les gestes qu'on pose maintenant. Qu'on trouve autre chose. Qu'on trouve une autre formule.

Une voix: Le gel.

M. Grenier: Amenez-le le gel, si c'est cela que vous voulez. Amenez-le le gel dans votre loi.

M. Grégoire: Je vous appuie.

M. Grenier: On ne fera pas pire que cela. On ne fera pas pire que ce que vous avez là.

M. Grégoire: Je vous seconde.

M. Grenier: Il y avait, Mme le Président, un projet de loi qui faisait que les députés pouvaient s'associer à un groupe de fonctionnaires, à des cadres. Que ce soit, une fois pour toutes, réglé, incorporé à des cadres, à une catégorie de cadres. C'est cela ma proposition pour que, chaque année, il y ait une augmentation qui soit statutaire, mais qu'on n'ait pas à venir se justifier devant le public. Moi, je suis tanné de faire cela; je suis tanné d'essayer de faire croire aux gens que je travaille plus fort que tout le monde et que je mérite un meilleur salaire que tout le monde. Comme je l'ai dit, c'est inutile. Quand bien même on ne gagnerait que \$10 000 par année, il y a toujours une clientèle, qui est assez importante, de Québécois qui vont trouver qu'on gagne trop cher.

J'ai demandé à mon caucus qu'on n'intervienne pas à la douzaine là-dessus — à la dizaine, si vous aimez mieux. On aura trois intervenants et ce sera suffisant pour exprimer notre position. À partir de là, on votera contre ce projet de loi parce que, à mon sens, il n'est pas à point, il est loin d'être à point et on n'a pas encore trouvé la formule. Cette année, après presque trois années de gouvernement, on n'a pas trouvé la formule. On en profite pour l'amener dans une avalanche de lois; pendant que tout le monde est occupé à autre chose, on amène ce projet de loi et c'est de même chaque année.

On nous l'amène dans une avalanche de lois la veille des Fêtes pour faire avaler cela à la population, pour que cela passe en douce. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat là-dedans, vous le savez. Pourtant, on nous l'amène en Chambre la veille de Noël et je ne pense pas que ce soit si important et si pressant de nous faire voter cette loi. On voit des députés qui ont l'air de se dire: Oui, on va... Si vous ne vous entendez pas, pourquoi y a-t-il un projet de loi sur la table? Et si ce n'est pas ce que vous voulez avoir, c'est de le retirer. Faites des pressions sur votre cabinet pour le faire retirer. Je ne suis pas membre du cabinet, moi. Proposez autre chose. De celui-là, on n'en veut pas, nous autres, et on va voter contre. Faites proposer autre chose. Ce n'est pas à moi de proposer, ce n'est pas moi qui suis le gouvernement. On n'a pas vos chercheurs pour faire cela, on n'a pas votre personnel. Proposez-nous autre chose et on l'étudiera.

Je vois qu'il y a pas mal de mécontentement, du côté du gouvernement. Cela va certainement soulever un mouvement. J'espère que cette fois ce ne sera pas un mouvement de sortie. Il va y avoir une autre sorte de mouvement qu'on va proposer et le whip va pouvoir ramasser son monde tout à l'heure pour en venir à en faire un front commun autour de la loi. Ou bien vous demanderez un vote libre.

Une voix: Ils ont assez de problèmes avec les leurs.

M. Grenier: Mme le Président, c'est sûr que, proposé tel qu'il est là, il est certainement inacceptable pour notre formation politique. Nous ne pouvons pas accepter que ce projet de loi soit obligé d'être devant la Chambre encore l'an prochain à pareille date; c'est d'un ridicule que je trouve consommé, moi. C'est assez d'années. C'est assez de fois. Cela fait assez de fois qu'on amène ce projet de loi devant les gens, devant la population. Qu'on devienne comme une série de cadres, je vous l'ai souvent mentionné, où ce soit acceptable et qu'on n'ait plus ensuite à défendre ce projet de loi qui nous revient à chaque année devant la population. Il est bien évident que notre formation politique votera contre le projet de loi.

M. Grégoire: Est-ce que je pourrais poser une question au député de Mégantic-Compton?

Une voix: Vous avez le droit de parler.

Mme le Vice-Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Guy Bisaillon

M. Bisaillon: Mme la Présidente, j'aurais souhaité que le chef parlementaire de l'Opposition officielle, de même que le député de Roberval soient présents au moment où je fais mon intervention. Je ne les blâme pas de ne pas être ici. Remarquez que je ne fais que mentionner que j'aurais souhaité leur présence. J'ai écouté cet après-midi, de façon très attentive et très intéressée aussi, l'intervention du chef parlementaire de l'Opposition officielle. J'ai retenu, à l'intérieur de ses commentaires, un certain nombre de choses que je voudrais souligner. Tout d'abord, je voudrais dire que ce n'est pas du tout mon intention d'attaquer l'ancien gouvernement libéral sur ce dossier des salaires.

Dans mon intervention de ce soir, je dirai exactement ce que je disais en 1974 sur la question des salaires. Quant à moi, le Parti libéral de l'époque avait un bon dossier au niveau des salaires qui reposait sur un document sérieux préparé par des gens indépendants de l'Assemblée nationale. Que certains y voient d'autres types de solutions, c'est une possibilité. Quant à moi, ce que j'ai toujours dit sur la question des salaires et ce dont je me rends compte finalement, c'est que les véritables débats, ce n'est pas à l'Assemblée nationale qu'ils se passent, puisque, malgré un bon dossier, ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est beaucoup plus à un échange de bons procédés. C'est une vengeance très douce au cœur de l'Indien. Du côté de l'Opposition officielle, on se rappelle les moments durs qu'on a dû passer et on veut remettre la monnaie aux six députés du Parti québécois qui ont fait ce travail, quant à l'augmentation des salaires en 1974.

Je pense que c'est peut-être compréhensible, de la part des membres de l'Opposition officielle, d'avoir cette attitude, si on se réfère au passé, mais ce n'est sûrement pas compréhensible quant

au fond du débat. J'aurais souhaité, quant à moi, qu'on puisse faire ensemble, à 110, le débat de fond pour expliquer véritablement, une fois pour toutes, à la population ce qui en est quant à la rémunération des députés et des membres de l'Assemblée nationale.
(21 h 30)

Je voudrais, Mme la Présidente, que ce débat se fasse sans aucune démagogie, en tentant au moins d'expliquer à la population que ce dont il s'agit dans le projet de loi no 120, ce n'est pas du tout une indexation, c'est réellement une augmentation de traitement consentie dans une loi discutée devant la population par les représentants de la population, et cela, de façon définitive. Ce que le député de Mégantic-Compton souhaitait tantôt, que ce soit la dernière fois qu'on en parle, il me semble que c'est le fondement même du projet de loi. Une fois pour toutes, on décide que l'augmentation annuelle qui s'appliquera ne dépassera pas 6% et qu'elle tiendra compte de l'augmentation moyenne des salaires au Canada.

Pour ce qui est de la formule, Mme la Présidente, qu'on ait voulu d'autres formules meilleures, je pense que tout le monde peut être conscient qu'il pourrait y en avoir d'autres. Là-dessus, je ne suis pas d'accord avec le chef de l'Opposition officielle quand il disait: On n'en a pas trouvé de meilleure. Quant à moi, j'ai toujours trouvé odieux que des représentants de la population soient tenus à faire ce genre de débat, qui n'échapperont jamais à la démagogie, aux calculs politiques partisans, à la politicaillerie. Ces débats n'échapperont jamais à cela.

Le député de Bonaventure, chef de l'Opposition officielle, mentionnait que c'était, selon le rapport de 1974, la meilleure formule qui avait été trouvée. Quant à moi, j'ai toujours prétendu, M. le Président, que les députés devraient se rattacher à une classe de fonctionnaires-cadres et la classe inférieure des fonctionnaires-cadres. De sorte qu'il n'y ait pas de répercussion au niveau des négociations, tant au niveau des syndiqués de la fonction publique que des cadres supérieurs de la fonction publique.

Je continue à dire, M. le Président, que ce serait la meilleure formule qui ferait en sorte que l'établissement du salaire comme tel pour un député échapperait à la discussion de l'Assemblée nationale.

M. Levesque (Bonaventure): Question de privilège.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, votre question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): Elle comporte deux volets. La première partie de ma question de privilège tend à rappeler que le député de Sainte-Marie, au début de ses remarques, a formulé le désir que je sois en Chambre. M. le Président, j'y suis.

Deuxièmement, M. le Président, lorsque le député parle de 1974 et du rapport Bonenfant, est-

ce qu'il se rend compte que ce rapport énonçait justement parmi ses conclusions le fait de coller le salaire des députés à une fonction administrateur 4, mais que si on avait suivi cette indication, le salaire serait beaucoup plus élevé qu'il ne l'a été avec l'indexation proposée par le gouvernement?

Le Président: M. le chef de l'Opposition, je vous rappelle — je comprends — que ce n'est pas tout à fait une question de privilège, donc, je souhaiterais que vous eussiez peut-être demandé la permission de poser des questions au député de Sainte-Marie.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je voudrais poser une question au député de Sainte-Marie. Est-ce qu'il accepte?

M. Bisailon: Oui.

M. Levesque (Bonaventure): Alors, voyez-vous, M. le Président, vous aviez bien raison de m'inviter à le faire.

Je demanderais au député de Sainte-Marie s'il a eu l'occasion de vérifier, premièrement, que dans le rapport Bonenfant de 1974 on n'arrivait pas précisément à la conclusion suggérée, il y a un instant, par le député de Sainte-Marie.

Deuxièmement, si on avait suivi à la lettre cette conclusion, à ce moment-ci, le salaire des députés serait beaucoup plus élevé que celui que nous connaissons aujourd'hui.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: M. le Président, je sais effectivement que le député de Bonaventure, chef de l'Opposition officielle, s'est levé beaucoup plus pour un privilège que pour une question de privilège.

Je vais répondre à sa question en disant ceci: Effectivement, le rapport Bonenfant proposait la formule dont je parlais, c'était et c'est toujours la formule que j'approuve. Par ailleurs, je ne discute pas pour l'instant du montant que cela fait au bout. Je discute d'une formule mathématique, applicable au-delà de la politique et du Parlement qui permette à des parlementaires de faire leur travail sans se soucier de ce qui se passe autour d'eux, sans se soucier d'être attaqués.

Ce qui m'intéresse et ce qui doit en intéresser d'autres dans cette Chambre, c'est de savoir que la population de mon comté, parce qu'elle connaît le travail que je fais, va accepter le salaire que je gagne, peu importe où il se situe, à moins, évidemment, qu'il n'y ait des exagérations incroyables. Si je me situe au niveau d'une catégorie de fonctionnaires, la plus basse parmi les cadres, quand bien même ce serait plus élevé que ce que je gagne actuellement, je continue à dire que ce serait acceptable, puisque déjà des fonctionnaires le gagnent et parmi les moins rémunérés des cadres fonctionnaires. Il me semble que dans ce sens, M. le Président, c'était logique comme intervention.

Par ailleurs — et c'est là que la démagogie

commence à entrer en cours de discussion — le fait, par exemple qu'on remette des augmentations, moi, je considère et j'ai toujours considéré que c'était, entre guillemets, "démagogique" comme attitude. Cela l'a été dans le passé et ce le sera dans le futur chaque fois que cela sera fait, parce que cela met en difficulté les gens qui, autour d'eux, sont conscients d'avoir mérité leur salaire, de l'avoir gagné et d'avoir travaillé pour le faire. C'est démagogique dans le sens suivant; c'est que, si l'augmentation n'était pas nécessaire et qu'on se sente obligé de la remettre, pourquoi l'a-t-on votée? Je me dis que, quand on a voté une échelle de salaire, une forme de rémunération, on n'a pas à remettre quoi que ce soit, sinon ce qui est dû à l'État par les impôts réguliers.

Une autre forme de démagogie qu'on utilise dans nos discours actuellement et dans le débat actuel, c'est de conditionner — et là je parle du présent pour le futur — des augmentations de salaires pour les députés à un certain nombre de réalisations. Tout comme le député de Rouyn-Noranda, je suis tout autant d'accord sur l'indexation pour les assistés sociaux. D'ailleurs, on sait que déjà il y a un projet qui doit être discuté au Conseil des ministres sous peu. Je suis tout autant d'accord sur ce projet d'augmenter ou d'indexer les assistés sociaux, sauf que, si je servais à ce moment la même argumentation, lorsqu'on parlera de l'indexation pour les assistés sociaux, que le chef de l'Union Nationale nous a servie aujourd'hui et que le député de Mégantic-Compton a semblé vouloir reprendre, je serais démagogique en le faisant. Parce que je devrais dire à ce moment: Ne réglons pas immédiatement le problème des assistés sociaux, parce que les bourses d'études ne sont pas réglées, parce qu'on n'a pas encore indexé les impôts. Donc, il semble, d'après le discours du chef de l'Union Nationale, que tant qu'on n'aura pas réglé le problème des 11% de chômage on ne peut pas se permettre de légiférer dans d'autres secteurs d'activités. Cela me semble être des propos démagogiques qui faussent le débat, qui empêchent d'expliquer correctement à la population le véritable fond du problème.

M. Grenier: M. le Président, question de privilège.

M. Bisailon: Cela fait mal, cela a l'air.

M. Grenier: Non, pas parce que cela fait mal.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: C'est pour rétablir des faits, M. le Président.

Ce qui a été cité par le chef de l'Union Nationale et que j'ai repris partiellement, le député de Sainte-Marie est certainement conscient que ce sont des propos qui ont été cités en 1974 par l'actuel ministre de l'Éducation, M. Morin. Nous les avons repris à notre compte cet après-midi et je viens de les reprendre tout à l'heure.

M. Bisailon: M. le Président, je regrette...

M. Grenier: Si on a été démagogique, je m'excuse, mais l'exemple vient de haut; il vient du ministre de l'Éducation.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: M. le Président, on peut avoir des vengeances à exercer. Quant à moi, ce n'est pas de cela que je parle. J'ai bien dit: Je parle au présent pour le futur. C'est exactement dans ce cadre que le député de Mégantic-Compton aurait dû comprendre mes propos, ce qui l'aurait empêché de faire une question de règlement qui n'en était pas une.

M. Grenier: De privilège.

M. Bisailon: C'est encore pire.

Une autre chose, M. le Président, que je voudrais souligner: à deux ou trois reprises aujourd'hui, on a parlé du projet de loi no 120 comme d'une loi qui n'était pas populaire. D'un côté, on parle de la revalorisation du rôle du député, chacun essaie de montrer jusqu'à quel point, tout en refusant l'augmentation, sa tâche est lourde, puis, d'un autre côté, on dit que ce n'est pas une loi populaire. Comment une loi, M. le Président... M. le Président ne vous laissez pas distraire par le conseil national qui s'est tenu en 1974, cela n'a rien à voir.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le député était membre du conseil national?

M. Bisailon: J'étais membre, M. le Président, à l'époque, de l'exécutif national et du conseil national. Mon vote à l'exécutif national et au conseil national ne regarde que moi-même et les membres de la structure à laquelle j'appartenais. (21 h 40)

Des voix: Ah!

M. Bisailon: Mais j'ai eu l'honnêteté de dire aujourd'hui ce que je disais en 1974. Il me semble aussi que j'ai apporté la précision qui demandait au parti de l'Opposition officielle de faire un débat de fond plutôt que d'exercer des vengeances qu'ils sont peut-être très heureux d'exercer, d'avoir l'occasion d'exercer, mais qui ne regardent pas le public qui nous regarde aujourd'hui. C'est le public qui nous regarde aujourd'hui qui a raison de savoir et qui a le droit de savoir pourquoi on donne une augmentation de salaire. C'est le public qui nous regarde aujourd'hui, celui qui vous regarde tous ici, qui a le droit de savoir pourquoi on est payé au salaire qu'on veut voter par le projet de loi no 120. C'est l'objectif du projet de loi qu'on étudie, c'est ce pourquoi nous sommes ici.

Si nous faisons notre travail correctement, si les députés sont présents dans leur comté, s'ils sont disponibles à leur population, s'ils la représentent bien à l'Assemblée nationale, s'ils exercent leur rôle de législateur correctement, com-

ment une telle loi pourrait-elle être impopulaire? Une telle loi sera impopulaire le jour où le député sera impopulaire, le jour où l'ensemble de la députation sera impopulaire et absente dans son comté. C'est ce qu'il faudrait qu'on se dise entre nous, c'est ce qu'il faudrait qu'on explique à la population. On a mis toutes sortes de choses dans le débat, on a fait entrer toutes sortes de considérations. Le député de Mégantic-Compton, de façon démagogique, toujours entre guillemets, a fait des comparaisons entre le salaire qu'il aurait comme enseignant et son salaire actuel de député. J'aurais pu vous donner le calcul horaire que j'ai fait du salaire de mon épouse, qui est enseignante, et le mien. En quoi cela aurait-il réglé le problème de fond que vous sachiez que le salaire horaire de mon épouse est de \$23 et le mien de \$4.70? Cela n'aurait rien ajouté au débat, cela aurait été un débat démagogique que je me refuse de faire.

Des voix: Bravo!

M. Bisailon: Je voudrais, en terminant, souligner un certain nombre de choses que je crois très importantes pour la population qui nous regarde. Il est indéniable que les heures de travail d'un député sont longues, mais ce n'est pas le salaire qui va régler cette question, ce n'est pas le salaire qui va m'empêcher de trouver difficile d'élever mes enfants par téléphone. Si je suis ici, à l'Assemblée nationale, ce n'est pas pour les \$2000 ou les \$3000 de plus que je peux aller chercher, cela ne réglera rien des autres problèmes que crée l'occupation de député. Si on continue à l'accepter, ce n'est pas à cause du salaire, c'est à cause de l'implication que chacun des députés, des deux côtés de la Chambre, met au service d'une population. C'est pour cela, c'est pour cette raison qu'on est ici, sauf que parce qu'on a accepté de se dévouer dans l'intérêt des citoyens d'une circonscription et quant à nous tous, pris globalement, dans l'intérêt du Québec, ce n'est pas pour cette raison-là qu'on doit se cacher les vrais problèmes et qu'on doit s'empêcher de discuter honnêtement la question du salaire.

Je souligne aussi que ce projet de loi corrige une autre anomalie de notre système de rémunération en ce sens qu'il réduit les écarts qui existaient entre des fonctions mieux rémunérées et le salaire des députés. Troisièmement — et je laisserai peut-être à d'autres l'occasion de l'expliquer davantage — la partie du montant que nous recevons, la partie non imposable qui est augmentée dans ce projet de loi, de \$7000 à \$7500, je voudrais qu'on l'explique. Comme mon temps achève, je souhaiterais que ceux qui me suivront, de quelque parti qu'ils soient, puissent expliquer à la population à quoi sert véritablement cette somme d'argent, qu'on lui explique quelles sont les sommes additionnelles qu'on est obligé de déboursier, par exemple, pour louer un local de comté au service de la population, qu'on explique aussi à la population quelles sont les sommes additionnelles qu'on est obligé de payer de notre poche souvent pour payer du personnel en ajout, toujours au service de la population.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le député me permettrait une question?

M. Bisaillon: Bien sûr.

M. Levesque (Bonaventure): Le député serait-il prêt à endosser la suggestion que j'ai faite au nom de l'Opposition officielle à l'effet que l'indemnité additionnelle accordée à certains députés qui ont des fonctions additionnelles à cette indemnité, ajoutée au salaire des députés, soit la même, que la somme ne soit pas supérieure à celle reçue par ces gens en 1978? Autrement dit un gel...

M. Grégoire: C'est cela, la loi!

M. Levesque (Bonaventure): Un instant! Ce n'est pas cela la loi! Je l'ai bien expliqué, je pense.

Une voix: Vous n'avez rien compris.

M. Bisaillon: M. le Président, je reconnais effectivement que le projet de loi 120 ne nous présente pas une augmentation de 3%, 4%, 5% ou 6%, selon le cas, qui s'applique uniquement aux salaires de députés, mais qui s'applique à la rémunération totale d'un individu en fonction du rôle qu'il joue à l'Assemblée nationale. Je reconnais aussi que, par ailleurs, ce projet de loi, là où il améliore la situation, c'est qu'il réduit les écarts qui étaient prévus. Pour certaines fonctions c'était 90 — c'est réduit — pour d'autres fonctions on ajoutait .45 ou .02 ou 2.1 dans le cas du premier ministre, il me semble; c'est cet écart qui est réduit. Autrement dit, la compensation accordée à la fonction est réduite de façon automatique dans le projet de loi. Il me semble que, par rapport à la situation passée, cela nous amène directement à réduire les écarts de salaire et, quant à moi, je trouve cela suffisant et acceptable dans le cadre d'une première démarche. Par ailleurs, j'annonce immédiatement que, tout en étant d'accord avec ce projet de loi, je souhaiterais cependant que les démarches, les études puissent continuer à se faire dans le sens d'une formule comme celle que j'ai proposée pour faire en sorte que la notion même de salaire échappe aux députés. Je souhaite finalement que les responsables de ce secteur à l'Assemblée nationale — à ma connaissance, M. le Président, vous en êtes le premier responsable — se préoccupent le plus rapidement possible d'ajouter aux services fournis aux députés, parce que les services fournis aux députés sont ceux-là qui permettent de donner encore un meilleur service à la population. Ajouter des gens pour rencontrer les citoyens de nos comtés, ajouter des ressources matérielles pour permettre au député de travailler. Peu importent les augmentations de salaire ou les gels, on continuera à travailler parce qu'on sera équipé, non seulement faire notre travail proprement, mais donner des services additionnels à la population que nous représentons.

Des voix: Voté.

Le Vice-Président: Cette motion de deuxième lecture de M. le leader parlementaire du gouver-

nement proposant que le projet de loi 120 soit lu une deuxième fois est-elle adoptée?

M. Proulx: Adopté.

Le Vice-Président: Que l'on appelle les députés!

(Suspension à 21 h 48)

(Reprise à 22 h 5)

Mise aux voix de la deuxième lecture

Le Président: Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion de deuxième lecture présentée par M. le leader parlementaire du gouvernement relativement au projet de loi no 120, Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif. Que ceux et celles qui sont en faveur de cette motion de deuxième lecture veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Charron, Cardinal, Laurin, Landry, Bérubé, Mme Cuerrier, MM. de Belleval, Joron, Johnson, Proulx, Duhaime, Lazure, Garon, Vaugeois, Martel, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Chevrete, Bertrand, Fallu, Michaud, Rancourt, Laberge, Lefebvre, Grégoire, Mme Leblanc-Bantay, MM. Bisaillon, Gendron, Mercier, Marquis, Gagnon, Ouellette, Perron, Clair, Brassard, Godin, Lavigne, Dussault, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Charbonneau, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Goldbloom, Saindon, Ciaccia, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Marchand, Pagé, Verreault, Samson, Roy.

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre cette loi veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Du Bois, Le Moignan, Cordeau.

Le Président: Que ceux et celles qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever.

Le Secrétaire: Pour: 69 — Contre: 10 — Absentions: 0

Le Président: Motion de deuxième lecture est adoptée. Troisième lecture, prochaine séance ou motion de renvoi, M. le leader parlementaire.

Renvoi à la commission de l'Assemblée nationale

M. Charron: Oui, M. le Président. Je voudrais proposer que le projet de loi soit déféré à la

commission de l'Assemblée nationale pour étude article par article, s'il vous plaît! J'en fais motion.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

Travaux parlementaires (suite)

M. Charron: M. le Président, je respecte ma parole donnée. Je donne chaque jour aux députés une série de projets de loi que je souhaite voir adopter en deuxième lecture. Celui d'aujourd'hui est maintenant terminé et je suis sur le point de proposer l'ajournement de la Chambre à demain, 10 heures. Je voudrais, quand même, rappeler que les commissions, ce soir, elles, ne s'ajourneront pas; elles vont continuer jusqu'à minuit comme convenu.

D'autre part, je veux rappeler le menu de demain. Après la période des questions, donc après les affaires courantes, lorsque nous aborderons les affaires du jour, nous étudierons le projet de loi au nom du ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire, celui au nom du leader de l'Opposition officielle et nous entamerons ensuite l'étude en deuxième lecture du projet de loi 110. La même chose qu'aujourd'hui se présentera; quand la deuxième lecture du projet de loi 110 sera terminée, la Chambre ajournera ses travaux à jeudi.

J'ai donné le menu de la semaine, je crois, assez complet. On m'a signalé, toutefois, que j'avais fait un oubli malheureux. Je ne voudrais pas que de mauvaises indications circulent. Jeudi également, outre les lois fiscales au nom du ministre des Finances que j'ai annoncées et qui auront toujours lieu, je dois ajouter la deuxième lecture du projet de loi 114 au nom de mon collègue, le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Tout cela pour dire que, quand le projet de loi 110 aura été adopté en deuxième lecture et que le projet de loi 114 le sera en deuxième lecture également jeudi, il faut que nos collègues, membres de la commission parlementaire du travail et de la main-d'oeuvre, s'attendent à recevoir un mandat double lorsqu'ils travailleront en commission élue, c'est-à-dire à la fois l'étude article par article du projet de loi 110 et du projet de loi 114.

Je l'avais oublié. Ce n'était pas une surprise pour le leader de l'Opposition officielle et pour le leader de l'Union Nationale à qui j'avais communiqué le programme la semaine dernière. Je l'avais simplement oublié cet après-midi.
(22 h 10)

M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre à demain, 10 heures.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Si l'honorable leader du gouvernement, qui connaît le contenu du projet de loi 110 et le contenu du projet de loi 114, prévoit finir dans la même journée, je ne pense pas qu'on sera capable de réaliser cela.

M. Charron: Ce n'est pas dans la même journée, M. le Président.

M. Bellemare: Mercredi...

M. Charron: Demain, c'est le projet de loi 110 et jeudi, c'est le projet de loi 114.

M. Bellemare: Demain, c'est très volumineux parce qu'on a la réforme électorale et parlementaire également avec le projet de loi 123 et celui de l'honorable député de Laval. Après cela, vous avez le projet de loi 110. C'est un immense défi et on ne pourra pas le relever.

M. Charron: C'est pour cela, M. le Président, que j'invite le député de Johnson et les autres à profiter d'une longue nuit de sommeil parce que celle de demain peut être plus courte.

M. Bellemare: Ah oui!

Le Président: Est-ce que la motion d'ajournement sera adoptée?

M. Roy: M. le Président, je m'excuse, mais sur un point, j'aimerais faire une demande au leader du gouvernement. Puisqu'on parle de donner un double mandat à la commission parlementaire, lorsque viendra le temps de faire la motion, cela m'évitera de revenir, qu'il y ait deux rapports de faits de la commission parlementaire à l'Assemblée nationale parce qu'on doit exiger effectivement d'avoir un vote sur le rapport. Il peut y avoir des intérêts divergents, une attitude, une position différente. Alors, on serait d'accord pour faire une motion.

M. Charron: Il n'y a pas de problèmes là-dessus, M. le Président. Je veux rassurer le député de Beauce-Sud. Je n'essaie pas de le tromper. Par exemple, la commission des affaires sociales qui a été aujourd'hui en réunion avait trois projets de loi à étudier article par article, mais cela fait l'objet de trois rapports différents ce soir. C'est la même chose pour la commission du travail, je puis l'en assurer.

M. Bellemare: Je voudrais simplement demander au leader si, sur l'article 110, on va pouvoir entendre les témoins? L'article 114, c'est sûr et certain. Je pense que le ministre l'a déjà déclaré. Pour les accidents du travail, on va attendre, mais, pour l'article 110, on a reçu un non catégorique de la part du leader quant à l'audition possible de quelques témoins.

M. Charron: M. le Président, il est toujours possible à un député qui souhaite ce que souhaite le député de Johnson d'en faire motion au mo-

ment du débat de deuxième lecture et c'est la Chambre qui en décidera à ce moment-là.

Le Président: Est-ce que la motion d'ajournement sera adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. Alors, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

(Fin de la séance à 22 h 13)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*